

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13730 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 19-LUNDI 20 MARS 1989

## Diabolique inflation...

Les marchés financiers n'ont pas perdu de temps pour saisir la portée de l'indice des prix de gros du mois de février aux États-Unis. Avec une hausse de 1 % succédant à une progression similaire en janvier, il s'agit du rythme le plus élevé depuis le début de 1981, période dont la seule évocation fait encore frémir les esprits américains. Les Bourses ont immédiatement réagi, et Wall Street subissant sa plus forte chute depuis près d'un an, tandis que les marchés obligataires s'effondraient. Le dollar saisisait l'occasion pour se redresser fortement, les investisseurs profitant, comme à chaque fois, de la perspective de rendements alléchants pour venir placer leur mise sur le dollar américain.

Pourtant, les jours précédents, les responsables de divers pays avaient mené avec succès leur croisade visant à convaincre les marchés que l'inflation n'était pas vraiment de retour, et que les preuves du contraire (les mauvais indices de prix mensuels enregistrés ici et là) n'étaient que des exceptions à une tendance fondamentalement saine. Le président de la Bundesbank avait, en particulier, réussi une jolie performance en clamant que le rythme de l'inflation ne nécessitait pas de hausse des taux d'intérêt. Déjà tentés de le croire, les marchés avaient été convaincus de la véracité de ses propos grâce à la publication outre-Rhin d'un indice des prix de gros en faible hausse en février.

Mais, à force d'exceptions, on crée une norme. Forcé de le reconnaître, le président américain George Bush a déclaré que l'indice de février sonnait un « coup de clairon » pour la réduction du déficit budgétaire.

Promise depuis plusieurs années, cette dernière finira peut-être par se produire. Mais, d'ici là, ce « coup de clairon » risque surtout d'être celui d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt, seul instrument jugé efficace par les gouvernements pour enrayer l'inflation, ou trop douloureux politiquement, comme le serait une réduction directe de la consommation.

Nier l'accélération de l'inflation aux États-Unis étant devenu quasiment impossible, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, n'a pas mâché ses mots en déclarant qu'il ne laisserait pas ce diable sortir de la bouteille car cela demanderait trop de mal pour le faire rentrer. Pour réduire cette opération délicate, les États-Unis, et les autres pays industrialisés dans leur sillage, devront donc manier avec prudence l'arme des taux d'intérêt. Le souvenir du début de cette décennie, où une forte inflation et la poussée des taux avaient provoqué une récession économique et l'abandonnement de la dette du tiers-monde, montre les dangers de cette méthode.

Aux États-Unis, certains économistes proclament que les autorités monétaires, désormais, disposent d'assez d'outils et que les marchés financiers ont gagné assez de maturité pour éviter une récession économique au sens traditionnel. Si l'on veut prolonger encore la croissance économique interrompue depuis près de sept ans, les politiques monétaires devront maintenir un subtil équilibre entre l'inévitable hausse des prix et la dose nécessaire d'augmentation des taux. La coopération internationale s'impose plus que jamais.

(Lire nos informations, page 17.)



## Le boycottage du scrutin présidentiel

### La guérilla du Salvador trouble le jeu politique

Près de deux millions d'électeurs salvadoriens sont appelés à élire, dimanche 19 mars, le nouveau président. La Démocratie chrétienne, au pouvoir, et l'Alliance républicaine nationaliste (extrême droite) s'affrontent dans un scrutin fortement troublé par la guérilla, qui, malgré son appel au boycottage, n'est toujours pas exclue d'un éventuel dialogue par les partis politiques.

SAN-SALVADOR  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

Tout en maintenant le boycottage des transports, en vigueur depuis jeudi matin 16 mars, la guérilla salvadorienne a assumé sa position à l'égard de l'élection présidentielle de dimanche. Dans un communiqué publié vendredi, le commandement général du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) annonce qu'il « a ordonné à toutes ses unités de ne pas attaquer les bureaux de vote, ni les électeurs ». Il rectifiait ainsi la

position très dure défendue au cours des jours précédents. Les menaces proférées à l'égard des participants au scrutin avaient créé un malaise évident à gauche chez les dirigeants de la Convergence démocratique qui, malgré leur alliance politique avec la guérilla, ont choisi de présenter un candidat aux élections, M. Guillermo Ungo. Celui-ci a regretté à plusieurs reprises le boycottage des transports, décrété par le FMLN, ainsi que le sabotage contre les installations électriques, car dit-il, « cela nous affectera davantage que les autres partis ».

BERTRAND DE LA GRANGE.  
(Lire la suite page 5.)

## Les musulmans de France et l'affaire Rushdie

### Islam et libertés

La manifestation contre la publication en France des « Versets sataniques », de Salman Rushdie, qui devait avoir lieu à Lyon, samedi 18 mars, à l'appel de cinq associations islamistes, a été interdite par le préfet de police. Le gouvernement a, d'autre part, ouvert depuis le 15 mars une consultation sur l'organisation de la communauté musulmane en France.

Les religions sont-elles devenues folles ? Le paradoxe a voulu que l'année même du bicentenaire de la Révolution française, mère des droits de l'homme (qu'elle n'a pas toujours respectés), et, après une longue gestation, des lois laïques, l'intégrisme revienne au galop. La vision d'un religieux archaïque, primitif, sauvage et totalitaire s'affirme. Cette image avait été longtemps colportée, en France notamment, et non sans raisons, par une tradition positiviste et

anticléricale dont la violence s'émoussait. L'historien et sociologue Emile Poulat distingue trois formes de laïcité : la laïcité « de combat » (ou laïcisme), effectivement en déclin ; la laïcité « de fait » (ou sécularisation), en rapide progrès ; la laïcité « de droit », qui, dans le cadre inchangé des lois de séparation, a contribué à l'amélioration des rapports entre l'État et les religions. Mais aujourd'hui la laïcité de combat peut renaitre, la laïcité de fait gagner du terrain, la laïcité de droit stagner.

Les intégrismes s'affichent sur toutes les scènes du monde (1) et d'abord dans les pays musulmans ou catholiques.

HENRI TINCQ.  
(Lire la suite page 8 et nos informations page 20)

(1) Lire à ce propos le dossier publié dans l'Actualité religieuse dans le Monde du 15 mars 1989, 163, boulevard Malesherbes, Paris-17.

## La réception de M. Pierre-Jean Remy à l'Académie française

Le romancier Pierre-Jean Remy, qui occupe désormais, à l'Académie française, le fauteuil de Georges Dumézil, a été reçu sous la Coupole, le jeudi 16 mars, par M. Jacques de Bourbon-Busset. Celui-ci a retracé la carrière de l'auteur du « Sac du palais d'été ». Pierre-Jean Remy a fait l'éloge de son prédécesseur, comme le veut la tradition.

Lire pages 9 à 12 le discours du récipiendaire et la réponse de M. de Bourbon-Busset.

**Le Monde**  
RÉGIONS  
■ Les encombrements de la Tarentaise.  
■ Un tour de France avec nos correspondants.  
Page 13

## Le second tour des municipales

### La gauche et la droite comptent sur le « vote utile »

Le second tour des municipales, le 19 mars, donne lieu à un nombre record de triangulaires et même de quadrangulaires : il n'y aura de duel que dans 66 des 172 villes de plus de 20 000 habitants restées en ballottage après le premier tour. Face au maintien des Verts et du Front national, la gauche et la droite comptent sur le « vote utile » et la mobilisation des abstentionnistes.



Lire page 6 Partie d'ANNE CHAUSSEBOURG.

## Le congrès du PC italien

Les communistes en route vers le socialisme doux.  
PAGE 4

## Changement à la tête d'Elf

M. Le Floch-Prigent succéderait à M. Pecqueur en juin prochain.  
PAGE 17

## Yves Jobic à la question

Les relations entre le commissaire et la famille Moustafa.  
PAGE 8

Le sommaire complet se trouve en page 20

## Le poids des écologistes des deux côtés du Rhin

### L'autre Europe verte

Verts français et Verts allemands ont connu des évolutions différentes mais se retrouvent à l'échelle de l'Europe sur les mêmes positions.

Par un curieux mouvement de chassé-croisé, les dernières élections locales en France et en Allemagne ont fait apparaître des mouvements convergents dans les deux pays. Les élections de Berlin-Ouest et de Francfort ont révélé en RFA une brusque percée de l'extrême droite, qui semble stabilisée en France ; les municipales françaises remettaient les Verts à l'ordre du jour sur la scène politique française. « Les Français eux aussi verdissent », notait mardi 14 mars le *Süddeutsche Zeitung* de Munich dans son commentaire sur le premier tour des élections françaises.

La différence des systèmes électoraux dans les deux pays oblige à nuancer les comparai-

sons. Avec 13,9 % des voix à Rennes, les Verts n'obtiennent que quatre sièges au conseil municipal, alors qu'à Francfort, avec 10 % des voix, ils obligent les sociaux-démocrates à négocier pour former une coalition et sont en position d'obtenir plusieurs postes d'adjoints, Daniel Colomb-Bendit espérant bien ainsi devenir chargé de la culture.

La proportionnelle — dont les écologistes français profitent aux municipales, mais qu'ils n'ont eu qu'une occasion, en 1986, d'expérimenter aux législatives — a puissamment contribué à consolider le mouvement des Verts ouest-allemands. Présents au Bundestag depuis 1983 déjà, ils sont aujourd'hui, contrairement à toutes les prédictions, une composante à part entière de la scène politique. Malgré leurs déchirements, leurs résultats électoraux ont été ces dernières années d'une remarquable stabilité et ils constituent désormais la troisième force politique du pays,

devant le Parti libéral, qui a perdu son monopole de parti charnière.

Comme le montrent la formation du sénat de Berlin-Ouest, l'exécutif local, où les Alternatifs ont obtenu trois portefeuilles de sénateurs, ou encore les discussions en cours à Francfort, l'irruption de l'extrême droite sur la scène politique a considérablement relativisé l'épouvantail rouge-vert. Le SPD, pour lequel une telle éventualité était tabou il y a quelques semaines encore, n'écarter plus une coalition avec les Verts à Bonn si les deux partis gagnent les élections législatives prévues pour la fin de 1990. Les Verts ont fait, il est vrai, leur partie du chemin. Après des années d'empaignades, les « réalistes », partisans d'une alliance avec le Parti social-démocrate, ont obtenu gain de cause lors du dernier congrès du parti, en février, à Duisbourg.

HENRI DE BRESSON.  
(Lire la suite page 7.)

## La polémique sur Béghin-Say

### M. Jean-Marc Vernes s'explique

Répondant aux attaques « injustifiées et malveillantes », M. Jean-Marc Vernes, président de Béghin-Say, filiale de Gruppo Faruzzi, présente le 28 avril, sur la demande de la Commission des opérations de Bourse, à ses actionnaires un rapport justifiant les opérations d'achat et de vente (à perte) d'actions Montedison réalisées en 1987.

Ces « attaques » avaient été lancées début février, en pleine affaire Pechiney, et M. Jean-Marc Vernes — y a toujours vu des intentions politiques. Le président de la République lui-même n'avait-il pas, au cours de l'émission « Sept sur sept » du 12 février, sur TF 1, dénoncé l'affaire « Béghin-Say, qui représente pour les petits actionnaires une perte de 866 millions de francs » ?

Les petits porteurs en question apprendront, le 28 avril, que cette perte, selon la version de M. Jean-Marc Vernes, est la conséquence non d'une simple manipulation boursière, mais de l'esquisse d'un grand dessin industriel. Par ailleurs, le président du groupe sucrier invoque les gains fiscaux appréciables que cette moins-value a entraînés. Il n'y aurait donc, selon lui, pas d'affaire Béghin-Say, la filiale du géant italien du sucre Faruzzi s'abritant derrière les conséquences du krach d'octobre 1987.

Ces explications sont accueillies avec un demi-sourire dans les milieux financiers, qui s'étonnent de l'absence, dans le rapport de M. Vernes, de l'actionnaire majoritaire Faruzzi, connu pour son savoir-faire boursier.

(Lire page 17 l'article d'YVES MAMOU.)

# Dates

Il y a soixante-dix ans

## La « Commune » hongroise de Béla Kun

VINGT ET UN MARS 1919. Au Dépôt central de Budapest se tient une réunion insolite, celle de la direction du Parti communiste. Les quatorze participants sont tous des délégués politiques, emprisonnés sur ordre du comte Mihály Karolyi, président de la République.

Depuis le 31 octobre 1918, la monarchie austro-hongroise dissolue est remplacée par un régime bourgeois. Mais les sociaux-démocrates s'entendent mal avec les communistes : selon ces derniers, les réformes introduites sont insuffisantes « pour briser l'aristocratie et le grand capital ». Des manifestations éclatent dans la capitale : le 20 février, les principaux meneurs sont arrêtés par la police. Parmi eux Béla Kun, âgé de trente-trois ans, jeune avocat, prisonnier de guerre rentré de Russie et surtout l'un des fondateurs du PC, président de la fédération des groupes étrangers près du comité central du Parti bolchevique.

Toute la journée, l'attente fiévreuse se prolonge à Budapest privée de quotidiens en raison d'une grève des typographes. Des rumeurs se répandent : des personnes « bien informées » parlent d'un « assaut imminent » du Dépôt central par des ouvriers du centre industriel de Csepel, pour libérer les « représentants authentiques du prolétariat tenus captifs par la bourgeoisie ».

En fait, mandaté par le président Karolyi, c'est Jenő Landler, l'un des leaders de l'aile gauche des sociaux-démocrates, qui rend visite en début d'après-midi à Béla Kun dans sa cellule. Pour lui offrir le pouvoir...

Aucun doute n'est permis : le « comte rouge », surnom donné à Mihály Karolyi, est débordé. Dans une proclamation adressée au peuple à peu près au même moment pour annoncer sa démission, il affirme qu'« on ne peut assurer l'ordre et la sécurité que si le prolétariat prend le pouvoir en main ». Et pour souligner qu'il « la menace anarcho de la production » s'ajoute la gravité de la situation politique internationale de la Hongrie.

En effet, les vainqueurs de la guerre mondiale et leurs alliés est-européens s'impatientent. Vingt-quatre heures avant la démission du comte Karolyi, le lieutenant-colonel Ferdinand Vix du quartier général des forces de l'Entente installé à Belgrade, accompagné de plusieurs officiers anglais, américains et italiens, est reçu à la présidence. Porteur d'une note du général Paul de Lobitz, commandant en chef, le lieutenant-colonel fixe les limites des territoires qu'avant même la signature des traités de paix la Hongrie doit céder à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie. Ultimatum inacceptable pour un homme d'Etat digne de ce nom.

### Les Occidentaux hostiles

Des documents contradictoires relatent les circonstances de la démission du gouvernement et celles du transfert du pouvoir aux communistes. Mihály Karolyi reste encore quelques temps en Hongrie, mais sans jouer un rôle quelconque dans la suite des événements (1). Dans la soirée du 21 mars, Béla Kun et ses amis sortent de prison. C'est l'annonce officielle de la fusion des partis social-démocrate et communiste, qui prennent le nom commun de Parti socialiste de Hongrie, tout en adoptant les conditions posées par les communistes en ce qui concerne le programme provisoire (2).

Le premier jour de la « Commune » est aussi celui du printemps. Une foule joyeuse défile sur les grands boulevards ; plusieurs dizaines de personnes entonnent en chœur l'*Internationale* et la *Marseillaise*. Réunis dans la grande salle de l'hôtel de ville, les militants approuvent la composition du conseil gouvernemental

révolutionnaire de treize membres présidé par Sándor Garbai. Mais le « chef » est Béla Kun, commissaire du peuple chargé du poste-clé des affaires étrangères.

La conjoncture internationale est plutôt défavorable, et pas seulement en raison de l'attitude hostile des Occidentaux à l'égard du nouveau régime. Certes, l'adoption au premier congrès du Komintern — réunissant du 2 au 6 mars à Moscou cinquante-deux délégués venus de vingt et un pays — d'un manifeste annonçant le début d'une « nouvelle ère révolutionnaire » encourage les dirigeants de la « Commune ». De même que l'éclatement

de la France, se montrent de plus en plus préoccupés par l'« extension du bolchevisme » en Europe centrale et veulent établir un « cordon sanitaire » autour de la république des Conseils.

### Les « gars de Lénine »

Cette république se montre impitoyable avec ses ennemis : la mise en œuvre des réformes s'accompagne de la pratique de la terreur dirigée par un détachement spécial du ministère de l'Intérieur surnommé les « gars de Lénine ». En quelques

jours, pendant ce temps se regroupent, tout d'abord à Arad et ensuite à Szeged, deux villes hongroises placées sous contrôle français, les adversaires politiques de la république des Conseils. Les 20 et 21 juillet, les syndicats européens organisent des manifestations de solidarité pour la défense de la « Commune ». Mais le succès de cette action internationale sera limité en Grande-Bretagne et surtout en France, où le gouvernement a promis des concessions politiques à la CGT, l'amenant en dernière minute à retirer l'ordre de grève.

Les événements s'accroissent. A Budapest, la mission diplomatique italienne sert de centre aux « contre-révolutionnaires ». Isolée, en perte de vitesse, Béla Kun s'adresse à Lénine pour obtenir cette réponse laconique : « Nous faisons tout le possible pour aider nos amis hongrois, mais nos forces sont limitées ». En effet, la situation de l'armée rouge s'aggrave en Ukraine et il n'est plus question de fusion.

La fin s'approche. 1<sup>er</sup> août 1919, 15 heures : dernière réunion du conseil gouvernemental à Budapest. Applaudi à son arrivée dans la salle, Béla Kun, homme brisé, épuisé, prononce un discours chargé d'émotion. Ses dernières paroles : « Nous allons reprendre la lutte plus tard, avec un prolétariat plus mûr ».

Dans un télégramme adressé à Lénine, Béla Kun reconnaît son échec et annonce la formation d'un gouvernement composé de socialistes de droite pour expliquer avec beaucoup d'amertume que le « tournant » résulte de la décomposition de l'armée et de l'attitude des ouvriers eux-mêmes face à la dictature du prolétariat.

### « Conspiration trotskiste »

Après cent trente-trois jours de « Commune » et quelques semaines d'un régime intérimaire, le « gouvernement national » de l'amiral Horthy entre en scène, sous les applaudissements des vainqueurs de la grande guerre. La tragédie hongroise peut continuer. Le traité de Trianon prive le pays des deux tiers d'un territoire millénaire : trois millions et demi de Hongrois sont exclus des nouvelles frontières, ce qui, jusqu'à nos jours, aggrave sensiblement les antagonismes entre pays voisins, notamment entre la Roumanie et la Hongrie.

Certains des dirigeants de la « Commune » se retrouvent en Russie. Pendant quelques années, Béla Kun, commissaire politique aux armées du Sud, poursuivra son combat révolutionnaire. Plus tard, avec d'autres, il sera accusé d'avoir participé à une « conspiration trotskiste contre l'Internationale » et condamné à mort. Sa réhabilitation coïncide avec le vingtième congrès du PC soviétique en 1956. Il y a six semaines seulement, le 11 février 1989, contredisant la version avancée pendant trente-trois ans, Moscou fait savoir que, selon de « récentes découvertes », Béla Kun a été condamné à mort par le département militaire de la Cour suprême de l'URSS, le 29 août 1938, et exécuté le même jour, et n'est donc pas mort en prison le 30 novembre 1939.

Vraisemblablement, d'autres « découvertes » vont suivre. Mais il est d'ores et déjà certain que la répression stalinienne a fait plus de victimes parmi les dirigeants de la « Commune » (dont l'histoire impartiale et exhaustive reste à écrire) que la période dite contre-révolutionnaire des années 1920-1944...

THOMAS SCHREIER.

(1) Rentré en 1945, il sera nommé à l'ambassade à Paris. Mais en septembre 1949, en signe de protestation contre la condamnation de László Rajk, il démissionne pour finir sa vie en exil à Vienne, en 1955.  
(2) Cf. Miklós Molnár : *De Béla Kun à János Kádár*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Institut universitaire des hautes études internationales, 1987.



Béla Kun vers 1925.

des mutineries parmi les marins français de la mer Noire. Mais, à peu près au même moment, se produit l'échec de la révolution à Berlin : les spartakistes bolcheviques sont écrasés, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht massacrés.

A Budapest, la république des Conseils s'installe. Début de la nationalisation des usines, des banques, des mines, des chemins de fer et des propriétés terriennes de plus de 100 arpents (57 hectares). Cette dernière mesure sera plus tard reprochée à Béla Kun par les Soviétiques : au lieu de distribuer des terres aux paysans, les dirigeants les attribuent à des coopératives. Erreur tactique.

Cependant, au début, la « Commune », dont plusieurs décisions permettent l'augmentation du niveau de vie des couches les plus défavorisées, bénéficie d'un certain soutien populaire. « 100 000 propriétaires occupent les villas et appartements des aristocrates », se félicite le *Vörös Újság* (*Gazette rouge*). La grande préoccupation reste néanmoins la situation militaire. Dès le 16 avril commence l'offensive conjointe des armées des pays voisins.

Les puissances alliées n'ont-elles pas reconquis en 1916 (par le traité de Bucarest) la « justesse » des revendications roumaines sur la Transylvanie ? Sans oublier les autres parties de la Hongrie au nord et au sud envahies par les Tchèques et les Serbes. Mais la résistance populaire s'organise. L'armée rouge des ouvriers et des paysans défend l'indépendance nationale. Les pays occidentaux, et notamment

semaines les exils commis vont ternir l'image de marque de la « Commune », même parmi ses partisans.

Si, dans le domaine militaire, quelques victoires sont remportées à Kassa (aujourd'hui Kassa en Tchécoslovaquie), au congrès du Parti qui se tient le 6 juin à Budapest éclatent les divergences entre représentants des différents courants qui composent la direction hétérogène du régime. Peu après cette réunion agitée, un autre congrès, celui des Conseils, promulgue une nouvelle Constitution : la Hongrie devient une « république des Conseils socialistes fédéraux ».

Lénine adresse son salut aux « hommes politiques des soviets hongrois qui le remplissent d'enthousiasme et d'allégresse », et la *Provéda* inaugure une rubrique spéciale consacrée aux nouvelles de Budapest. D'aucuns espèrent que les unités de l'armée rouge qui combattent en Ukraine feront leur jonction avec celle de l'armée rouge hongroise, sauvant ainsi la révolution.

Une illusion qui ne durera pas longtemps. Car l'étau se resserre sur la « Commune », combattue par l'Entente et ses alliés de l'extérieur et les forces conservatrices de l'intérieur. Le 23 juin, un drapeau rouge est brûlé à Budapest ; un premier mouvement hostile est réprimé. Mais Tchèques et surtout Roumains préparent leur intervention décisive. Le 5 juillet, les experts de la conférence de paix réunis à Paris examinent les modalités d'une action militaire.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Eliabert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Eliabert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wenta.  
Rédacteur en chef :  
Daniel Varouf.  
Correspondant en chef :  
Claude Salas.

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Reconnu comme journal officiel  
et index du Monde au (1) 42-47-98-72.

### Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-16 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	ÉTRANGER	ÉTRANGER	ÉTRANGER
1 an	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	200 F	220 F	320 F	400 F
3 mois	100 F	109 F	160 F	200 F
15 jours	1300 F	1300 F	1300 F	2400 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOUVEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

PORTAGE :  
Pour tous renseignements :  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Chaque fois qu'un abonné se désiste ou  
qu'il ne paie pas son abonnement, il est  
formellement invité à adresser sa demande  
avant son départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Vous avez l'obligation d'indiquer  
sous les noms propres en capitales  
l'impression.

### Le Monde DE L'ÉDUCATION

17 F

### LE PALMARES DES PREPAS

Comment s'inscrire dans une prépa aux écoles scientifiques, littéraires, commerciales, ainsi qu'à l'IEP de Paris. Où et comment déposer sa candidature, compte tenu de son dossier scolaire. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

### Le Monde

LUNDI 20 MARS (NUMÉRO DATÉ MARDI 21)

### SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

30 pages d'annonces  
des centaines d'offres d'emploi  
pour les cadres

ATTENTION : ce numéro est publié  
avec le Monde Économie en cahier séparé.  
N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux

هكذا من الأصل



## CHINE : la montée de la contestation

### Le chef du PC lance un vigoureux rappel à l'ordre

Le chef du PC chinois a déclaré, vendredi 17 mars, qu'« une minorité de séparatistes » n'avait pas « renoncé » à ses objectifs et a appelé à la « vigilance » en dépit d'un retour à la « stabilité ». De son côté, la Pravda a clairement cautionné la souveraineté de la Chine sur le Tibet, résumant comme « par message » les accusations portées contre

Pékin d'avoir illégalement occupé la région. A Paris, le même jour, l'ambassade de Chine a exprimé son « vif mécontentement » et son « regret » à la suite d'un communiqué sur la situation au Tibet de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. Ce dernier avait exprimé, lundi, son

« émotion » et sa « profonde inquiétude » à propos de la situation au Tibet et préconisé l'envoi d'« observateurs neutres ». « Il s'agit là d'un acte inacceptable qui constitue une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine », a déclaré un porte-parole de l'ambassade au lendemain d'une démarche faite par l'ambassadeur auprès du Quai d'Orsay.

PEKIN  
de notre correspondant

Le vigoureux rappel à l'ordre qu'on pressentait devant l'agitation contestataire croissante en Chine est venu. Il a pris la forme d'un discours vieux de sept semaines du chef en titre du Parti communiste, M. Zhao Ziyang, publié vendredi 17 mars par tous les principaux journaux officiels, à la veille de l'ouverture de la session annuelle du Parlement ce week-end, puis d'une distributive contre les étrangers, publiée samedi 18 mars par l'agence officielle Chine nouvelle.

« La Chine ne peut pas instaurer le multipartisme, et elle n'a ni les moyens, ni le besoin, de se doter de partis d'opposition », y déclare en particulier M. Zhao. Le successeur désigné de M. Deng Xiaoping va droit au but : « Dans la réforme du système politique, la position du parti au pouvoir ne peut pas changer. » Et pour ceux, membres du parti communiste ou non, qui

« nourrissent l'espoir d'une déliquescence à l'intérieur même du parti », ou encore qui souhaiteraient voir les petits partis non communistes alliés au régime jouer un rôle de contre-pouvoir, M. Zhao a tenu à réitérer les règles du jeu : « Les relations entre le Parti communiste et les huit partis démocratiques ne sont pas des relations entre un parti au pouvoir et des partis d'opposition. On applique, en Chine, le système de coopération et de consultation politique sous la direction du Parti communiste. » Garde-à-vous, fixe pour les deux membres de ces partis non communistes, M.M. Li Fuyao et Hong Fuzeng, qui viennent d'être respectivement nommés vice-ministres du travail et de l'agriculture.

Le discours, prononcé par le secrétaire général du PCC le 28 janvier à l'issue d'une session de l'école supérieure du comité central — organisme qui est censé recycler les élites communistes d'aujourd'hui et préparer celles de demain, — a, du moins, le mérite de la clarté par rap-

port aux formules ambiguës habituellement opposées par le régime à la contestation. Sa publication tardive, en vertu d'une habitude bien établie à Pékin, laisse entendre que le pouvoir commence à se rendre compte que la situation lui échappe non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique.

#### Un néo-autoritarisme

Face à cette déliquescence, certains théoriciens de Pékin commencent à faire flotter l'idée, par l'intermédiaire de la presse pro communiste de Hongkong, que la Chine a besoin d'un « néo-autoritarisme », idée encore floue mais qui semble faire allusion aux pouvoirs énergiques du monde capitaliste asiatique. Corée du Sud, Taïwan et Singapour notamment. M. Zhao a semblé écarter de la main cette éventualité en se livrant à une vibrante apologie des accomplissements du Parti communiste et en soulignant qu'il n'y avait « pas besoin de chercher de nouvelles ordonnances médicales » pour les maladies dont souffre la Chine.

Cette tentative de retour à la normale vise aussi à baliser au plus serré la session annuelle du Parlement, qui risque fort de ne pas donner lieu cette année aux frictions démocratiques qu'on avait pu constater l'an dernier. La situation économique et sociale ne s'y prête guère, comme l'ont montré en particulier ces dernières semaines les rudes de travailleurs des campagnes, démolies par le coup d'arrêt infligé aux industries rurales, sur plusieurs villes de Chine, en quête d'un emploi temporaire.

Preuve supplémentaire de l'inquiétude régnant au sommet, les autorités ont interdit aux journalistes chinois, dont certains montrent ces derniers temps une envie mar-

quée de suivre l'émulation de leurs collègues occidentaux, de poser aux dirigeants des questions embarrassantes. Le régime a ainsi imposé à la presse officielle un black-out complet sur les questions de dissidence pouvant être soulevées par certains députés, qui ont signé les pétitions pour la libération des prisonniers politiques. Une troisième pétition en ce sens circulait depuis quelques jours, signée par plus de quarante intellectuels du domaine des sciences politiques et des journalistes en vue. Ceux-ci ont expliqué leur geste par la volonté de dissiper des « rumeurs » que les signataires reprochent au gouvernement de faire circuler pour accuser les étrangers d'être à l'origine de la campagne pour l'élargissement des « rumeurs ».

#### Mise en cause des étrangers

De « rumeur », la mise en cause des étrangers dans la campagne pour l'arrêt des prisonniers politiques est pourtant devenue accusation en toutes lettres avec le commentaire au vitriol publié samedi par Chine nouvelle. « Le peuple chinois a trop souffert des invasions étrangères avant la libération du pays », y lit-on notamment. « Beaucoup de problèmes et de difficultés existent [à l'heure actuelle], mais ce sont là les affaires intérieures de la Chine, que le peuple chinois règlera lui-même. Aucun étranger n'est autorisé à s'en mêler. »

La veille, un responsable du tribunal de la municipalité de Pékin, qui avait condamné à quinze ans de prison, en 1979, le dissident Wei Jing-

sheng, dont le nom est au centre de cette campagne, avait exclu catégoriquement toute possibilité d'amnistie à son sujet, en déclarant d'un même souffle que l'intéressé n'était nullement « un prisonnier politique », catégorie censée être absente de l'univers idéologique chinois, « mais plutôt un contre-révolutionnaire ». Quant à l'astrophysicien dissident Fang Lizhi, il se trouve accusé, samedi, par le Quotidien du peuple d'avoir fait le fier devant la police lors de l'incident du banquet du président Bush, le 26 février.

Ce durcissement soudain souligne a contrario une porte d'autorité. Parmi les signataires d'une des pétitions figurent des savants aussi éminents que le professeur Wang Jing-chang, un des pères du programme nucléaire chinois. Des journalistes de la presse officielle ne se gênent pas, en privé, pour juger « inepte » le raidissement en cours. Et même dans les dépêches de l'agence Chine nouvelle, autrefois fidèle perroquet du parti, on pouvait lire encore jeudi une perle mise en cause du régime pour sa lenteur à donner à la presse officielle les moyens d'exercer le rôle de supervision qu'on dit vouloir lui conférer désormais. Les médias du régime sont empêchés de jouer ce rôle en raison des « ingérences des autorités supérieures » et de « la prédominance d'une pensée arriérée », grognait l'agence. Et de déplorer qu'une loi sur la presse n'ait pas encore été introduite en Chine — sa rédaction pousse depuis plus d'un an — car c'est, écrit-elle, « le seul moyen pour protéger une presse efficace dans une société démocratique ». Le ver, cette fois, est dans le fruit, et on peut douter de l'efficacité des avertissements de M. Zhao.

FRANCIS DERON.

## AFGHANISTAN

### Washington « soutient fermement » la résistance et le Pakistan

Le département d'Etat américain a vivement réagi, vendredi 17 mars, aux accusations portées la veille par l'ambassadeur soviétique à Kaboul, M. Ionil Vorontsov, selon lequel l'attitude de Washington et d'Islamabad en Afghanistan faisait craindre le déclenchement d'un conflit régional (le Monde du 18 mars).

« M. Vorontsov ne peut pas réécrire l'histoire. Plus personne n'a de doute en ce qui concerne les origines du conflit afghan », a déclaré M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat.

#### Des « armes de terreur »

Il a ajouté que le Pakistan « avait le soutien total des Etats-Unis » et dénoncé les livraisons de matériel de guerre soviétique à Kaboul, notamment de missiles Scud, « armes de terreur ».

Il a rappelé que « la position des Etats-Unis était toujours de soutenir fermement la résistance et qu'ils faisaient le nécessaire » à ce sujet.

Entre-temps, Kaboul a qualifié de « trahison » la décision de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) d'accorder un siège à la résistance afghane. Sur le terrain, les moudjahidins continuent de piller l'aéroport de Jalalabad. Un porte-parole officiel a déclaré, vendredi à Kaboul, qu'environ 8 200 roquettes et obus avaient déjà été tirés sur Jalalabad, dont 7 000 sur son aéroport. De son côté, l'aviation de Kaboul aurait multiplié les raids contre les positions de la résistance. — (AFP/AP.)

● INDE : le rapport secret sur l'assassinat d'Indira Gandhi va être publié. — Le premier ministre indien a annoncé, le vendredi 17 mars, par un message au speaker de l'Assemblée nationale, la décision du gouvernement de rendre public le texte intégral du rapport confidentiel de la commission Thakkar sur l'assassinat d'Indira Gandhi (le Monde du 18 mars), comme le lui demandait l'opposition. Le texte sera sur le bureau du speaker de l'Assemblée nationale lundi. — (Corresp.)

## Afrique

### SÉNÉGAL

#### Arrestation d'officiers

Dakar. — Quatre officiers supérieurs sénégalais ont été arrêtés ces derniers jours au Sénégal, tandis que l'ancien chef d'état-major de l'armée, le général Joseph Taveres De Souza, devenu ambassadeur du Sénégal en RFA, aurait été rappelé à Dakar et mis à la retraite d'office, a-t-on appris de très bonne source vendredi 17 mars à Dakar. Aucune confirmation n'a pu être obtenue de source officielle sur ces arrestations dont on ne connaît pas le motif.

Trois de ces officiers dirigeaient en avril 1988 — époque de l'état d'urgence à la suite des troubles consécutifs à l'élection présidentielle — le corps des parachutistes, celui des blindés et celui des commandos. Le quatrième s'occupait de l'intendance, le général Taveres De Souza assumait alors les fonctions de chef d'état-major de l'armée.

Un tract circulant vendredi à Dakar et signé d'un « groupe d'officiers et de sous-officiers » demandait la libération du général Taveres De Souza et d'autres officiers, sans en préciser le nombre ou l'identité.

Selon le tract, les intéressés seraient actuellement « aux ordres de la force ». Ce tract accusait le ministre d'Etat Jean Collin d'avoir voulu mettre l'armée sénégalaise au service du Parti socialiste au pouvoir.

D'autre part, la grève observée depuis le 11 février par les professeurs de l'université de Dakar s'est étendue vendredi aux écoles primaires et secondaires du pays à l'appel du Syndicat unique des enseignants du Sénégal (SUES). Largement majoritaire, celui-ci a demandé à ses militants de cesser le travail pour quarante-huit heures, avec possibilité de reconduire le mouvement entre les 20 et 25 mars, veille des vacances de Pâques.

La poursuite de la grève à l'université, qui entrera lundi dans sa sixième semaine, fait planer la menace d'une seconde « année blanche » consécutive pour les étudiants, qui avaient dû redoubler à la suite des troubles de 1988. Les professeurs réclament une revalorisation substantielle de leurs salaires et de diverses primes. — (AFP, Reuter.)

### COTE-D'IVOIRE

#### M. Houphouët-Boigny va offrir au pape la basilique de Yamoussoukro

En visite privée à Paris, le président Félix Houphouët-Boigny a indiqué, vendredi 17 mars à sa sortie de l'Elysée, qu'il souhaitait « offrir au pape et au Vatican » la basilique monumentale qu'il fait construire dans sa localité natale de Yamoussoukro.

Interrogé sur son prochain voyage à Rome, le doyen des chefs d'Etat africains a indiqué qu'il « était disposé à accepter ce don ». « S'il accepte, la basilique n'appartient plus à la Côte-d'Ivoire et encore moins à moi. C'est le pape qui décidera de la date de la consécration de la basilique, dont la construction sera termi-

née le 10 septembre », a-t-il ajouté. Conçu par l'architecte ivoirien d'origine béninoise Pierre Fakhoury, l'ouvrage se veut une fidèle réplique de la basilique Saint-Pierre de Rome. Le coût du chantier est évalué à 40 milliards de francs CFA (800 millions de francs).

Le président ivoirien, dont le pays ne peut plus assumer le service de la dette extérieure et qui plaide en faveur d'une remise de la dette des pays incapables de payer, a réaffirmé que ce monument était construit avec ses « propres moyens » financiers.

## EN BREF

● AFRIQUE DU SUD : une visite d'avocats de la cour de Paris. — Une délégation de l'ordre des avocats à la cour de Paris, conduite par le bâtonnier Philippe Lafarge, vient de se rendre en Afrique du Sud. Elle a regretté de ne pas avoir été autorisée à rendre visite à Nelson Mandela et elle a constaté que « l'état d'urgence [mettait] en cause les libertés fondamentales » et que l'exercice des droits de la défense est très difficile et, dans certains cas, rendu illusoire.

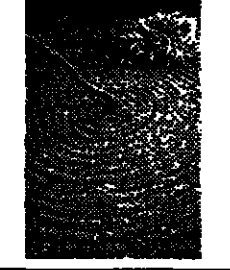
● ALGERIE : quatre morts dans l'effondrement d'une passerelle. — Quatre personnes ont trouvé la mort, vendredi 17 mars à El-Harrach, dans la banlieue algéroise, lorsqu'une passerelle enjambant un cours d'eau s'est bruta-

ment effondrée, entraînant avec elle plusieurs centaines de personnes. Chaque vendredi des milliers de jeunes empruntent cette passerelle Sainte-Catherine, point de passage obligé pour franchir l'oued El-Harrach et accéder à un marché sur un vaste terrain vague. La charpente métallique a cédé sous le poids des hommes et des sacs. — (Corresp.)

● OUGANDA : exécution de trois anciens collaborateurs d'Ili Amin Dada. — Trois anciens collaborateurs du dictateur déchu de l'Ouganda, Ili Amin Dada, ont été pendus mercredi 15 mars à Kampala. a-t-on appris de bonne source. Parmi eux figure l'ancien chef de la police Kassim Obura. Il s'agit des premières pendaisons en Ouganda depuis quinze ans. — (AFP.)

## Points ACTUELS

Robert Guillain  
Orient Extrême  
Une vie en Asie



Points Actuels

Françoise Dolto  
Enfances



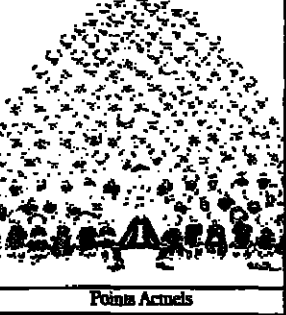
Points Actuels

Dany Cohn-Bendit  
Nous l'avons tant aimée, la révolution



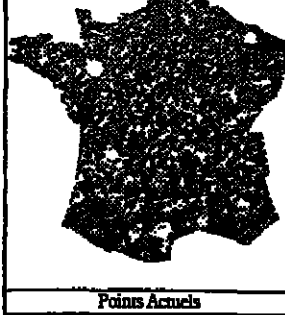
Points Actuels

Hervé Hamon  
Patrick Rotman  
Tant qu'il y aura des profs



Points Actuels

François de Closets  
Tous ensemble  
Pour un fait avec la spiritualité



Points Actuels

Jean-Loup Chiffet  
Sky my husband!  
Ciel mon mari!  
Guide de l'anglais commun  
Guide of the common english  
Dessins de Club



Points Actuels

Editions du Seuil

## Europe

## ITALIE : le PCI en congrès

## Les communistes en route vers le socialisme doux

ROME  
de notre correspondant

Adieu Marx, Engels, et toute la sainte trinité ! Le Parti communiste italien (PCI) coupe les ponts, larges les amarrées et s'en va bourlinguer dans les eaux encombrées du réformisme bon teint. Celui qui, espère-t-il, lui permettra de reprendre son voyage au long cours vers les rivages à lui inconnus du pouvoir en Italie.

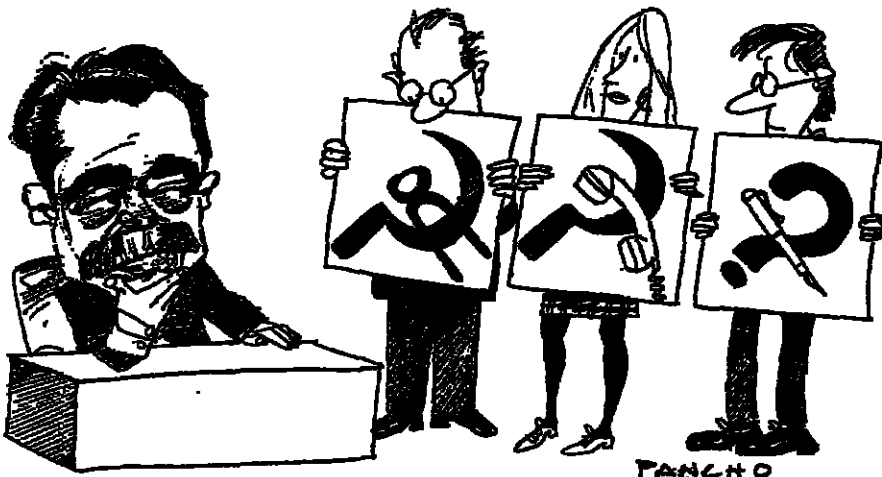
Un tiers des voix aux élections européennes de 1984, 27 % aux dernières législatives et 21,2 % lors des consultations provinciales partielles de 1988. Le dilemme du premier parti communiste d'Europe occidentale tient, entre autres, à ces trois chiffres.

Samedi 18 mars, à Rome et pour quatre jours, plus de mille délégués au dix-huitième congrès du parti devront entériner la nouvelle stratégie et dire si oui ou non ils sont prêts, pour survivre, à passer sur le cadavre de leur propre histoire.

Si la suggestion de M. Giorgio Napolitano, « ministre des affaires étrangères » du PCI et chef de ceux qu'on appelle « les sociaux-démocrates du communisme », est en effet retenue, le parti aura bientôt changé de nom. « Parti du travail » ou « de la gauche unie », peu importe au fond. L'abandon du sigle naziwa sacro-saint couronnera l'évolution, pour ne pas dire la révolution, de ce communisme italien qui n'a jamais été tout à fait comme les autres et qui, aujourd'hui, est en quête d'une nouvelle identité.

Secrétaire général depuis juin dernier, cinquante-quatre ans, du style et de la ténacité, M. Achille Occhetto a une obsession avouée : reconstruire la « maison commune de la gauche » en Italie et proposer enfin aux électeurs une « alternative crédible » au gouvernement, monopolisé depuis quarante ans par la Démocratie chrétienne et ses différents partenaires coalisés.

Problème. Le Parti socialiste de M. Bettino Craxi qui, lui, participe au gouvernement et qui pèse aujourd'hui entre 16 et 18 % de l'électorat, est d'accord pour la « maison commune » à condition d'en être le patron. Sur ce point, ce sont les urnes qui finiront bien par trancher, et toute la stratégie de M. Occhetto vise évidemment à les séduire. Condition nécessaire, selon l'actuelle direction : ne plus faire peur aux bourgeois, puisque l'Italie se reconnaît majoritairement en eux.



Alors, fini l'ouvriérisme systématique, le centralisme bureaucratique, le rituel sacré, il faut « légaliser » l'Eglise communiste et changer son image. Achille Occhetto paie de sa personne et, rompant avec la tradition des dignitaires distants et figés comme des bustes de Lénine dans les mairies d'Ukraine, il se montre dans les gazettes, amoureux, balais tendrement les lèvres de son épouse. Ce fut d'ailleurs un beau scandale dans la Landerne politique italienne. Mais l'activisme du secrétaire général ne s'arrête pas là.

## « Délégués extérieurs »

Le 18 mars, à Rome, à côté des délégués encartés du parti siégeront, pour la première fois, 270 « délégués extérieurs », non membres du PCI mais officiellement chargés de représenter « les millions d'électeurs du parti ». Parmi eux des personnalités de gauche célèbres, comme le metteur en scène Giorgio Strehler, des présidents d'université, des magistrats et même... deux prêtres. Enrico Berlinguer ne disait-il pas que la pratique religieuse n'est pas antinomique avec l'appartenance au PCI ?

Bref, après avoir quasiment détruit le patrimoine idéologique du parti et multiplié les déclarations révisionnistes et provocantes : « Nous sommes les héritiers de la Révolution française mais pas des jacobins », M. Occhetto continue son œuvre de récupération des valeurs de la démocratie libérale et s'en va chercher à l'étranger le soutien de crédibilité dont son parti a besoin.

A Bonn, le SPD et M. Willy Brandt lui réservent un chaleureux accueil. La gauche allemande voit d'un bon œil l'annexion du PCI italien à l'Internationale socialiste et, s'ils changent formellement d'étiquette, ses vingt-sept élus au Parlement européen pourraient même entrer bientôt au groupe socialiste de Strasbourg. Ne reste plus à obtenir en l'espèce que le feu vert de Bettino Craxi, ce qui n'est pas encore acquis. Le Parti socialiste italien a tout de même fait une part de ses beaux jours électoraux sur la peur qu'inspire encore le communisme transalpin, et il ne semble pas prêt à lui fournir le certificat d'engagement qu'il réclame.

Si le PCI se banalise, s'il parvient, comme il le souhaite, à concilier la culture libérale et un socialisme doux, certes on ne pourra plus lui interdire l'accès au pouvoir, mais à qui va-t-il prendre des voix ? Tout le problème soulevé par ces délégués de Rome est là. Désorientés par ce déluge de nouveautés, privés de leur vieille identité historique, amarrés à cette Europe qui aux contours mal définis, les militants mais aussi les électeurs italiens vont peut-être finir par se demander ce qui différencie le PC du PS. A quoi sert le communisme aujourd'hui dans la péninsule ? Réponses aux prochaines élections.

PATRICIE CLAUDE.

## RFA

## La grève de la faim des détenus de la Fraction armée rouge

BONN  
de notre correspondant

Va-t-on vers une nouvelle épreuve de force entre le gouvernement fédéral et les détenus de la Fraction armée rouge ? Une grève de la faim commencée il y a six semaines par une quarantaine de détenus appartenant au noyau dur de la RAF et menée selon le « modèle irlandais » — après avoir jeûné ensemble pendant deux semaines, puis s'être arrêtés, les participants entrent deux par deux tous les quinze jours dans le mouvement — embarrasse les autorités judiciaires de la RFA.

Karl Heinz Dellwo, détenu à la prison de Celle, en Basse-Saxe, et condamné à la détention à perpétuité pour sa participation à un attentat contre l'ambassade de RFA à Stockholm en 1975, qui fait partie avec Helmut Pohl de la première vague de grévistes, se trouve, selon son avocat, dans un état critique.

La loi ouest-allemande prévoit que les autorités pénitentiaires doivent procéder à l'alimentation forcée par sonde des grévistes de la faim en danger de mort. Cette mesure avait été décidée après le

décès de Holger Meins, un compagnon d'Andreas Baader.

Les détenus de la RAF, qui se considèrent toujours comme des « prisonniers de guerre », exigent d'être rassemblés en « un ou deux grands groupes » alors qu'ils sont actuellement dispersés dans une quinzaine de lieux de détention. Ils demandent également la libération immédiate de quatre d'entre eux, Gunter Sonnenberg, Claudia Wannenmacher, Bernd Rösemann, Angelika Göder, en raison de leur état de santé. Le gouvernement et le parquet général ont pour l'instant opposé une fin de non-recevoir aux revendications formulées.

Indirectement, le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, a donné un signal aux grévistes en accordant la semaine dernière la grâce d'une décade de la RAF, Angelika Speidel, qui avait pris ses distances avec l'organisation terroriste. Il a peu de chances cependant que le noyau dur qui mène le mouvement actuel se laisse entraîner dans la voie du repentir menant à l'amnistie.

L. R.

## ROUMANIE

## Limogeage de quatre hauts responsables financiers

Le ministre roumain des finances, M. Gheorghe Parascăv, et un vice-premier ministre, M. Nicolai Ionescu, ont été limogés pour « activités illégales et incompétence », ainsi que deux autres hauts responsables, le gouverneur de la banque centrale, Florin Dumitrescu, et le président de la banque d'agriculture, Nicolae Eremia, a rapporté vendredi 17 mars la radio roumaine.

La décision a été prise au cours d'une réunion du bureau politique du PC roumain, présidée par le numéro un du régime, M. Nicolae Ceaușescu. Cette réunion a donné lieu à de sévères critiques à l'égard des organismes financiers et bancaires de Roumanie, dont l'activité a été jugée trop peu performante. Selon l'agence officielle Agerpres,

le président Ceaușescu a notamment condamné « les graves violations des provisions légales dans la délivrance de crédits » et la liquidation des industries déficitaires.

Ces limogeages interviennent à un moment où le régime roumain se trouve de plus en plus isolé sur la scène internationale (le Monde du 17 mars), tandis qu'à l'intérieur les opposants cherchent à se faire entendre. Le quotidien du parti, *Scinteia*, a accusé vendredi de trahison et d'assassinat de la cause révolutionnaire les six anciens responsables qui ont signé une lettre ouverte demandant le respect des droits de l'homme et la suspension des exportations de produits alimentaires. — (Reuters, AP, AFP.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

## Deux pacifistes condamnés

Deux jeunes fondateurs de l'Association pacifiste indépendante tchécoslovaque, Hana Marvanová et Tomas Dvorak, ont été condamnés, vendredi 17 mars, à Prague, à dix mois de prison avec sursis, pour avoir participé à des manifestations dans la capitale.

Hana Marvanová, vingt-six ans, et Tomas Dvorak, vingt-trois ans, étaient poursuivis pour « incitation à la rébellion », accusation qui a valu des peines plus lourdes le mois dernier à plusieurs autres opposants, dont Václav Havel, condamné à neuf mois d'emprisonnement ferme.

En détention préventive depuis cinq mois, les deux militants pacifistes n'ont cependant pas été libérés, car le procureur a fait appel de la décision du tribunal.

Par ailleurs, l'ancien leader du « printemps de Prague », M. Alexandre Dubcek, n'a pas été

autorisé à sortir de Tchécoslovaquie pour se rendre en Italie, où il devait assister au congrès du PCI, ont indiqué les communistes italiens.

Enfin, la radio tchécoslovaque a rapporté que le chef du PCT, M. Milos Jakes, s'était rendu au chevet du président de la République, M. Gustav Husak, hospitalisé à la suite d'une « légère attaque d'apoplexie ». C'est la première fois que les médias officiels font état de l'hospitalisation de l'ancien numéro un tchécoslovaque. (AFP, UPI, Reuters.)

Manifestation pour Václav Havel. — A l'occasion du procès en appel de Václav Havel, plusieurs associations de défense des droits de l'homme appellent à une manifestation, mardi 21 mars à 18 heures, devant le Théâtre de Chailoff, à Paris.

## Proche-Orient

## LIBAN

## Douze morts au moins dans l'attentat à la voiture piégée à Beyrouth-Est

Douze personnes au moins ont été tuées et une centaine d'autres blessées, vendredi matin 17 mars, dans l'attentat à la voiture piégée perpétré dans la banlieue chrétienne de Beyrouth (le Monde du 18 mars) et dont le général Michel Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, a rejeté la responsabilité sur la Syrie. L'explosion a eu lieu à une heure d'affluence, à une quinzaine de mètres d'une boulangerie devant laquelle de nombreuses personnes faisaient la queue.

Dans un communiqué diffusé deux heures après l'attentat, un porte-parole du général Aoun a accusé « l'armée d'occupation syrienne » d'avoir commis cet acte. Le communiqué affirme toutefois que les brigades de l'armée libanaise « ne riposteront pas à cet attentat en bombardant » Beyrouth-Ouest, le secteur à majorité musulmane sous contrôle de l'armée syrienne. — (AFP.)

## M. Perez de Cuellar

## proteste contre les incidents entre l'armée israélienne et les « casques bleus »

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a protesté, vendredi 17 mars, auprès du ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, contre les incidents qui opposent régulièrement les forces israéliennes aux « casques bleus » stationnés dans le sud du Liban. « Les discussions (à New-York entre MM. Perez de Cuellar et Arens) ont pris forme de protestation », a indiqué le porte-parole de l'ONU.

La rencontre, au siège des Nations unies, entre MM. Perez de Cuellar et Arens — qui effectue une visite officielle aux Etats-Unis — n'a duré que vingt-cinq minutes alors qu'elle était prévue pour se prolonger trois quarts d'heure. Il est vrai que les deux hommes ne pouvaient que constater leurs désaccords, tant en ce qui concerne la conférence internationale — qu'Israël refuse mais que le secrétaire général a reçu mandat de préparer — que les territoires occupés et la situation dans le sud du Liban. — (AFP.)

## L'effondrement de la tour de Pavie : deux morts, deux disparus

Pavie. — Les travaux de déblaiement se poursuivent dans les débris de la Tour civique, majestueux beffroi de 76 mètres de haut édifié au onzième siècle, qui s'est effondré vendredi 17 mars. En fin de journée, deux survivants — dont un barbillon qu'on avait cru mort — et deux corps avaient été dégageés des gravats : celui d'une femme de cinquante-deux ans qui tenait un

● RECTIFICATIF. — Dans nos éditions du 17 mars, dans l'article consacré aux manifestations de Budapest, nous avons écrit par erreur que la révolution hongroise du 15 mars 1948 avait suivi le Communisme de Paris. Il ne s'agissait évidemment pas de la Commune... de 1871, mais des journées de février 1948 à Paris.

## Selon l'Eurobaromètre

## L'adhésion à l'unification européenne se consolide

Les ressortissants de la CEE sont de plus en plus favorables à l'idée d'unification européenne, selon l'Eurobaromètre (1) qui vient d'être publié par la Commission des Communautés européennes. Ainsi, à l'automne 1988, 49 % des Britanniques estimaient que l'appartenance de leur pays à la CEE était une bonne chose, contre 37 % au printemps. L'évolution est de dix points au Danemark, où l'on passe de 37 à 47 %, ainsi qu'en RFA où la proportion de favorables atteint 59 % au lieu de 49 %.

● Vis-à-vis des efforts d'unification de l'Europe occidentale, 34 % des Français se disent « très favorables » (ils étaient 29 % au printemps), 52 % « plutôt favorables » (55 % au printemps), 6 % « plutôt défavorables » et 2 % « très défavorables ». Les plus récalcitrants sont les Danois (15 % de « très défavorables ») et 38 % de « plutôt favorables », les plus enthousiastes les Italiens (37 % de « très favorables » et 53 % de « plutôt favorables »).

(1) L'Eurobaromètre est une enquête réalisée par des instituts nationaux spécialisés, tous membres de l'European Omnibus Survey. Dans le cas présent, 11 795 personnes âgées de quinze ans ou moins ont été interrogées, chez elles, du 17 octobre au 21 novembre 1988.

## GRANDE-BRETAGNE

## Les enquêteurs démentent avoir identifié les auteurs de l'attentat de Lockerbie

Les services britanniques chargés de l'enquête sur l'explosion du Boeing de la Pan Am, au-dessus de Lockerbie, qui avait provoqué la mort de deux soixante-dix personnes, le 21 décembre dernier, ont démenti, vendredi 17 mars, avoir identifié les auteurs de l'attentat.

« Je puis vous confirmer que les preuves sont insuffisantes pour que soit établie l'identité de l'individu ou du groupe responsable », a déclaré un inspecteur britannique, démentant les informations publiées par le Times et le Guardian selon lesquelles l'identité du responsable serait dévoilée la semaine prochaine (le Monde du 18 mars).

De son côté, un porte-parole du parquet ouest-allemand, M. Alexander Prochelt, a indiqué vendredi que l'enquête menée en RFA « n'a absolument pas évolué, et tous les commentaires faits en Grande-Bretagne sont des spéculations ». La justice ouest-allemande n'a « aucune indication concrète » permettant d'établir un lien entre l'attentat et le groupe palestinien FPLP-CG, a précisé M. Prochelt. Le journal britannique Today avait affirmé que « le principal suspect, un membre du Front populaire de libération de la Palestine-commandement général » (de M. Ahmed Jibril), était « détenu sous bonne garde quelque part en Europe ». — (AFP, AP.)

## « Une call-girl à la Chambre des communes »

On sait peu de choses de Pamela, si ce n'est qu'elle est indienne et assistante parlementaire. Son nom serait Bordes — à moins que ce ne soit Bardes — son âge reste indéfini. Et pourtant, « Pam » fait la « une » de la presse populaire britannique depuis une semaine. Jeudi 14 mars, sa photo — fort suggestive — s'était en couverture du Sun (quatre millions d'exemplaires) avec pour titre : « Pam : Je pourrais faire tomber le gouvernement ». Le jour même, les députés se saisissent de l'affaire.

Quel scandale la voluptueuse assistante parlementaire pourrait-elle donc provoquer ? On lui connaît, certes, beaucoup de relations. Mais elle a surtout une réputation, celle de travailler avant la nuit, dans les discothèques, que le jour, dans les couloirs de Westminster.

C'est l'hebdomadaire News of the World qui a lancé l'affaire, avec un titre : « Une call-girl à la Chambre des communes », et une exclusivité : le ministre des transports, M. Colin Moynihan, avait assisté à une élégante soirée du Parti conservateur au bras de la jeune femme, laquelle fait payer ses services « au moins

500 livres » (environ 6 000 francs). Depuis, le ministre a protesté de son innocence. De même que l'employeur de « Pam », un député conservateur. De même que le directeur de l'Observer, photographé lui aussi aux côtés de la jeune femme, main dans la main. Son confrère du Sunday Times fait également partie de la galerie, à laquelle la presse vient d'ajouter tout récemment un cousin du colonel Kadafi.

Cette dernière révélation risque, si elle est avérée, de donner une nouvelle dimension à l'histoire. Car, jusque-là, le parallèle avec la célèbre affaire Profumo — du nom du secrétaire d'Etat à la défense contraint à démissionner, en 1963, à la suite d'une liaison avec une jeune personne elle-même liée à un attaché naval soviétique — s'était très vite arrêté : un scandale ne prend véritablement de l'ampleur que lorsque la sécurité de l'Etat est menacée. Il n'en était pas question jusqu'à ce qu'on apprenne que ce fameux colonel libyen est, justement, officier de haut rang des services de sécurité libyens.

M. P.-S.

سكوا من الأمل

ANNAGE LA RAD



## Amériques

### ÉTATS-UNIS

## Le Sénat confirme M. Richard Cheney au poste de secrétaire à la défense

WASHINGTON  
de notre correspondant

Une semaine et un jour auront suffi au Sénat américain pour confirmer, à l'unanimité, M. Richard Cheney au poste de secrétaire à la défense, alors que le calvaire de M. John Tower, le premier candidat malheureux nommé par M. Bush, avait duré trois mois, pour se terminer par une implacable mise à mort.

La célérité exceptionnelle de la procédure est certes une politesse rendue au président, elle vient compenser l'absence qui lui a été faite. Mais ces bonnes manières masquent une habile démonstration politique. « C'était si simple », semblent dire à M. Bush les démocrates, il suffisait de nommer un candidat convenable, au lieu de l'obscure et sénile John Tower qui avait trop bu de la bouteille et les femmes, et que, surtout, le Sénat n'aimait pas. Quelques allusions à la

furieuse bataille des semaines passées ont émaillé le débat, mais on est resté le plus souvent au niveau de la plaisanterie : « Croyez-moi si vous voulez, a lancé un sénateur républicain, il n'est même arrivé de boire une bière avec lui... »

Naturellement, les qualités propres du nouveau chef du Pentagone, Richard Cheney, ont facilité les choses. M. Cheney ne passe pas pour un agneau en politique, c'est un conservateur bon teint, et il a mené fermement quelques batailles à la Chambre des représentants. Mais c'est, dit-on, un homme de contact agréable et il joue franc-jeu. Les sénateurs n'ont pas tari d'éloges sur lui au cours des auditions. M. Cheney était pour sa part l'engager par des déclarations trop précises. Il a néanmoins exprimé, à propos des relations avec l'Union soviétique, une inquiétude qui reflète largement les préoccupations de l'actuelle administration : il vient, a-t-il dit, « d'être prudent. On court le risque que la perception en Occident des changements intervenus en URSS dépasse la réalité de ces changements ».

M. Cheney a d'autre part exprimé un point de vue positif sur l'initiative de défense stratégique (IDS), et s'est déclaré plutôt favorable à un déploiement conjugué du missile stratégique à tête multiple (le MX) et de Midgetman (à tête unique).

### Faire des économies

Une très lourde tâche attend le nouveau secrétaire à la défense. Il ne sera pas forcément accueilli avec une grande chaleur au Pentagone (il n'a jamais servi dans les forces armées), et devra se familiariser avec cette immense machine, tout en approfondissant les sujets complexes qu'il a déjà rencontrés : par exemple le problème des armements conventionnels.

Il sera aussi immédiatement confronté à une nécessité impérieuse : faire des économies, ce qui, après les efforts déjà consentis au cours des années passées, signifie désormais prendre des mesures plus douloureuses en taillant dans la chair

des grands programmes de défense. Déjà l'US Air Force envisage de repousser de deux ans la mise en production de son nouveau bombardier stratégique, « furtif » (Stealth B 2), et de réduire une série d'autres projets.

Pas avant la confirmation de M. Cheney par le Sénat tout entier, la commission des affaires étrangères de la Chambre haute avait recommandé à l'unanimité la confirmation de M. Laurence Eagleburger au poste de numéro deux du département d'Etat (secrétaire d'Etat adjoint). Bien que M. Eagleburger soit un diplomate de grande expérience, et aux compétences incontestées, ses « auditions » n'ont pas été sans difficulté. En effet, certains sénateurs se sont inquiétés de ses relations avec diverses grandes multinationales en tant que membre des « Kissinger Associates », une société conseil dirigée par l'ancien secrétaire d'Etat.

Ces activités avaient rapporté l'an dernier plus de 900 000 dollars à M. Eagleburger, et quelques sénateurs républicains ont trouvé curieux qu'on ait fait tant d'histoires à propos des honoraires reçus par M. Tower de divers constructeurs d'armement et qu'on soit plus indulgent à l'égard de M. Eagleburger. Mais l'intéressé s'est engagé à rester en dehors de toute décision concernant les sociétés qu'il avait conseillées (mais dont on ignore la liste exacte), et personne n'a trop insisté, sans doute parce que personne n'avait vraiment envie de se retrouver avec une nouvelle « affaire » sur les bras.

JAN KRAUZE

● COLOMBIE : le gouvernement signe un accord de paix avec le M-19. — Le gouvernement colombien a signé, vendredi 17 mars, avec les guérilleros du M-19 un accord définissant les phases d'une réintégration pacifique des rebelles dans la société. Le document a été signé à Santo Domingo, dans le sud-ouest de la Colombie, par le ministre de l'Intérieur, M. Raúl Orejuela, et le chef du M-19, M. Carlos Pizarro Leongomez. Le retour des guérilleros à la vie civile devra, selon l'accord, être effectif avant le 20 juillet, date d'ouverture de la session parlementaire. — (Reuters.)

## La guérilla du Salvador trouble le jeu politique

(suite de la première page.)

Les menaces de la guérilla ont commencé à produire leur effet puisque les scrutateurs de plusieurs bureaux de vote ont déjà annoncé leur démission, en particulier dans le département de San Miguel, une des régions les plus touchées par la guerre civile. Visiblement désenchanté par ces démissions, qui pouvaient empêcher la tenue des élections dans certains bureaux, le plus charismatique des dirigeants de la Convergence démocratique, M. Ruben Zamora, tente de rassurer ses partisans qui appellent de San Miguel pour lui faire part de nouvelles nouvelles : « Le FMLN, s'agit-il, en téléphonant d'un petit bureau anonyme près de l'ambassade des États-Unis, vient de publier un communiqué expliquant qu'il ne menaçait pas les scrutateurs, mais qu'il les exhortait à ne pas participer aux élections. Ce n'est pas la même chose ».

La nuance risque pourtant d'échapper à beaucoup de Salvadoriens, qui, en neuf ans de guerre civile, ont appris à s'abstenir pour éviter les ennemis. Les scrutateurs, comme les juges de paix, suivent l'exemple des maires qui ont démissionné — la moitié des 261 élus du pays — au cours des derniers mois, à la demande de la guérilla (le Monde du 21 février).

« Nous avons toujours eu des désaccords avec le FMLN, reconnaît M. Zamora, mais, cette fois, il s'agit d'une contradiction réelle entre eux et nous. Ce n'est pourtant pas une raison pour divorcer, car si ces élections sont importantes, elles ne sont pas pour autant fondamentales. Je comprends la position du FMLN, car il peut difficilement adopter une autre attitude après le rejet de sa proposition d'un report de la date du scrutin et alors qu'il vient de faire sa traversée du Rubicon en acceptant de ne plus exiger de participation à un gouvernement provisoire ni l'intégration de ses troupes à l'armée régulière. Il a fait un pas immense qui nous rapproche de la paix, mais nous devons maintenant devoir faire marcher notre imagination, et nous en avons beaucoup, pour trouver une solution définitive au conflit ».

MM. Zamora et Ungo partagent le point de vue de la guérilla, selon lequel « le pouvoir civil est soumis à l'armée et aux États-Unis, qui sont les seuls à pouvoir décider s'il y a négociation ou pas ». Tout en affirmant sa volonté d'enlever toute légitimité à un scrutin de dimanche, « afin de provoquer l'organisation d'élections libres et démocratiques », le FMLN a réitéré son désir de poursuivre le dialogue.

### L'alliance des extrêmes

Les candidats des deux principaux partis ont eux aussi confirmé leur volonté de négocier. Mène les candidats de l'ARENA (Alliance républicaine nationale, extrême droite), M. Alfredo Cristiani, favori selon les sondages, reconnaît que « le FMLN a évolué profondément » et qu'il devrait désormais être « possible de parvenir à un accord permanent à la guérilla de participer à la vie politique ». M. Cristiani trouve même « logique » la proposition du FMLN de réduire la taille de l'armée une fois que la paix aura été signée.

Comment expliquer ce ton conciliant à l'égard des guérilleros, que les journaux alliés de l'ARENA et d'autres dirigeants du parti, comme l'ex-major Roberto d'Aubuisson, continuent de qualifier de « terroristes » et de « bandes d'assassins » ? « Nous pouvons être courtois tout en restant très fermes sur le fond », répond M. Cristiani. « Notre parti, reconnaît cet homme d'affaires de quarante et un ans, n'a pas bonne réputation à l'étranger, mais je peux vous assurer que notre arrivée au pouvoir ne provoquera pas un bain de sang, comme l'affirment nos ennemis ».

Paradoxalement, les guérilleros laissent entendre qu'une victoire de l'ARENA ne leur déplaît pas. « L'ARENA, affirme le plus important des cinq commandants de la guérilla, Joaquín Vallaobas, n'est pas le mal absolu, comme on le croit en Europe et aux États-Unis, car il sera plus facile de s'entendre avec ceux qui détiennent le pouvoir économique ». Les démocrates-

chrétiens (au pouvoir) dénoncent pour leur part cette « alliance entre les extrêmes qui veulent en finir avec la démocratie ».

Le président José Napoleón Duarte, qui souffre d'un cancer de l'estomac, est sorti vendredi de son silence de derniers jours pour mettre en garde la population contre une victoire de l'ARENA, qui provoquerait, a-t-il déclaré, des « troubles sociaux ». Ce ne semble pas être l'avis de tous les Salvadoriens qui n'en peuvent plus de vivre dans l'insécurité et rendent le gouvernement démocrate-chrétien responsable de tous leurs maux. Le plupart des quelques trois cents personnes qui, sur une grande avenue de la capitale, faisaient la queue vendredi pour remplir leurs bidons d'essence (la guérilla a obligé les stations-services à fermer), reconnaissent qu'elles n'iraient probablement pas voter « à cause des menaces du FMLN ». Mais certains affirment qu'ils voteraient pour l'ARENA : « Ce ne sera peut-être pas mieux, cela ne peut pas être pire ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

### NICARAGUA

## Le gouvernement libère mille neuf cents détenus politiques

Managua. — Le gouvernement nicaraguayen a libéré, vendredi 17 mars, mille neuf cents détenus politiques, pour la plupart anciens gardes nationaux somozistes détenus depuis la prise du pouvoir par les sandinistes en juillet 1979. Le président Daniel Ortega et le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), M. João Baptista Soares, ont assisté à la remise en liberté des prisonniers à la prison modèle de Tipitapa, à 25 kilomètres de Managua. Cette mesure de grâce, approuvée mardi dernier par le Parlement, correspond à un engagement pris par le président Ortega lors de la rencontre des chefs d'État de cinq pays d'Amérique centrale, en février, à San Salvador. — (AFP, Reuters, UPI.)

## LES NOUVEAUX COMMUNICANTS SE MULTIPLIENT À VITESSE GRAND V.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier!

Les oreilles du nouveau communicant entendent toujours le signal sonore l'avisant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a le sourire. Depuis qu'il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel, il connaît tous les services Alphapage.

Attention! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Au fond de lui, le nouveau communicant sait qu'il n'est jamais seul. Il sait même qu'il est plus de 30 000 abonnés Alphapage répartis dans toute la France.

Le nouveau communicant est bourré d'idées. La meilleure qu'il ait eue c'est de s'être abonné à Alphapage.

Sur son territoire, le nouveau communicant n'arrête pas de bouger. Grâce à son Alphapage, il peut être joint 24 h sur 24, 365 jours par an.

Alphapage, le secret du nouveau communicant.

RENDEZ-VOUS 18H

ALPHAPAGE

TELECOM SYSTEMES MOBILES  
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES

FRANCE TELECOM

Siquier Courcelle

# Politique

## Les élections

### Un second tour très ouvert

Châinât à la veille du premier tour à Toulouse, Michel Rocard a été empêché de parler à la veille du second à Besençon. Pour le premier ministre, les veilles de scrutin se ressemblent. Mais s'il a constaté, sur place, que la politique passe mal, notamment chez les enseignants, le chef du gouvernement sait que le premier tour n'a pas révélé l'aspect d'un vote-éclatement contre le pouvoir.

L'opposition a campé cette nouvelle donne et ne politiquement gère les enjeux du second tour. Symbolique à ce titre est la démarche commune de soutien à Denis Jacquet, chef de file de la droite contre le ministre d'Environnement Jean-Marie Le Pen, effectuée par Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, qui s'est traduite par l'envoi d'un simple télégramme.

C'est la course aux voix écologistes qui a dominé la campagne entre les deux tours. Dans ce domaine, M. Juppé a été le plus prompt en s'adressant à la fois à M. L. Environnement et à M. L. Énergie, mais ce sont les socialistes qui se sont montrés les plus pressants et les plus volubiles. « La cause écologique est notre

cause », a affirmé une nouvelle fois Michel Rocard, vendredi 17 mars à Strasbourg et de se demander si « nos amis écologistes » n'ont pas commis « la plus significative, la plus grave des erreurs en agissant comme s'il n'y avait pas, en matière écologique, une différence fondamentale entre la gauche et la droite ».

Si la gauche se trouve handicapée par le maintien de listes écologistes, la droite souffre, elle, de celui de listes du Front national. Les deux camps comptent sur le réflexe du vote utile, et surtout sur la mobilisation des abstentionnistes, pour gommer les effets d'un paysage politique multiforme et éclaté.

Le Parti socialiste compte refaire une partie du terrain perdu en 1983 et approcher ainsi le niveau record pour lui de ses succès de 1977. Dès le premier tour, le PS a gagné sept grandes villes, mais en a perdu deux (Angoulême et Montbéliard). Au second tour, s'il peut perdre Laon, Villefranche-sur-Saône, Laval, Caen ou Boulogne-sur-Mer, il peut raisonnablement espérer gagner Salon-de-Provence, Blois,

Pessac, Brest, Béziers, Arles... Quant aux succès à Mulhouse, Strasbourg ou Dunkerque, qui concrétiseraient les indéniables percées du 12 mars, ils apparaîtraient d'autant plus symboliques qu'ils sont plus aléatoires.

Le problème du PCF, en revanche, n'est pas de reconquérir le terrain perdu (vingt et une grandes villes en moins, il y a six ans), mais de sauvegarder son patrimoine. Or ce scrutin municipal peut se solder, pour lui, par un nouveau déficit d'une dizaine de villes. Comptera-t-il comme des « succès » l'échec des socialistes à Sarcelles et à Noy-sous-Grand, où il a choisi de ne pas respecter la « discipline républicaine » en ne s'effaçant pas devant les socialistes, pour autant mieux placés que lui ?

De son côté, la droite se satisfait de la stabilité du rapport des forces droite-gauche. Elle relativise par avance son éventuel recul du second tour en invoquant le fait que ses succès de 1983 correspondaient à ses plus hautes eaux. A l'instar de la droite, la balance devrait être à peu près égale en gains et pertes entre RPR et UDF. Mais cette dernière est

symboliquement la plus attelée, à cause de la défaite de François Colcombé à Lyon, de l'échec cuisant de Jean-Claude Gaudin à Marseille et des menaces qui pèsent sur Marcel Radoff à Strasbourg. Dans ces conditions — et si l'on y ajoute l'affaiblissement de Raymond Barre et l'absence de Valéry Giscard d'Estaing — le RPR peut se flatter de voir Jacques Chirac renforcé, surtout si le maire de Paris renouvelle son « grand chelem » dans la capitale. Pourtant, à l'instar de son mouvement, l'ancien premier ministre devra compter désormais avec de jeunes fédéraux tout soucieux de leur victoire sans partage, qu'il s'agisse de Michel Noir à Lyon, d'Alain Carignon à Grenoble ou de Philippe Séguin à Epinal.

Enfin, toutes tendances confondues, les élus-majors examineront avec la plus grande attention les chiffres de la participation. Car, si l'on ajoute aux abstentionnistes du premier tour les votes « verts » et les écologistes, la désaffection pour les « partis » a de quoi inquiéter.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Maintien des Verts et du FN, « bavures » à droite et à gauche

Dans 106 des 172 communes de plus de 20 000 habitants restant en ballottage — soit dans près de 52 % des villes concernées — le second tour déroge à la règle traditionnelle de l'affrontement gauche-droite. L'existence de triangulaires dans 83 villes et même de quadrangulaires dans 23 autres confère à la bataille du 19 mars, un aspect pour le moins dérivé, et en tout cas quasiment inédit par rapport au renouvellement de 1983. Témoignent du climat particulier de ce second tour d'élection, un combat à cinq s'est fait jour à Brignolles (Var), une commune qui compte moins de 20 000 habitants.

Le maintien des candidats du Front national (dans 55 communes) et des écologistes (dans 23 municipalités) ne devrait pas modifier, dans la plupart des cas, les rapports de forces politiques. D'autant que le mode de scrutin proportionnel à deux tours avec prime majoritaire assure à la liste

victorieuse une confortable avance en sièges, laissant seulement quelques strapons aux élus minoritaires.

Le maintien des représentants du Front national va surtout permettre à cette formation de forcer la porte de plusieurs conseils municipaux, notamment dans le Rhône, le Nord, les départements du Midi et ceux de la région parisienne. Mais en demeurant en lice, les candidats du FN pourraient aussi faire basculer les villes de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), Tournon (Rhône), Orange (Vaucluse) et Sannois (Val-d'Oise) où, au premier tour, la gauche a pris l'avantage sur l'union UDF-RPR sortante. De même, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, la reconduction de l'équipe en place est-elle rendue aléatoire par la présence de M. Jean-Marie Le Pen.

Dans les villes où les candidats écologistes restent en lice, les listes conduites par le maire sor-

tant ont généralement bénéficié d'un ballottage favorable à l'exception de celle de M. René Dosière (PS), maire sortant de Laon (Aisne). Devant le 12 mars, par la liste d'union UDF-RPR, fragilisée par la présence, au second tour, du candidat écologiste, M. Dosière aura ainsi bien du mal à conserver son siège.

L'issue de ce scrutin est également très incertaine à Strasbourg (Bas-Rhin) et à Mulhouse (Haut-Rhin) où les réélections de MM. Marcel Radoff (UDF-CDS) et Joseph Kiffa (UDF-PSD) sont compromises par le maintien non seulement d'une liste du Front national, mais aussi de celles des écologistes et du PS.

Les écologistes et les membres du Front national ne sont pas les seuls à jouer les trouble-fête. Ainsi, en se maintenant, les représentants du PCF altèrent les chances d'avance que les socialistes de l'emporter non seulement à Sarcelles (Val-d'Oise), mais aussi à

Lunéville (Meurthe-et-Moselle) et à Noy-sous-Grand (Seine-Saint-Denis). Dans ces deux dernières municipalités, l'équipe du maire sortant RPR, en ballottage défavorable, est, de surcroît, handicapée par le maintien du Front national. En revanche, à Saintes (Charente-Maritime), les communistes ne devraient pas empêcher la réélection du maire socialiste sortant, M. Michel Baron, également opposé à une liste d'union UDF-RPR.

D'une façon générale, les candidats de gauche sont plus disciplinés que leurs homologues de droite. L'exception qui confirme cette règle vient de Cahors (Lot), où M. Maurice Fauré (MRG), nouveau membre du Conseil constitutionnel, pèche du maintien d'un représentant d'extrême gauche, M. Michel Grégoire, alors que la droite réalise l'union. De son côté, M. Max Lajoux (UDF-PSD), maire sortant d'Abbeville (Somme)

depuis 1947, se voit menacé par un candidat divers droite alors que socialistes et communistes se sont réconciliés.

A droite, certains candidats sient la branche sur laquelle la majorité dont ils sont issus est installée. Ainsi, à Sens (Yonne), le siège de M. Etienne Braun (UDF-CDS), maire sortant, dont la liste affronte déjà celle du Front national et de la gauche réunie, est, de surcroît, mis en péril par le maintien de la liste de M. Michel Morange (UDF).

Dans d'autres villes acquises, de toute façon à la droite, certains maires sortants devancés au premier tour par un candidat divers droite, vont tenter de refaire leur handicap. M. Jean Malpel, qui s'était vu préférer un autre porte-drapeau par le RPR, à Melun (Seine-et-Marne), et M<sup>me</sup> Anne-Marie Dupuy (RPR), à Cannes (Alpes-Maritimes), ne s'avouent pas encore vaincus. De même, à Cagnes-sur-Mer, M<sup>me</sup> Suzanne

Sauvageo (RPR), ne se résigne pas à laisser son fauteuil à M. Albert Peyron (FN), ancien député. Ce dernier pourrait offrir au Front national sa première « grande » mairie, puisque, après fusion de sa liste avec deux autres classées divers droite, il dispose d'un potentiel de voix supérieur à 44 %.

Pour certains maires, enfin, il s'agit d'un baroud d'honneur, puisque largement devancés à l'issue du premier tour, ils ne conservent plus beaucoup de chances de l'emporter, en se maintenant. Ainsi en est-il de MM. Jacques Lacarin (UDF-PR), à Vichy (Allier), Georges Berchet (divers droite), à Chaumont (Haute-Marne), ou encore, Jean-François Probst (RPR), à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), et Maurice Cointe (UDF), à Chénay (Yvelines).

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

Nous publions ci-dessous la liste des triangulaires et des quadrangulaires dans les cent six villes de plus de 20 000 habitants en ballottage à l'issue du premier tour.

#### 36 triangulaires gauche-droite-FN.

CAGNES-SUR-MER (Alpes-Maritimes) : PS (15,73), FN (13,22), FN-div. d. (22,18), 13,64 + 8,20.

LE CANNET (Alpes-Maritimes) : PS (19,72), un. d. (49,12), FN (16,40).

NICE (Alpes-Maritimes) : un. g. (19,92 + 8,34), un. d. (42,86), FN (18,28).

ADX-EN-PROVENCE (Bouches-du-Rhône) : PS-Verts (30,49 + 6,62), UDF (19,83), FN (15,04).

MARIGNANE (Bouches-du-Rhône) : un. g. (27,16), un. d. (43,35), UDF-FN (28,47).

MARSEILLE 4<sup>e</sup> : PS-diss. (36,04), un. d. (39,78), FN (11,92).

SALON-DE-PROVENCE (Bouches-du-Rhône) : PS (43,74), un. d. (32,94), FN (13,22).

BOURGON-JALLIEU (Saône) : un. g. (42,51), un. d. (25,26 + 21,29), FN (10,81).

SAINT-ETIENNE (Loire) : un. g. (20,23 + 18,76), un. d. (42,81), FN (10,08).

FORBACH (Moselle) : PS (25,70), un. d. 46,88, FN (11,20).

MAUBEUGE (Nord) : un. g. (31,56), un. d. (39,11), FN (12,52).

MONS-EN-BAROEUL (Nord) : un. g. (43,75 + 10,20), un. d. (33,37), FN (12,66).

ROUBAIX (Nord) : un. g. (33,82), un. d. (41,77), FN (17,59).

TOURCOING (Nord) : PS (38,90), un. d. (31,04), FN (16,04).

WATTRELOS (Nord) : maj. p. (43,68), div. d. (30,66), FN (16,52).

PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales) : un. g. (20,46 + 11,60), un. d. (39,31), FN (24,93).

BRON (Rhône) : un. g.-ext. g. (30,16 + 8,40), un. d. (20,01 + 17,56), FN (13,85).

LYON-3<sup>e</sup> : un. g. (18,42), un. d. (46,88 + 18,08), FN (10,13).

AULNAY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis) : un. g. (23,02 + 17,89), un. d. (42,12), FN (15,45).

NOISY-LE-SEC (Seine-Saint-Denis) : un. g. (46,81), un. d. (26,43), FN (16,78).

SEVRIAN (Seine-Saint-Denis) : un. g. (46,55), un. d. (21,65), FN (20,88).

VILLECOMBLE (Seine-Saint-Denis) : un. g. (33,33 + 7,12), un. d. (44,58), FN (16,16).

VILLEPINTE (Seine-Saint-Denis) : un. g. (27,95 + 20,08), un. d. (37,74), FN (10,21).

CERGY (Val-d'Oise) : un. g. (45,90), un. d. (43,32), FN (10,78).

ERMONT (Val-d'Oise) : un. g. (30,14 + 8,90), un. d. (48,89), FN (11,04).

SANNOIS (Val-d'Oise) : un. g. (27,19 + 14,51), un. d. (42,19), FN (18,08).

TAVERNY (Val-d'Oise) : un. g. (38,86), un. d. (27,91 + 22,98), FN (10,85).

13 triangulaires gauche-droite divers-droite.

VICHY (Allier) : un. g. (21,77), un. d. (44,26), div. d. (27).

GRASSE (Alpes-Maritimes) : un. g. (17,56), un. d. (38,77), div. d. (22,26).

CHAMMONT (Haute-Marne) : un. g. (20,57), un. d. 36,59, div. d. (45,82).

CAMBRIJ (Nord) : un. g. (32,05 + 8,62), un. d. (48,58), div. d. (10,71).

ANGET (Pyrénées-Atlantiques) : un. g. (20,84 + 7,24), un. d. (44,83), div. d. (17,83).

CHATOU (Yvelines) : un. g. (24,29), un. d. (40,71), div. d. (25,49).

LE CHESNAY (Yvelines) : un. g. (15,79), un. d. (22,28), div. d. (28,30 + 26,08).

VELIZY-VILLACOUBLAY (Yvelines) : maj. p. (30,09), un. d. (38,15), div. d. (25,86).

ABBEVILLE (Somme) : un. g. (27,59 + 17), un. d. (37,43), div. d. (17,98).

SAUMUR (Maine-et-Loire) : PS (25,29), un. d. (48,38), div. g. (15,69).

NORT (Doubs) : un. g. (48,22), un. d. (27,63), MRG-diss. (14,27).

BAGNEUX (Hauts-de-Seine) : un. g. (48,38), un. d. (27,45), PS-diss. (24,11).

ORLY (Val-de-Marne) : un. g. (39,28), rec. (47,78), div. d. (13,01).

2 triangulaires gauche-droite-extrême gauche.

MONTLUÇON (Allier) : un. g. (48,30), un. d. (38,14), ext. g. (12,55).

CAHORS (Lot) : un. g. (41,81), un. d. (28,45 + 15,97), ext. g. (15,74).

16 triangulaires gauche-droite-écologistes.

LAON (Aisne) : un. d. (49,35), un. g. (38,88), écol. (11,78).

SAINT-BRIEUC (Côte-de-Nord) : un. g. (45,84), un. d. (34,65), Verts (14,57).

BESANCON (Doubs) : PS (38,91), un. d. (31,70), Verts (12,89).

QUIMPER (Finistère) : PS (36,61), un. d. (37,36), écol. (14,45).

LONS-LE-SAUNIER (Jura) : un. g. (22,08 + 18,98), un. d. (40,01), écol. (10,91).

LE PUY (Haute-Loire) : un. g. (28), un. d. (38,95), Verts (17,39).

CHOLET (Maine-et-Loire) : PS (28,11), un. md. (47,15), Verts (13,49).

LORENT (Morbihan) : un. g. (46,11), un. d. (32,55), Verts (15,11).

VANNES (Morbihan) : PS (24,36), un. d. (45,81), écol. (13,59).

COULMAY (Haut-Rhin) : PS (22,92), un. d. (46,58), Verts (14,11).

Paris-14<sup>e</sup> : un. g. (25,87 + 5,73), un. d. (48,48), Verts (10,53).

MULHOUSE (Haut-Rhin) : PS (33,05), un. d. (31,33), Verts (12,66), FN (21,08).

CALUIRE-ET-CLUIRE (Rhône) : un. g. (25,54), un. d. (44,80), Verts (13,77), FN (10,30).

SAINT-PIERRE (Rhône) : un. g. (41,79), un. d. (28,20), Verts (10,80), FN (19,19).

5 quadrangulaires gauche-divers gauche-droite-FN.

MARSEILLE-1<sup>re</sup> : un. g. (12,66), PS-diss. (41,56), un. d. (29,34), FN (14,96).

MARSEILLE-2<sup>e</sup> : un. g. (20,14), PS-diss. (43,54), un. d. (15,41), FN (13,26).

MARSEILLE-3<sup>e</sup> : un. g. (12,50), PS-diss. (42,59), un. d. (27,46), FN (13,99).

MARSEILLE-4<sup>e</sup> : un. g. (10,06), PS-diss. (43,93), un. d. (29,27), FN (12,84).

MARSEILLE-5<sup>e</sup> : un. g. (17,74), PS-diss. (41,11), un. d. (23,37), FN (13,12).

MARSEILLE-7<sup>e</sup> : un. g. (17,82), PS-diss. (46,84), un. d. (17,18), FN (15,31).

MARSEILLE-8<sup>e</sup> : un. g. (27,50), PS-diss. (42,14), un. d. (11,19), FN (13,91).

BEAUNE (Côte-d'Or) : un. g. (11,28), div. g. (27,31), un. d. (48,75), FN (12,66).

DREUX (Eure-et-Loire) : un. g. (22,67), PS-diss. (19,10), un. d. (34,01), FN (22,21).

CAVAILLON (Vaucluse) : PC (11,95), div. g. (24,58), un. d. (45,81), FN (10,14).

CLICHY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis) : un. g. (42,55), div. g. (10,95), un. d. (30,35), FN (16,13).

2 quadrangulaires gauche-droite, divers droite-divers.

MARRITZ (Pyrénées-Atlantiques) : PS (22,22), un. d. (44,87), div. d. (14,38), rég. (13,48).

VIRY-CHATILLON (Essonne) : un. g. (31,11), un. d. (45,73), div. d. (10,76), div. (12,37).

7 quadrangulaires gauche-droite, divers droite-FN.

CANNES (Alpes-Maritimes) : PS (11,53), un. d. (34,47), div. d. (35,52), FN (14,02).

VALLAURIS (Alpes-Maritimes) : un. g. (22,88), un. d. (44,97), div. d. (18,22), FN (13,92).

SAINT-FOY-LES-LYON (Rhône) : PS-diss. (25,32), un. d. (47,54), div. d. (11,17), FN (10,90).

MELUN (Seine-et-Marne) : PS (23,37), un. d. (27,28), RPR-diss. (27,15), FN (10,96).

LA VAILLETTE-DU-VAL (Var) : PS (13,56), un. d. (41,09), div. d. (24,68), FN (11,53).

CARPENTRAS (Vaucluse) : PS (27,11), un. d. (37,69), div. d. (14,83), FN (12,74).

SENS (Yonne) : un. g. (21,02 + 14,44), un. d. (36,85), div. d. (12,10), FN (15,58).

1 quadrangulaire gauche-droite, divers droite-écologistes.

THONON-LES-BAINS (Haute-Savoie) : PS (11,57), UDF (39,05), div. d. (10,85), Verts (13,7).

1 quadrangulaire (majorité présidentielle, droite-divers droite, divers).

SARREGUEMINES (Moselle) : div. (10,42), un. d. (25,48 + 8,24), div. d. (18,69), maj. p. (31,13).

1 quadrangulaire (droite-divers droite-PS, divers droite-Verts-FN).

SIX-FOURS (Var) : un. d. (29,78), div. d. PS (11,57 + 10,97), div. d. Verts (17,22 + 7,22), FN (14,37).

هكذا من الأصل



# Politique

## municipales

### L'autre Europe verte

(Suite de la première page.)

Si jamais rien n'est définitif chez eux, le pragmatisme doit venir de faire preuve à Berlin les Alternatifs, que leur tradition anti-parti ne prédisposait pas à jouer les avant-gardes, est significatif de cette évolution.

Les Verts ouest-allemands viennent d'horizons politiques très divers. Rien au départ ne distingue les débuts du mouvement écologiste d'Outre-Rhin de celui qui prend naissance en France. D'un côté comme de l'autre, il y a convergence entre une prise de conscience nouvelle des problèmes de l'environnement, qui touche tous les milieux, et l'après-1968. On vote écologiste contre le béton. Mais les grands rassemblements contre les centrales nucléaires, qu'ils aient pour nom Fessenheim, en Alsace, Creys-Malville, sont aussi teintés d'anti-militarisme avec la lutte contre l'extension du camp de Larzac. Dans ces rassemblements des années 70, Français et Allemands ont été souvent côte à côte.

La coupure viendra plus tard. L'alchimie qui pousse des groupes écologistes, d'origine souvent conservatrice, à unir leurs forces aux mouvements gauchistes allemands, restés coincés entre le terrorisme d'extrême gauche et l'appareil d'Etat, ne se fait pas en France. A peine jeté sur les fonds baptismaux, en 1980, le mouvement vert allemand, qui avait fait son unité dans la lutte contre l'implantation de centrales nucléaires, va trouver un puissant ciment dans la décision du chancelier social-démocrate Helmut Schmidt d'autoriser le déploiement de nouveaux missiles intermédiaires américains en RFA. Pendant les années qui vont suivre, le succès des Verts est inséparable de la vague de fond pacifiste qui secoue le pays au plus profond de lui-même. Sans elle, les Verts n'auraient sans doute pas survécu aux conflits épuisants qui le déchirent sur la nature de leur parti — utopiste, révolutionnaire, réformiste, — sur les limites de la démocratie de base, sur la violence politique, sur les femmes, etc.

Dans le même temps, le mouvement écologiste français ne survit pas à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Brice Lalonde réalise pourtant 3,8 % des voix à l'élection présidentielle, un score qui n'aurait pas été ridicule en RFA, où les Verts rentrent pour la première fois cette année-là dans le parlement d'un Land, à Berlin-Ouest. Mais le gouvernement socialiste désamorce d'emblée les deux derniers grands conflits en annulant la construction de la centrale nucléaire de Flamanville et l'extension du camp militaire de Larzac. Le mouvement écologiste français se tient à l'écart du pacifisme, que le Parti communiste français tente d'exploiter à son avantage. Même le front antinucléaire se fissure, Hugues Bonchard, Brice Lalonde préférant se battre pour la sûreté des centrales. La coupure avec les Verts allemands est donc totale.

#### L'approche professionnelle

Il faudra pratiquement attendre la tentative de Pierre Jaquin de susciter en France un pôle qui regrouperait diverses sensibilités d'extrême gauche et écologistes pour que, chez les Verts allemands, quelques-uns s'intéressent à nouveau à ce qui se passe en France. Le chef des «rénovateurs» se rend à plusieurs reprises à cette époque en RFA, où il a des discussions avec des personnalités comme le député Otto Schily, l'un des chefs de file de la tendance «réalo».

Le débat qui oppose alors, au sein des Verts français, les tenants d'une ligne d'ouverture vers d'autres composantes de la gauche et celle d'une autonomisation, finalement tranché en faveur de ces derniers, ne déparait pas dans le contexte vert allemand. En réalité, il recouvre un débat plus général : les Verts doivent-ils accepter de prendre part, le cas échéant, à des responsabilités d'ordre municipal ou gouvernemental ou doivent-ils rester une force de contestation pure et dure. En RFA, la polémique sous fin qui oppose à ce propos les «réalos» et les «fundis» dans les instances nationales du parti ne doit pas cacher qu'une partie de la force des Verts vient du travail

qu'ils ont accompli au niveau local, généralement — mais pas toujours — en alliance avec les sociaux-démocrates.

L'approche «professionnelle» défendue par Antoine Waechter, le chef de file des écologistes français, qui vient de remporter aux municipales le succès que l'on sait, est aussi un pari sur l'implantation gestionnaire de l'écologie.

De part et d'autre des frontières, il y a de toute évidence des différences de sensibilité, comme sur les politiques de défense, ou le féminisme, devenu une composante essentielle du mouvement. Les Verts n'échappent pas à leur contexte national. Mais la philosophie générale d'Antoine Waechter, qui affirmait dans une interview en avril 1988 qu'il fallait faire face à une «crise de civilisation», à la fois écologique et sociale, se situe dans la droite ligne d'un discours vert désormais standard au niveau européen. Et au niveau des électeurs, le vote vert, en RFA comme en France, est à la fois aspiration à un meilleur cadre de vie et reflet d'une méfiance à l'égard des partis traditionnels, qui explique sans doute le peu d'effet sur l'électorat de leurs contradictions.

HENRI DE BRESSON.

Bien que M. Pierre Joxe ait lancé, vendredi après-midi 17 mars, un appel au calme, le conflit social qui secoue la Corse a fait tache d'huile vendredi. De nouvelles manifestations ont eu lieu sans incidents. Des barrières sporadiques ont été dressées sur la route de Corte.

Le ministre de l'intérieur a souhaité que «la Corse reprenne toutes ses chances de développement harmonieux dans le cadre qui lui est nécessaire». Tout en souhaitant que l'île «retrouve le calme», M. Joxe a

Malgré l'appel au calme de M. Joxe

### Le conflit fait tache d'huile en Corse

rappelé que M. Michel Rocard recevra lundi les parlementaires corses pour «prendre en considération dans le cadre de la politique économique et sociale du gouvernement, les problèmes spécifiques à la Corse, à ceux qui y vivent, à ceux aussi qui y travaillent et qui — c'est la majorité des fonctionnaires — ne sont pas Corses».

M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud, qui (avec les RPR Jean-Paul de Rocca-Serra et Charles Ornano et les MRG

François Giacobbi et Emile Zuccarelli) fait partie des députés et sénateurs qui recevra le premier ministre, a indiqué, vendredi sur A 2, qu'il demandera à M. Rocard de réaliser «une sorte de Grenelle corse». M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a invité M. Rocard à «se saisir personnellement» du dossier corse.

De leur côté, les syndicalistes de l'île ont annoncé pour le début de la semaine un renforcement de leurs actions.

### La baguette et le forestier

AJACCIO  
de notre envoyée spéciale

La Corse est une île insupportable. On l'oublie quelques mois, on n'est plus cinquante-cinq millions à son chevet : elle fait une poussée de fièvre. Tout l'hiver, Pierre Joxe s'est occupé d'elle. Plusieurs ministres lui ont rendu visite, le président était attendu, et la voilà de retour à l'infirmerie. Encore elle, encore en crise, toujours inconspicue.

Les Corses s'insupportent et on ne peut pas leur en vouloir, d'autant que leurs hivers sont un peu solitaires. Cela fait quinze ans que le

problème est devenu signifiant et autant d'années qu'il le reste : une sorte de titre de gloire puisqu'il ne concerne que 0,5 % de la population française. Cette fois, cependant, il semble bien que l'on touche le fond. Du problème, s'entend. Il est question d'abolir les privilèges, mais bien politiques qu'économiques.

Pendant toutes ces années, le continent a suivi l'action tant bien que mal. D'un côté, il y a eu les victimes de la colonisation. De l'autre, les victimes du devoir. Au milieu, les clans et les flux décentralisés à la poursuite du schéma d'aménagement régional que le peuple corse

dans sa spécificité attend toujours. En toile de fond, un ciel transparent et de sombres affaires réglées au fusil de chasse. Mais tout évolue, même la Corse, et le continent, qui avait appris à décrypter le langage des bombes, à composer avec le clan et à se soucier de la Mafia, demande des explications sur le nouveau roman corse. Le gouvernement réclame, de son côté, la collection complète des études du service régional de l'INSEE.

Tout semble indiquer que deux révolutions sont en marche. Pour la première fois, Ajaccio et Porto-Vecchio ont osé infliger à leurs princes respectifs, Charles Ornano et Jean-Paul de Rocca-Serra, l'épreuve du ballottage aux municipales. Plus révolutionnaire encore : deux ou trois nationalistes feront leur entrée dimanche soir dans les salons Napoléon de la mairie de Charles Ornano, et ils siègeront aux côtés de l'ancienne formation qui est le CCB, le Comité central bonapartiste.

Pour l'ensemble de la Corse, les nationalistes pourraient avoir une certaine de consécration municipale après le second tour. Ils effraient moins qu'en 1983. Ils proposent de revoir le plan de circulation d'Ajaccio. Ils ont pris goût aux institutions. Le premier maire nationaliste, Jean-Michel Orsini, a été élu dès le premier tour dans le village de Veru. Il accepte d'être photographié ceint de l'écharpe tricolore.

#### La «perversion» du système économique

L'autre révolution paralysée les ports, les aéroports et le courrier, mais elle est culturelle. C'est la révolte des fonctionnaires, de la baguette et de la vie chère. Elle est moins corse que territoriale. Elle exige moins la spécificité que la parité. On parle d'ailleurs d'argent, de prix, de coûts que de pain corse, de chaises corse et de CAPES de Corse. On réclame la «transparence» du système économique, mais cette bastille-là semble encore plus lointaine.

L'Etat est le premier employeur de Corse : 20 000 personnes, un actif sur quatre, ce qui donne à la fonction publique un poids déterminant dans la vie économique. Dans une île où le gros de l'argent à distribuer va aux amis, les ministres aux adversaires pour éviter de s'en faire des ennemis et le reste aux cousins, avec une marge de «10 % pour les élus», les fonctionnaires constituent une force d'une relative indépendance : moins enchaînés par les liens de la gratitude et des renvois d'ascenseur. Plus syndicalisés, sauf en ce qui concerne les employés de la municipalité d'Ajaccio, où selon un agent de caisse scolaire, «personne n'a osé se lancer». Le problème de l'insularité les a rassemblés.

La prime est une revendication largement dépassée. Les fonction-

naires demandent une remise à plat de tous les problèmes.

En partant de la baguette de pain, ils en arrivent à mettre en cause la «perversion» du système économique. Il faut que le malade soit profond pour amener dans la rue des gardes forestiers qui, comme on s'en doute, peuvent faire grève «cent cinquante ans sans gêner» aucun être humain.

Les forestiers se plaignent de leur fiche de paie, mais aussi des conditions de travail qui les confinent parfois dans des maisons sans fenêtre. Les employés de la mairie d'Ajaccio trouvent invivable leur salaire de 4 000 francs par mois, leur loyer de 2 000 francs et les ménages qu'il faut faire en plus pour s'offrir un voyage, mais ils dénoncent aussi le système de «pression» qui régit une île qui en est «à l'âge de pierre».

Quand ils passent aux conditions d'attribution des marchés publics — offres systématiquement plus élevées que les évaluations des services techniques — et au faible nombre de dossiers défilés devant le tribunal administratif, les cadres de la direction de la concurrence et de la répression des fraudes sont très inquiets pour les 2 milliards de francs qui, dans les cinq prochaines années, vont être déversés sur la Corse grâce à l'Etat et à la CEE. «Derrière ce mouvement, il y a une revendication d'assainissement, de meilleur fonctionnement, avec une mise à plat au niveau du continent et une méthode de travail».

Les fonctionnaires, à qui l'administration centrale a reproché d'assister trop souvent aux enterrements ou de prendre des congés de maternité trop longs, critiquent à leur tour le «laissez-aller» des services de l'Etat. Les candidats ne se battent pas pour venir en poste sur l'île, et la trêve de l'ex-FNLC décidée le 1<sup>er</sup> juin 1983 n'a pas fait remonter les vocations. La police judiciaire, le tribunal de grande instance trouvent peu de volontaires. La direction de la jeunesse et des sports de Haute-Corse cherche un directeur depuis trois mois.

Il y a un phénomène de réactions en chaîne. En soulevant le mystère du coût spécifique de la baguette corse, les fonctionnaires ont ébranlé un système économique et social parfois ubuesque. L'onde de choc secoue toute l'île, et les petits commerçants, déjà paniqués par l'échéance européenne de 1993, se mettent à demander aux clients si le paquet de biscuits leur paraît aussi cher que le dit l'Union des consommateurs. Le député UDF José Rossi réclame des «accords de Grenelle» pour la Corse, tout comme le syndicat nationaliste STC. Bref, il y a du nouveau sur cette île immobile où l'on est insupportablement captif.

CORINE LESNIES.

### LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Plusieurs ouvrages concernent l'administration des collectivités locales ayant été recensés dans cette chronique, avant le premier tour des élections municipales (le Monde daté 5-6 mars), d'autres études, dignes de figurer au même rayon, se sont signalées à l'attention des lecteurs et des électeurs. On ne les ignorera pas, non qu'ils soient indispensables à l'expression du vote, mais parce que, s'agissant du rôle et du recrutement des élus locaux, ou d'aspects méconnus du fonctionnement de l'administration, elles complètent et enrichissent la connaissance que nous avons des règles et des hommes qui gèrent la vie publique.

Gérard Fayolle, maire du Bugue, conseiller général de la Dordogne, conseiller régional d'Aquitaine, était bien placé pour décrire la vie quotidienne des élus locaux sous la V<sup>e</sup> République. Il explique en quoi le rôle de ces élus a changé au fil des réformes mises en œuvre depuis trente ans, sous la pression des besoins et sous l'effet des évolutions politiques. Les notables qui présidaient les conseils de révision d'autrefois sont devenus des aménageurs, en utilisant les mesures, les procédures et les concours créés à leur intention par l'Etat et suivant un cours qui se caractérise par davantage de coopération, de décentralisation et de pratique contractuelle. En 1989, le maire ne travaille pas comme il le faisait encore en 1958 — avec le conseiller général et le sous-préfet — mais aussi avec ses collègues et des techniciens dont il apprend beaucoup : il voyage, se lie avec des confrères étrangers, participe à des colloques.

Selon Gérard Fayolle, qui connaît bien les arcanes du pouvoir central, on a assisté, sous la V<sup>e</sup> République, à «un déplacement du pouvoir vers les élus locaux», ce qui explique le prix attaché à ces mandats et la politisation de ce genre de consultations électorales. L'ouvrage de Gérard Fayolle fourmille de détails précis sur la vie quotidienne à la mairie et n'étudie pas certains aspects délicats de la gestion des affaires publiques : les détournements de fonds, les fausses factures, les cadeaux qui accompagnent éventuellement la passation de gros marchés, le financement des dépenses électorales. A son avis, il faut inventer des mécanismes complexes, trouver des complices, commettre des faux pour truquer des comptes qui sont publics et devenir, en quelque sorte, «un professionnel de l'escroquerie».

Les élus, rappelle-t-il, sont «les seuls en France» à subir régulièrement un examen général. «C'est un des contrôles des plus stricts. Le fillet du suffrage universel a les mailles trop serrées pour laisser passer facilement les grands escrocs», estime l'auteur.

Comment se recrutent-ils, ces élus ? Philippe Garraud, chargé de recherche au CNRS, s'est posé notamment cette question en étudiant la carrière politique des maires des cinq cents plus grandes communes de France depuis la Libération.

Il ressort de ce travail de sociologie politique qu'une bonne part des élus «présente la particularité d'avoir eu un père militant politique». La filiation est plus nette chez les élus de gauche, mais une tendance identique commence à s'observer chez certains jeunes élus de droite. La famille est en des lieux «où s'acquerraient précocement certaines prédispositions pouvant favoriser une carrière politique», note l'auteur.

Un autre tremplin fréquemment utilisé est celui de l'«activisme social» (militantisme syn-

teur, si l'on peut dire, ne leur assure pas une grande longévité. Pour les autres, qui deviennent de véritables entrepreneurs politiques, le métier de maire les pousse à s'intégrer à un groupe et à adopter une logique d'action dont les normes et les valeurs sont repérables : écoute de la population, occupation du terrain, autopromotion, définition des besoins, à quoi s'ajoute un «look» fondé sur les images de modernité, d'efficacité, de dynamisme.

Le troisième ouvrage retenu porte non sur des élus mais sur une institution méconnue, bien que jouant un grand rôle dans notre système administratif : les inspections générales. Son auteur, Jacques Mérier, conseiller maître à la Cour des comptes, s'est appuyé sur les résultats d'une étude scientifique pour exposer l'histoire, les missions, l'organisation, les travaux, la fonction, le rôle et l'influence de ce corps particulier. Son travail porte sur la quinzaine d'inspections générales qui correspondent aux grands secteurs de l'activité gouvernementale et administrative, ce qui exclut les inspections générales ne relevant pas directement d'une autorité ministérielle et celles qui sont spécialisées.

Pour en donner un aperçu, on s'arrêtera d'abord à la distinction que l'auteur établit entre les rôles que jouent auprès d'un ministre l'inspection générale, d'une part, et le cabinet, d'autre part. Ce dernier est un instrument de nature politique qui intervient à la fois dans l'action de l'administration et, éventuellement, dans le contrôle de cette action. L'inspection générale est plus orientée vers le contrôle, qu'elle exerce de façon systématique, sur l'ensemble des services et organismes qui dépendent du ministre ; elle est capable de répondre aux besoins d'information de celui-ci, s'il se sert de cet instrument.

En position d'observateurs, hors hiérarchie, sans responsabilité dans l'action proprement dite, les inspections générales, écrit Jacques Mérier, se retrouvent par là même en mesure de tenir avec objectivité ce rôle nécessaire d'information, de proposition et de liaison qui permet d'accompagner et de guider la marche de l'administration. Et s'il fallait en démontrer l'utilité, il n'y aurait qu'à regarder du côté où la disparition du corps de contrôle a laissé un vide, après coup regrettable : au ministère de la coopération, par exemple, où prit corps la triste affaire du Carrefour du développement.

«La Vie quotidienne des élus locaux sous la V<sup>e</sup> République», par Gérard Fayolle. Hachette, 272 pages, 98 F.

«Profession : homme politique — la carrière politique des maires urbains», par Philippe Garraud. L'Harmattan, 222 pages, 110 F.

«Les Inspections générales», par Jacques Mérier. Berger-Levrault, 271 pages, 295 F.

### Second tour à la Bibliothèque municipale

dical, participation à la vie associative). La filière parusienne est la plus directe mais avec de grandes disparités entre la gauche et la droite. Si l'investissement des partis a gagné du terrain à droite sous l'effet de la bipolarisation, elle a davantage profité aux notables locaux qu'aux militants. «Plus le statut socioprofessionnel est élevé, ajoute l'auteur, moins le militantisme et la participation à une entreprise politique collective paraissent nécessaires dans la mesure où la profession et le milieu social permettent alors d'acquiescer et de faire valoir des ressources (compétences diverses, sens de l'organisation, pouvoir de décision, réseau de relations, etc.)».

L'enquête a montré une surreprésentation des non-salariés : patrons, professions libérales, cadres supérieurs et moyens (qui progressent le plus). «Les élus urbains se recrutent de façon prédominante dans les couches sociales les plus favorisées, les plus aisées, les plus privilégiées, non pas nécessairement par la naissance ou la fortune à proprement parler, mais par l'éducation et le statut socioprofessionnel qu'elles permettent d'acquiescer», observe encore Philippe Garraud. Parmi les non-salariés, on relève une forte proportion de représentants de l'administration, de l'enseignement public et du secteur public.

Les pratiques municipales paraissent peu éloignées d'une orientation politique à l'autre. Tous les élus n'ont pas forcément la vocation politique et, dans ce cas, leur statut d'ame-

● Précision. — A la suite de la publication d'une liste de personnalités communistes apportant leur soutien à M. Gaston Vians, maire sortant d'Orly, exclu du PCF (le Monde du 17 mars), M. Jacques Lalot (PCF), maire d'Ivry-sur-Seine, nous précise que M. Daniel Prunier, qui figure sur cette liste, n'a jamais été adjoint au maire d'Ivry. En effet, un erreur de transmission nous a fait attribuer à M. Daniel Prunier un titre que son père, M. Marius Prunier, a détenu lors de son appartenance au conseil municipal de cette ville entre 1947 et 1971. Pour sa part, M. Lalot indique que, avec ses onze adjoints communistes, il soutient la liste présentée à Orly par le PCF et le PS, conduite par M. Alain Girard, premier adjoint sortant de M. Vians.

● Rectificatif. — Deux erreurs se sont glissées dans l'article intitulé «Les soutiens de la marée verte» (le

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 11 mars 1989, rendu par le 4<sup>e</sup> Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris, M. Raymond LAMONTAGNE demeurant à la Mairie de SARCELLES (Val-d'Oise) a été condamné à la peine de 10 000 F d'amende pour diffamation publique commise pendant la période électorale envers Messieurs JAUREY et ESPASSE, candidats à une fonction électorale.

# Société

Les relations du policier avec la famille Moustafa

## Le commissaire Jobic à la question

Compagnie ou innocent ? Pour la première fois, la question à laquelle tout le monde pense a été clairement posée, vendredi 17 mars, devant la 12<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Nanterre. Enjeu : la responsabilité du commissaire Jobic, confronté à un interrogatoire percutant du président et aux plaidoiries des parties civiles.

Sous les dehors de la civilité, voilà un président redoutable. Au moment où l'on s'y attend le moins, sa voix s'élève et son regard se tourne vers les durs réalistes du dossier Jobic. Ses questions sont des flèches, ses interrogatoires des moments intenses où il commence le plus ordinairement du monde :

« M. Jobic, approchez-vous de la barre. J'ai sous les yeux deux compte-rendus d'écoutes téléphoniques entre vous et la femme du propriétaire du bar Le Volcan. Je vais les lire et je vous demanderai de faire un commentaire ».

— Jobic : « Oui, c'est moi. — Latifa : Bonjour... — Jobic : T'es allée faire les courses ? — Latifa : Non. — Jobic : Ils viennent dans quatre jours... — Latifa : Ben j'y vais ce soir. »

Le président Alain Fouquier : « M. Jobic, vous posez une question précise : qu'est-ce que ces "courses" ? »

— Yves Jobic : « Je ne vois pas. Latifa participait indirectement à nos investigations en allant son mari qui nous informait... Mais précédemment, je ne me souviens plus. »

Le président : « Vous l'avez dit, M. Jobic : ils l'ont quand ? »

— Jobic : « Heu ? » — Latifa : « J'avais ce soir... » — Jobic : « OK, ils ont pu le produire. » — Latifa : « Ouhé. » — Jobic : « Ils l'auront quand ? »

Le président : « Quel est ce produit ? »

Jobic : « J'avais beaucoup de conversations ! Il s'agit sans doute d'une équipe de dealers... »

Le président : « Le produit, c'est un problème de drogue ? »

Jobic : « Je crois qu'il s'agit de ça. »

Le président : « Vous mesurez l'importance de vos déclarations ? est-ce qu'il y avait un code dans vos conversations ? »

Jobic : « Je peux vous affirmer qu'il n'y avait pas de code. Il n'y a jamais eu de code déterminé. Il n'y a rien d'anormal là-dessous. »

Le président : « Je vous pose une question précise sur les "courses" et le produit. »

### Précision sur une histoire « Foll »

Le juge Jean-Michel Hayat, mercredi 15 mars, avait mis un terme à sa déposition par un « bon mot ». Dans nos éditions datées du 17, nous l'avions généreusement attribué au seul magistrat. A tort, semble-t-il. La version retenue par la douzième chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre à propos du « montage » dénoncé par M. Hayat est la suivante : « On m'a dit que ce n'était pas une histoire folle, mais une histoire très très Olivier Foll ». M. Foll, contrôleur général de la police nationale, sous-directeur de la police judiciaire parisienne, n'a pas apprécié cet humour, qu'il ait été le fait de M. Hayat ou simplement rapporté par lui, et annoncé son intention de déposer une plainte en diffamation.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

« La première Chambre de la Cour d'Appel de Paris a confirmé, par arrêt du 30 janvier 1989, un jugement de la première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris en date du 6 janvier 1988, et a condamné en conséquence in solidum la librairie ARTHÈME FAYARD et Marc FERRO à payer à François BAUER, dit François CHALAIS, la somme de 100 000 F pour avoir écrit et publié dans l'ouvrage « PÉTAIN », paru en mars 1987, des allégations diffamatoires à son égard. »

M. Marc FERRO a fait savoir qu'il entendait former pourvoi en cassation.



— Jobic : Oucet (le propriétaire du bar) allait de temps en temps à Barbès et ramenait des produits trop nombreux, des dates. C'est peut-être cela...

Curieuse impression... Le président prend des notes, extraordinairement attentif, déterminé, comme si son intime conviction pouvait dépendre de cette poignée de questions tandis que le commissaire Jobic semble répondre sans tension et sans réaliser que se joue peut-être, durant ces longues minutes, une grande partie de son procès. Mais le président n'a pas fini : « Votre défense — notamment au cours des dernières audiences — a été énergique. Vous n'avez pas hésité à mettre gravement en cause le juge d'instruction. Vous avez également chargé d'une manière impitoyable M. Oucet, n'hésitant pas à dire qu'il était un indicateur alors qu'il était en quelque sorte votre ami. Finalement, une seule catégorie trouve grâce à vos yeux dans ce dossier : la famille Moustafa. »

« Blancs comme neige »

Ces mots vrillent le prétoire. Les trois membres de la famille touchés avec le commissaire dressent l'oreille. Louise, la mère, soupçonnée de proxénétisme, arroudit les yeux, Jean-Claude, prévenu de trafic de drogue, fait une moue dubitative. Jean, poussah narquois, convaincu de proxénétisme aggravé, croise un peu plus les bras. Quelques secondes passent et le président reprend le fil de sa réflexion : « Je vous pose la question : y a-t-il un secret qui vous lie à la famille Moustafa ? » L'interrogation fige le commissaire. « Qu'est-ce qui fait

que les Moustafa soient blancs comme neige à vos yeux ? », insiste Alain Fouquier. La « neige », le nom poétique qui désigne l'héroïne...

Comme toujours, le commissaire Jobic ne répond pas directement mais s'explique sur son attitude concernant Boumedienne Oucet et le juge Jean-Michel Hayat : « Dans la vie, il y a des gens qui se conduisent correctement et d'autres pas. Oucet n'a pas été correct. Je corrige le tir. Il est de mon droit et de mon devoir de me défendre (...). Pour ce qui concerne le juge d'instruction, je tiens à ce qu'il soit bien clair que je n'ai jamais voulu le mettre en cause. Je vous ai dit qu'il me paraissait sincère. Sans doute croyait-il à cette thèse (du financement d'un parti politique d'opposition grâce à l'argent de la drogue et de la prostitution). S'il y a eu un petit dérapage, je n'y suis pour rien. »

Le président : « Votre défense a été impitoyable. Les seules personnes épargnées ont été les Moustafa. »

Yves Jobic : « Il n'a pas de secret, de quelque sorte que ce soit. Ces gens-là sont majeurs et vaccinés. Moi aussi. Il y a simplement des gens qui sont corrects et les autres. »

Alors le président demande aux Moustafa de se lever et interroge à nouveau : « Y a-t-il un secret entre vous et Yves Jobic ? » — « Non », répond Louise. — « Non », répond Jean-Claude. — « Non », répond Jean. Cela fait dix-sept mois que je suis incarcéré. S'il y avait quelque chose, le juge aurait trouvé. »

Coupable ou innocent ? La question court. Et c'est avec courage que M. Lev Forster, l'un des avocats des trois prostituées parties civiles

contre Jobic, la pose : « Jobic peut-il être coupable ? Je n'ai pas le sentiment qu'il soit un homme d'argent. La thèse du financement d'un parti politique ne paraît absurde. La fille algérienne [l'exportation des gains supposés du commissaire vers l'Algérie par l'intermédiaire d'une volante qui serait son amie] ? Elle me semble dérisoire. Alors, que reste-t-il ? »

« Les indices ça coûte cher »

A cet instant, M. Forster va livrer son sentiment, un sentiment subtil, fort : « Lorsqu'on demande comment les indicateurs sont rémunérés, un ange passe. Seule la brigade des stupéfiants dispose d'un budget spécial. Pas vous. Vous l'avez dit. Etait-ce un regret ? Si Yves Jobic a touché, ce n'est pas pour lui mais pour la bonne cause. C'est-à-dire le bon fonctionnement de son service. Les « indices », ça coûte cher. Et son but est de poursuivre et détruire le crime... au risque de rapports ambigus. Et l'avocat continue : « N'y avait-il pas chez lui une recherche de pureté l'incluant à penser que la fin justifie les moyens ? On se colle à un personnage, on finit par vivre dans ce personnage, je le dis à la place où je suis mais cela n'empêche pas la culpabilité, ça la place dans un certain contexte. J'ai le sentiment que quelqu'un s'est perdu à un moment donné qui ne méritait pas de se perdre, qui n'est pas le seul à s'être perdu. »

Pas un mot, ou presque, sur l'inculpation de proxénétisme aggravé qui pèse sur Yves Jobic. M. William Bordelon, conseil de Laboratoire Nacal, va s'en charger, citant de nombreuses déclarations accusatrices, mais il fustige surtout les étocades portées par Yves Jobic contre le juge Jean-Michel Hayat, la « tentative d'OPA sur les audiences » et « l'attaque frontale contre la justice ». Son confrère Francis Terquem se fait, pour sa part, encore plus offensif, représentant les différentes charges, insistant particulièrement sur la corruption de fonctionnaires, notamment sur la corruption de fonctionnaires, notamment sur la corruption de fonctionnaires, notamment sur la corruption de fonctionnaires...

Le cardinal Lustiger se demandait, à propos du film de Scorsese, si le christianisme était une « mythologie » disponible à l'imagination de n'importe quel auteur ; de même les musulmans font valoir que les textes sacrés sont « inappropriables ». Une sainte-alliance des religions ?

L'affaire Rushdie pose deux questions majeures : celle de l'apostasie d'une société laïque comme la France à accueillir la religion musulmane dans sa spécificité ; celle de la capacité des musulmans à accorder l'islam à une société occidentale fondée sur la dignité et le respect de l'homme.

Double erreur de pronostic

Des erreurs historiques d'appréciation ont été commises à propos de l'islam en France. On a cru — successivement — qu'il serait un phénomène passager, lié à la présence supposée transitoire de travailleurs immigrés d'origine maghrébine sur le sol français ; puis que l'assimilation bon gré, mal gré de cette population favoriserait la montée d'un islam séculier, « sociologique ».

Enfin M. Terquem rappelle la conversation téléphonique entre Yves Jobic et Boumedienne Oucet : « Cette conversation, c'est une conversation de trafiquants de drogue. L'hypothèse peut être envisagée, mais si c'était le cas, comment expliquer que Boumedienne Oucet ne soit pas inculpé aux côtés du commissaire ? »

Réquisitoire lundi 20 mars.

LAURENT GRELLER-SAMER.

Les musulmans en France et l'affaire Rushdie

## Islam et libertés

(Suite de la première page.)

Mais l'intégrisme se développe aussi dans les sectes fondamentalistes américaines, chez les ultra-orthodoxes de Jérusalem et les extrémistes sikhs et hindous. Cela porte un coup sévère à ceux qui croient que les religions peuvent être une école de tolérance et de vertu. Utilité sociale, garantie de moralité publique : ces principes, aujourd'hui malmenés, ont valu aux religions, dans les législations libérales, leur reconnaissance et leur protection.

Les manifestations des intégristes catholiques, à l'automne, contre la Dernière Tentation du Christ de Scorsese et celles des musulmans contre les Versets sataniques de Rushdie menacent, en France, les efforts des autorités scolaires pour établir la paix sociale des religions, dans le cadre d'une laïcité renouvelée et ouverte, notamment à l'école. L'islamologue Bruno Bimonte pense que « des brailards agités viennent de mettre par terre dix ans d'efforts » pour tenter d'apprivoiser l'islam à la société française. Sera-t-il possible de jomener la pente ?

Condamnation de l'appel au meurtre, mais compréhension et indulgence pour les musulmans « blessés » dans leur foi : c'est sur ces deux registres que les responsables juifs, catholiques — jusqu'au Vatican — et protestants ont réagi à la fatwa de l'imam Khomeiny. Leurs nuances n'ont guère été comprises, l'opinion ne retenant que l'indulgence évidemment inadmissible. Mais on ne saurait méconnaître, sans myopie, la dimension religieuse d'un homme quand celui-ci perd ses points de repère, sa famille, ses modes de transmission traditionnelle, sa culture, ce qui est le cas pour les musulmans immigrés.

Le cardinal Lustiger se demandait, à propos du film de Scorsese, si le christianisme était une « mythologie » disponible à l'imagination de n'importe quel auteur ; de même les musulmans font valoir que les textes sacrés sont « inappropriables ». Une sainte-alliance des religions ?

L'affaire Rushdie pose deux questions majeures : celle de l'apostasie d'une société laïque comme la France à accueillir la religion musulmane dans sa spécificité ; celle de la capacité des musulmans à accorder l'islam à une société occidentale fondée sur la dignité et le respect de l'homme.

Double erreur de pronostic

Des erreurs historiques d'appréciation ont été commises à propos de l'islam en France. On a cru — successivement — qu'il serait un phénomène passager, lié à la présence supposée transitoire de travailleurs immigrés d'origine maghrébine sur le sol français ; puis que l'assimilation bon gré, mal gré de cette population favoriserait la montée d'un islam séculier, « sociologique ».

Enfin M. Terquem rappelle la conversation téléphonique entre Yves Jobic et Boumedienne Oucet : « Cette conversation, c'est une conversation de trafiquants de drogue. L'hypothèse peut être envisagée, mais si c'était le cas, comment expliquer que Boumedienne Oucet ne soit pas inculpé aux côtés du commissaire ? »

Réquisitoire lundi 20 mars.

LAURENT GRELLER-SAMER.

### SPORTS

PATINAGE ARTISTIQUE : les championnats du monde

## Bronze baroque

Les Soviétiques Marina Klimova et Sergueï Ponomarenko ont remporté, vendredi 17 mars, l'épreuve de danse des championnats du monde de patinage artistique, qui ont lieu jusqu'à dimanche au Palais omnisports de Bercy. Leurs compatriotes Maïa Urova et Alexandre Zhulin ont obtenu la médaille d'argent, alors que les Français Isabelle et Paul Duchesnay se classent troisième. Ils sont les premiers Français à monter sur un podium de championnats du monde depuis 1971, date de la deuxième place à Lyon du patineur Patrick Péra.

pour mieux mettre en valeur son amour difficile. Une quête d'empoi- gnades, de ces brèves rencontres chargées d'émotion et trop souvent fugaces. « Un drame, une réalité », selon les termes des danseurs.

Paul et Isabelle glissent. Ils se saisissent par les pieds avant que l'un ou l'autre ne s'effondre provoquant la poursuite du partenaire. La danse est libre, les sautés qu'ils miment, lisibles pour le public, jusqu'à ce finale où le garçon porte sa compagne sur ses genoux. Quatre minutes de spectacle intense, même si les visages des acteurs paraissent parfois tristes. Un moment de bonheur visuel riche en improvisations.

Le conservatisme des juges

Trop riche même aux yeux de juges chargés du contrôle minutieux des évolutions ou de la façon dont les patins caressent la glace. Les spectateurs debout qui crient leur joie n'ont pas remarqué toutes les fautes qui ont marqué le verdict américain à s'accorder qu'une modeste note de 5,5 à la technique des patineurs. Ils ne peuvent saisir

l'Onest, tiennent à défendre leur parcelle de pouvoir. Ils représentent des milliers de professeurs attachés à l'académisme qu'ils enseignent dans leurs patinoires. La danse est libre, mais il ne faut pas bousculer les traditions ancestrales. Paul et Isabelle ont voulu aller trop loin, trop vite. Ils pensaient, avec leur entraîneur Martin Skotnický, faire évoluer un sport. Ils n'ont réussi qu'à planter quelques banderilles.

Qu'importe, les enfants d'un militaire canadien en garnison à Metz dans les années 60 ont reçu, dans le pays de leur mère, un trophée. Une médaille de bronze qui récompense leurs années de travail sur la glace de la station allemande d'Oberniedorf. Vont-ils continuer à tenter d'apprivoiser « les juges », selon l'expression de Paul ? Le duo fraternel, qui a su conquies les faveurs du public dans de nombreuses compétitions, s'accorde deux semaines de vacances-réflexion. « Nous allons profiter de ce temps de repos pour décider si nous continuons à concourir ou bien si nous choisissons de devenir professionnels. »

SERGE BOLLOCH.

● TENNIS : victoire de Noah sur Agassi. — Au tournoi de tennis d'Indian Wells, en Californie (Etats-Unis), doté de 702 500 dollars, le Français Yannick Noah a battu, vendredi 17 mars, en quatre sets finale, l'Américain André Agassi (7-6, 6-4).

Un succès qui donne confiance à Noah à trois semaines du match Esté-Unité-France de Coupe Davis.

Ce double pronostic ne s'est pas vérifié. Le mode de présence et d'insertion de l'islam en France s'est radicalement transformé. Avec le regroupement familial et l'entrée des enfants musulmans à l'école de Jules Ferry, la population immigrée s'est sédentarisée. Bien loin de s'occidentaliser, l'islam est devenu l'un des premiers piliers d'affirmation identitaire, dans un contexte de déracinement, voire d'exclusion.

Que signifie, en effet, pour un musulman s'installant en France une société laïque où la prière paraît naturelle dans les églises, mais si difficiles d'accès dans les mosquées, où les jours chémés sont le dimanche, la Toussaint ou Noël, jamais le vendredi ou la fête de l'Aïd ? Où les valeurs religieuses, loin d'être dominantes, sont reléguées dans la sphère de la vie privée ?

Si, chez les jeunes beurs, les références religieuses sont devenues bien vagues et les interdits transgressés, la tradition est restée vivace dans la génération des parents. Des phénomènes de résistance, voire de « réislamisation », selon l'expression de Constant Hamez, chercheur au CNRS (2), se sont développés dans les foyers, les quartiers et les associations, qui tentent de reconstituer les structures éclatées (familles, réseaux d'entraide, écoles coraniques, lieux de prière). Les imams « précheurs », les missionnaires piétistes de Foi et pratique (3), les islamistes ont labouré, toutes ces dernières années, dans un terrain déjà préparé.

Un consistoire

La France ne peut plus traiter la question de l'islam en termes de simple gestion administrative. En vue de l'organisation d'une communauté religieuse de trois millions de personnes, M. Pierre Joxe, en tant que ministre chargé des cultes, a ouvert des conversations avec des personnalités représentatives. Mais le ministre de l'éducation nationale, ceux de la culture ou du travail seraient tout aussi intéressés.

Envisagée depuis des années, la création d'un Consistoire islamique, composé de musulmans représentatifs et indépendants, est une solution séduisante. Cette formule centralisatrice avait servi, à l'époque napoléonienne, à l'intégration des juifs et des protestants. Mais elle semble, pour l'heure, difficilement compatible avec l'extrême division politique, culturelle et surtout nationale de l'islam en France.

Des hypothèques doivent être levées, tenant aux pressions financières de l'Arabie saoudite ou du Maroc, au statut de la Mosquée de Paris, interlocuteur historique des pouvoirs publics, mais qui est entré sous contrôle des Algériens et ne peut plus prétendre au monopole de la représentation (4).

Cette question de l'organisation de la communauté musulmane serait-elle réglée que la moitié seulement du chemin aurait été franchie. Il resterait à clarifier son statut religieux au regard des lois laïques françaises. Ce débat est dans le camp des musulmans. Une chose est de protester contre l'atteinte portée à des sentiments religieux, autre chose de s'expliquer clairement sur les interprétations possibles de la loi coranique, sa compatibilité avec le droit et les valeurs occidentales.

A supposer qu'un écrivain ait à s'expliquer sur ses écrits, Rushdie a-t-il au moins le droit de se défendre ? La liberté de conscience — qui implique celle de changer de religion ou de n'en plus avoir — est-elle ou non permise par l'islam ? L'assujettissement aux prières, au jeûne, aux règles du mariage est-il le même dans un pays musulman et dans une société sans religion d'Etat ?

L'affaire Rushdie démonte la plupart des théologies. Comment dire qu'une législation est d'origine divine quand elle contient des prescriptions aussi barbares et inhumaines que la peine de mort pour le blasphémateur ou l'apostat ? La loi coranique est-elle ou non susceptible de réformes à la lumière de la Déclaration universelle des droits de l'homme, que les pays musulmans n'ont pas signée ? Le climat passionnel ne favorise pas l'étude sereine de telles questions, mais les intellectuels musulmans, qui, depuis longtemps, cherchent à restaurer la tradition humaniste de l'islam, ne doivent plus se sentir isolés.

HENRI TINCO.

(2) Communication au cours d'un colloque sur l'islam en France tenu à Paris les 5 et 6 décembre 1983 par l'Association française de sociologie religieuse.

(3) Foi et pratique est la branche française du Tabligh, mouvement charismatique né en Inde en 1927, responsable dans beaucoup de pays d'un renouveau de la pratique.

(4) Voir « Guerre de chapelets dans les mosquées » dans le Monde du 23 décembre 1987, ainsi que « La République et l'islam », par Gilles Kepel, dans le Monde du 27 avril 1988.

سكوا من الأصل



## L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. PIERRE-JEAN REMY

## Présence de Georges Dumézil

Sous le poids d'une œuvre aussi écrasante que celle de Georges Dumézil, la modestie — voire l'humilité — de M. Pierre-Jean Remy ne pouvait être fautive. La courte et pénétrante monographie qu'il consacre à son prédécesseur, au terme de « six mois d'intimité », n'en est que plus attachante. Un accent de sincérité ne trompe pas en face de cette œuvre qui, au demeurant, échappe et échappera toujours à la compréhension du grand public, en dépit de la télévision et de ses images tardives et fugaces.

Et la double consécration académique de Georges Dumézil, d'abord par la terriblement exigeante Académie des Inscriptions et belles-lettres, puis par l'Académie française, où, M. Pierre-Jean Remy le rappelle, le reçut un de

ses pairs, M. Claude Lévi-Strauss, n'est guère parvenue à hausser au rang de vedette l'auteur de *Mythe et épopée*. Tant mieux sans doute pour des travaux que leur grandeur même préserve des contacts vulgaires. Qu'on en juge : soixante-dix ans de découvertes condensés en une soixantaine de volumes, une pensée nourrie par une érudition fantastique qui embrasse d'un seul regard la réalité et mythique population indo-européenne — langue, religion, culture, civilisation.

Où, après les discours de réception du 14 juin 1979, cet hommage hâlé ! posthume était nécessaire pour en signaler à nouveau l'importance.

J.-M. D.

## Le discours du récipiendaire

MESSIEURS,

« **L**ORSQUE les hommes les plus distingués par leurs talents et leurs lumières regardent l'honneur de siéger parmi vous comme la plus glorieuse des récompenses, vous ne pouvez pas douter de tous les sentiments que m'inspire la faveur signalée que vous m'avez accordée en m'admettant dans ce sanctuaire de l'éloquence et des Muses. »

C'est en ces termes que, voilà cent quatre-vingts ans, le 21 décembre 1808, Antonin, Louis, Claude Destutt, comte de Tracy, commençait son discours à l'Assemblée qui l'avait accueilli en son sein. Il remplaçait à ce même quarantième fauteuil auquel vous m'avez fait l'honneur de m'être Pierre-Jean Georges Cabanis, dont il avait été l'ami et qu'il croissait tous les jours. Je succède aujourd'hui à Georges Dumézil et je ne l'ai rencontré qu'une fois, il y a déjà six ans. Un critique bien intentionné a tenu à faire remarquer à ce propos dans les colonnes d'un hebdomadaire jadis fameux qu'il était un peu comme si Maurice Dekobra remplaçait Henri Bergson. Si tel était le cas, je vous prie de me pardonner tout à l'heure de n'être, tel Maurice Dekobra, qu'un voyageur égaré en un pays romanesque où les Airiens ont remplacé les dieux et les héros pressés les madones alanguies. Rien, pourtant, mieux que les mots de Destutt de Tracy ne saurait ce soir exprimer mon sentiment de gratitude. Avant d'évoquer ce personnage exemplaire que fut Georges Dumézil — et après avoir rendu ici l'hommage au cardinal de Richelieu que m'inspire la tradition mais aussi la vision que j'ai eue, voici exactement huit jours, de son grand visage d'homme mort sur une peinture de la salle même où nous, les vivants, poursuivons son œuvre selon son vœu, — je souhaiterais donc m'attarder un moment sur notre lointain prédécesseur à tous deux, le comte de Tracy.

Non que ses *Éléments d'idéologie* m'aient été jusqu'ici un ouvrage très familier, encore que, bibliomane impénitent, j'en recherche depuis longtemps l'édition originale aperçue jadis rue Saint-André-des-Arts chez un libraire ami dans une superbe reliure de maroquin vert frappé des sigles de l'Empire, mais parce que son nom revient vingt fois sous la plume de l'écrivain de son siècle dont, depuis tant d'années, je me sens le plus proche : je veux parler, naturellement, de Stendhal, à qui, j'en suis convaincu, nul parmi vous ne refuserait désormais le bonheur de siéger pour l'éternité à un quarante et unième fauteuil idéal et si voisin de celui que vous m'offrez aujourd'hui.

### Frappé de beylisme aigu

STENDHAL aimait Destutt, et une bonne partie de *De l'amour* a été directement inspirée par son *Ideologie*. Il l'admirait d'ailleurs tant, rapporte-t-il dans les *Souvenirs d'Égoïsme*, que la première fois qu'il le vit il manqua à ce point d'à-propos qu'il fit — la formule est jolie, appliquée aux choses de l'esprit — qu'il fit fiasco devant lui par excès d'amour.

Que Stendhal ait aimé Destutt m'a conduit à l'aimer à mon tour et à le lire aussi. Car, au-delà de l'amour-passion que nous sommes nombreux à éprouver pour Henri Beyle, il existe une affection du système sentimental qui s'appelle le beylisme. J'en suis moi-même frappé depuis si longtemps que je me suis résigné à vivre avec elle, comme le fumeur invétéré s'habitue à sa bronchite chronique. Elle a d'ailleurs atteint en moi une phase aiguë, puisqu'elle est compliquée de cette bibliomanie incurable que j'ai déjà avouée et qui fait sourire mes amis.

Mais la forme la plus extrême du beylisme est sûrement la désespérance de ne pas réussir à se reconnaître soi-même en Stendhal, quoi qu'on en ait, quoi qu'on veuille. Qu'il s'agisse du diplomate, si malhabile qu'il ait été ; de l'amoureux de toutes les femmes, plus maladroit encore ; comme de l'amoureux de l'Italie qui fut, lui, triomphant de tous les autres, ou de l'écrivain, bien sûr, incomparable, lui (modèle absolu de toutes nos aspirations), je vis depuis que je suis en âge d'écrire, d'aimer, de voyager, dans la douleur et pourtant exaltante certitude que l'ombre de Stendhal en plein midi, écrasée par le soleil blanc de Civitavecchia, reste un millier de fois plus vivante que tous les misérables petits gérages que nous pourrions jamais allumer aux amers de l'écriture, de la passion, sinon de la diplomatie.

Et cependant, plus que toutes les *Chartreuses* et autres *Abbeses*, davantage qu'Octave de Malivert ou que Lucien Leuwen et même que Fabrice qui incarne la liberté de son siècle, la vie de Stendhal fut son chef-d'œuvre et Henri Beyle lui-même le premier de ses personnages. Cette incroyable entreprise menée jusqu'au plus fort du doute, du scrupule, de l'euphorie, de la découverte brusquement balayée par le courant d'air aigle du sarcasme venu d'ailleurs, c'est simplement l'existence d'un homme pour qui (la formule est de Léon Blum) la seule ambition légitime était celle du bonheur. Le bonheur dans l'écriture, dans la beauté parmi les femmes — Barine jamais nommée : l'unique et toutes à la fois, Mélanie, Mélite et Angelica confondues, — et le bonheur dans une société qui souriait de lui parce qu'il voulait aussi une place au soleil, c'est-à-dire un emploi dans l'administration.

Humblement, très loin de Stendhal et parfois tout près de son jumeau Beyle, j'ai tenté moi aussi de courir ce bonheur-là comme on court le lièvre ou les dames. On a souri ; j'ai seulement essayé, à travers trop de livres et peut-être pas encore assez d'emplois, de retrouver les traces non pas de Bergson, que je connais peu, et de Dekobra, que je ne connais pas, mais de quelques-uns de mes illustres prédécesseurs dans cette compagnie, écrivains et diplomates, graves ou désinvoltes : Paul Claudel et Chateaubriand certes, mais aussi Paul Morand et, pourquoi pas, notre ami Stendhal, si fermement établi à son quarante et unième fauteuil, tout près de celui de son maître Destutt de Tracy, qu'occupait encore, hier, Georges Dumézil.

### Une fuite en avant

L'HÉRITAGE est superbe, mais bien lourd pour qui n'a jamais su formuler sans maladresse une pensée abstraite et qui n'est en somme capable, sinon coupable, que d'un peu d'imagination. Et c'est pourtant à celui-là que revient le redoutable honneur d'évoquer aujourd'hui devant vous la grande figure de Georges Dumézil.

En prononçant de nouveau ce nom, je m'arrête. Et je me tourne vers l'un de vous qui a su, voilà à peine dix ans, parler de lui et de son œuvre comme nul, après son discours, ne pourra ni n'osera le faire. C'est à M. Lévi-Strauss que je pose la question : comment tenter encore de broser un tableau de ce que fut et de ce que resta parmi nous Georges Dumézil, alors qu'en moins de quelques trente pages et de trois petits quarts d'heure, le 14 juin 1979, vous avez tout dit ? Ethnologue et anthropologue, ami et compagnon de travail jusque sur les territoires qui vous étaient différents, mais aussi maître de l'ellipse, magicien du verbe, vous avez su parler avec une telle éloquence de l'historien des religions comparées, du linguiste, du père de la théorie des trois fonctions devienne grâce à

lui si fameuse, dites-vous alors, qu'on hésite aujourd'hui, je vous cite, monsieur, « à s'appesantir sur le sujet », que mon hésitation à m'appesantir après vous sur cette œuvre n'en est que plus forte.

En trente pages et trois quarts d'heure, vous avez tout dit, monsieur, ou alors il faut être Georges Dumézil et, en plus de soixante volumes et en soixante-dix années de découverte et de labeur souriant, tout recommencer. Entre les deux, pour le romancier que je suis, je ne vois d'autre salut que dans la fuite. À me décharger, je dirai qu'il est des fuites qui sont fuites en avant, et que c'est bien souvent en se hasardant sur les chemins de traverse que les romanciers trouvent le minuscule rocher d'où, juchés comme ils le peuvent sur un sommet dérisoire, ils découvriront le vaste paysage qu'ils rétréciront aux images fuyantes de leur œuvre.

Permettez-moi donc, Messieurs, cette dérobade devant une analyse qui s'étendrait au champ immense — ce paysage — de tous les possibles du monde indo-européen qui est, après tout, le nôtre ; et ne m'en veuillez pas de pousser la barrière — on dit en Auvergne, sur les hauts plateaux d'où je suis descendu, la claise — C-L-A-I-E — la claise, homophonie bien venue, d'une voie qui sera simplement celle de la vie d'un homme. Le romancier désarmé que je suis se fera quelques moments biographe pour raconter un destin ; ce faisant, il demeure peut-être fabricant de fiction, incapable qu'il sera d'atteindre à une autre vérité que celle qu'il invente. Permettez-moi donc, Messieurs, d'inventer la vie du personnage principal d'une fiction — sinon d'un roman — dont je dirais, en guise d'ultime excuse, qu'elle sera une métaphore, comme la plupart de ces romans que vous avez eu la mansuétude de me pardonner. Racontant ainsi la vie d'un homme, peut-être réussirai-je aussi à effleurer celle d'une pensée.

### Une précocité fabuleuse

GEORGES Dumézil est né à la fin d'un siècle où les sages petits garçons fils d'officier comme lui apprenaient à lire dans l'*Iliade* et l'*Odyssée*. Le lycée avait tout juste fini d'être cette « collectivité révoltée contre ses lois, cette solidarité de nerfs qui rusent et luttent, plutôt que d'hommes libres qui s'organisent » dont parle Barrès, pour devenir une École. Les livres ne constituaient plus une barrière entre les jeunes gens et le monde, mais c'était entre leurs lignes qu'on trouvait les chemins sinueux qui pouvaient vous en approcher ; on prenait encore le temps d'en couper les pages et Georges Dumézil découvrit le monde antique, Héracle et les Argonautes, dans le texte grec et allemand qu'en donna Berthold Niebuhr. Il s'agissait de livres pour enfants, comme ceux de la collection « Contes et légendes » de nos jeunesses ; mais ils étaient l'œuvre de l'homme qui réinventait l'histoire en Allemagne à la fin du siècle dernier.

Revenez voilà quelques mois du Yémen, cette Arabie heureuse des vieilles inscriptions sud-arabiques, j'ai peut-être marché moi-même dans les pas du père de Niebuhr, le grand Carsten Niebuhr, et de ceux de ses compagnons qui payèrent de leur vie l'enfer d'aller voir dans le monde ce qu'on en disait dans les livres. Avant d'aller à son tour arpenter les lieux de ses découvertes, Georges Dumézil se raconte les légendes grecques en les apprenant, déjà, en une autre langue. Ainsi, à peine âgé de dix ans, abordait-il les hautes terres de la mythologie par le chemin naturel des langues qui la disséminait. Cinquante ans plus tard, au lycée Condorcet, nous étions bêtelement le *De viris illustribus* ou, plus mal encore, les dernières

pages du *Phédon* sans en comprendre un mot ; Georges Dumézil nous paraît soudain le héros d'une histoire qui se déroule très loin de nous. Des épopées, il passa donc aisément aux langues, et de la mythologie à la linguistique ; il n'était toujours qu'un jeune garçon.

C'est peut-être parce que j'ai connu sur les bancs de Sciences Po Renaud, petit-fils de Victor Segalen, dont j'avais lu quelques livres, que je me suis forgé une passion pour Segalen et pour la Chine. Georges Dumézil découvrit le sanscrit dans le *Dictionnaire étymologique de la langue* de Bréal ; en classe de seconde, il rencontra le petit-fils de Michel Bréal, qui le présenta à son grand-père ; et sa découverte devint une passion.

La suite de ses études, au lycée de Tarbes, puis en classe de philosophie à Louis-le-Grand, ressemble dès lors à un étrange roman d'apprentissage où un jeune homme pour qui le savoir serait seule raison de vivre se constituerait une tête bien faite avec un peu de basque, pris en passant ; la grammaire de Franz Bopp, cadeau de nouvelle année ; et les livres d'Antoine Meillet, dont une fameuse *Introduction à l'étude comparative des langues indo-européennes*. Ainsi se découvrirait peu à peu à l'adolescent le territoire de toutes les investigations qui allaient ouvrir à l'homme adulte. À l'âge où Proust glissait derrière Ruskin, quand les héros de Barrès rêvaient d'amour et de sensualité sur les sentiers ombragés de la *Nouvelle Héloïse*, Georges Dumézil avait choisi pour ses années d'apprentissage la porte étroite de l'érudition : le monde indo-européen et la multiplicité des langues qui le disent étaient déjà son domaine.

### Corps à corps avec le texte

UN peu plus d'un siècle après que le Wilhelm Meister de Goethe n'eût croisé en chemin que des saltimbanques, Shakespeare ou Mignon, les héros de Dumézil s'appelaient déjà Indra ou Varuna : le roman d'apprentissage conduisait tout droit aux sommets vertigineux de la connaissance. A vingt ans, en ce début de siècle, les jeunes gens se faisaient lentement des livres qu'ils avaient lus comme des femmes qu'ils avaient aimées.

Georges Dumézil jeune homme était prêt. L'esprit était aux aguets, il possédait un commencement de savoir — tous ces livres, ces langues... ; il lui restait à acquiescer une méthode. Au détour d'une phrase, presque par hasard, dans un livre d'*Entretiens* qui constitue en somme son unique biographie, il s'est souvenu de ce professeur qu'il eut à Louis-le-Grand un peu avant la Grande Guerre, et nous a livré son secret. C'est sur ce qui est à proprement parler une « technique » que je veux m'attarder un instant. Ce maître, nous disait-il, enseignait — c'est son expression — à « faire de la matière » — « faire » entre guillemets ; c'est-à-dire à tourner et à retourner un énoncé dans toutes les directions, pour en épouser tous les sens, et au-delà. Ce fut, dit-il, une très bonne « rhétorique » qui lui servit jusqu'à son dernier jour. Ainsi apparaît déjà cette méthode qu'on retrouvera dans tous les ouvrages de sa maturité et jusqu'à ce jour d'esprit qu'est le *Mythe noir en gris dedans Varène* : l'étude absolue, forcenée, épuisante et souriante d'une brève de texte à partir de laquelle on tire mille conclusions qui se chevauchent, se contredisent et s'annulent mais révèlent toutes l'un des possibles cachés derrière une séquence de quelques mots déchiffrés au bas d'une stèle ou retrouvés dans un texte ensanglanté à force de n'avoir été que trop et mal lu. On imagine le Frenhofer du *Chef-d'œuvre inconnu*, de Balzac, peignant et repignant cent fois le même tableau pour aboutir à un indescriptible enlacs de

significations illisibles, c'est-à-dire à la folie : le génie de Georges Dumézil sera, parmi ces mille sens cachés — ou si ouvertement offerts que, telle la lettre d'Edgar Poe, on oublie de les voir, — de savoir privilégier, puis retenir, le bon. Ou le moins mauvais. Il se trompera parfois, reviendra sur son erreur qu'il expliquera — s'expliquera — avant de découvrir une nouvelle séquence. Et c'est de cette méthode, ici seulement entrevue, que vous me permettez, Messieurs, de déjà m'émouvoir. Instinctivement, parce qu'un professeur de lycée lui a montré qu'il n'était pas de vérité établie qui ne recelât vingt interprétations autres, Georges Dumézil découvrait que seul un véritable corps-à-corps avec le texte permet d'en faire jaillir l'étincelle. Mettre le feu aux poudres ne sera plus qu'un jeu : on le jouera en souriant.

### Le destin dans les ruines

COMME Jallez et Jerphagnon, à peine un peu trop tard pour vraiment leur ressembler, Georges Dumézil entre à l'École normale supérieure. Mais c'est la guerre, on ne se promène plus sur les toits de la Rue d'Ulm que balais le faiseau blanc des projecteurs de la défense anti-aérienne ; d'ailleurs, l'École est à demi transformée en hôpital et c'est plus du côté de Radiguet qu'on se trouve alors que chez Jules Romains. Mais Georges Dumézil vient d'avoir dix-neuf ans, il est mobilisé, et notre jeune homme — dont la guerre achève de faire l'éducation — va se battre. Il verra des compagnons mourir à ses côtés, mais raconte comment, dans les gravats d'un village dévasté, il découvrit parmi des bréviaires et des recueils de sermons en charpie un volume d'épopées russes dont il fera, six ans après, la matière d'un livre. Comme si le destin et son bras scélérat le hasard s'acharnaient sur ce jeune homme plus que sur n'importe quel personnage de fiction né de la fantaisie débridée d'un romancier, pour baliser son chemin de signes qu'il déchiffre parfaitement. Le 11 novembre 1918, dans le désastrement plat qui prolonge les grands orages, s'achèvent les années d'apprentissage de Georges Dumézil. Quelques mois encore à traîner, un lycée à Beauvais où il ne fait que passer ; il commence à mettre en place les idées de ce qui sera ce premier livre.

### Au Quai d'Orsay

A partir de maintenant, on dirait bien que la vie de Georges Dumézil, l'histoire de sa vie dans ses incidents de tous les jours comme dans les moments pleins et riches qui sont le feu d'une existence, se mêle si intimement à sa pensée, à l'histoire de sa pensée en mouvement, à la genèse enfin d'une œuvre, qu'elle s'y confond complètement. On dirait qu'avec un sourire amusé le jeune homme frais émoulu d'une Rue d'Ulm qu'il n'a fréquentée qu'entre deux alertes s'efface devant la formidable entreprise que sera l'élaboration d'un système complet d'appréhension d'une partie du monde dans son histoire et ses histoires.

Sa vie, dès lors, ce sont des voyages, des postes à l'étranger ou à Paris, des amis et des amitiés qui deviennent complexités, pour apporter toutes quelques pierres de plus au formidable édifice dont il a entrepris la construction. Tout commence avec le Bureau des écoles et des œuvres françaises à l'étranger du Quai d'Orsay — le grand-père, en somme, de cette Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des affaires étrangères dont j'ai l'honneur d'assumer la direction.

(Lire la suite page 10)

## LA RÉCEPTION DE M. PIERRE-JEAN REMY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

## Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 9.)

A cette époque, le petit service encore établi rue François-I<sup>er</sup> comptait parmi ses animateurs Jean Marx, qui devait le diriger après 1939 et dont Georges Dumézil était l'ami. Je notai au passage, pour le plaisir, que Jean Marx a eu deux collaborateurs, qui s'appelaient Jean Mistler et Paul Morand; un troisième s'appela d'ailleurs Jean Giraudoux. Je notai surtout que plus tard, après Jean Marx, le directeur des relations culturelles du Quai d'Orsay s'est appelé Jacques de Bourbon Busset: c'est lui qui me fit l'honneur de me recevoir parmi vous ce soir. M. de Bourbon Busset a laissé à la direction générale des affaires culturelles plus que des souvenirs et des amitiés, mais une politique, une éthique et une âme: de cet héritage d'hier et de son accueil tout à l'heure, je veux ici le remercier.

C'est Jean Marx, donc, et ce petit service du ministère des affaires étrangères dont on voit qu'il ne fait pas toujours du si mauvais travail, qui va d'abord envoyer Georges Dumézil à l'université de Varsovie, où il sera nommé lecteur de français. Il n'y restera pas un an, des tâches plus pressantes le requerront: il entretient en effet chez ces Indo-Européens autour desquels il ne cesse de tourner un premier faisceau de convergences. Ainsi croit-il découvrir chez chacun de ces peuples et chez leurs descendants une sorte de nourriture sacrée qui varie d'une population à l'autre, bête ici, ambrosie là, mais qui serait pour tous un aliment de «non-mort». Il revient à Paris, la guerre est finie depuis à peine deux ans, il se met au travail — et son *Festin d'immortalité* paraît en 1924. Plus tard, il reconnaîtra les limites de cette première synthèse: il a sollicité quelque peu les langues et tiré arbitrairement à lui des faits encore relatifs. Mais très vite, il a déjà constaté que c'est du côté des peuples du Nord que se situe sa faiblesse.

## Le voyage en Turquie

COMMENCÉ par hasard, il se rend d'ailleurs compte, aussitôt après la publication du *Festin d'immortalité*, qu'il manque encore un élément à son bagage. Pour couvrir l'ensemble du territoire qu'il a commencé à arpenter, il lui faut encore posséder à fond la langue, précisément, des dieux du Nord. Que faire, sinon partir pour la Suède et l'apprendre sur place? Georges Dumézil entreprend à nouveau des démarches au Service des œuvres, mais les postes à l'étranger sont rares en ce temps-là, et rien n'est disponible du côté de la Suède. Qu'à cela ne tienne, on lui propose Istanbul: pourquoi pas? en attendant... Ce sera le voyage en Turquie, une manière d'exil absolu en marge de l'Europe, voire en marge de son étude, mais dont il profitera pour se plonger avec délectation dans d'autres recherches portant sur un domaine radicalement différent.

A travers les paysages désolés et lunaires de cette terre dont Gobineau (Gobineau qui pourrait lui aussi prétendre au fauteuil idéal de Stendhal, puisque ses *Philosophes* ne sont pas si loin que cela de toutes les *Rome, Naples et Florence*), à travers cette terre, donc, dont Gobineau disait qu'elle était «si vieille et qu'elle avait vu tant de choses que ce qu'on y observe est multiplié à l'infini», Georges Dumézil suit à la trace les cent ramifications des langues du Caucase, les Osètes qui descendent des Scythes, les Tchétchènes, les Oubykhs enfin, dont il ira chercher les derniers rameaux avec une patience de jardinier amoureux pour les cultiver jusqu'à leur ultime bourgeon comme une plante très rare et oubliée dont lui seul aurait connu les vertus. D'autres se distraient d'une grande entreprise en lisant des romans policiers, ou pratiquent un passe-temps dont ils font une manie, le tennis ou le bridge: tout en poursuivant sa gigantesque tâche indo-européenne, Georges Dumézil s'en ira à travers steppes et villages perdus et retrouvera en quête de langues agonisantes où trois voyelles oscillent selon des lois rigoureuses parmi quatre-vingt-deux consonnes imprononçables. De ce passe-temps de trois années et des nombreux voyages qui les suivent, il va tirer la matière d'une dizaine de volumes qui paraîtront sur trente ou quarante ans.

## Du monde entier

MAIS un poste finit quand même par se libérer dans les brumes du Nord. Après la Turquie, c'est Upsal où, en 1931, il peut enfin vérifier qu'Odin, Thor et Frey sont bien les frères frileux de Jupiter, Mars et Quirinus. La boucle est désormais bouclée. L'enquête sur le terrain n'aura plus qu'à mûrir, c'est à Paris que Georges Dumézil viendra la faire fructifier.

Les amitiés qu'il y trouvera, puis l'école des hautes études, seront le terrain propice à cette éclosion. Il y aura

les maîtres, Marcel Mauss et Granet, qui lui entrouvrent un univers «autre» et par cela même nécessaire, la Chine, où les Indo-Européens n'ont pu atteindre; il y aura aussi les compagnons, Benveniste et Eliade, dont les préoccupations rejoignent les siennes même si leurs chemins vont diverger; il y aura encore les amis fidèles, Jean Marx, toujours lui, et Sylvain Lévi qui lui permet, contre vents et marées, de garder sa chaire aux Hautes Études; et bientôt, Brice Parain, l'éditeur, qui l'accueillera dans sa collection «La Montagne Sainte-Geneviève» pour lui ouvrir, avant Pierre Nora, qui a pris si bellement le relais, les portes de la NRF; et puis, comme dans tous les romans, il y a les amis et les ennemis, il y aura les adversaires, qu'on ne nommera pas dans cette occasion, jaloux de leur territoire étroitement romain et dont l'hostilité va stimuler l'effort d'un Dumézil de quarante ans qui veut abriter les frontières entre des disciplines compartimentées comme les champs clos des nationalismes bornés qui vont bientôt enflammer le monde.

C'est dans cette atmosphère de surcroît dans les rivalités intellectuelles, d'émulation aussi — l'ombre de Roger Caillols, cette fois, qui passe... — mais surtout de longue méditation jamais solitaire que va paraître en 1938 l'article de la *Revue d'histoire des religions* consacré à «La préhistoire des flammes majeures» qui marque à la fois la conclusion d'une période de recherche et le début de la mise en œuvre d'un système.

Georges Dumézil va encore vivre quarante-huit ans; l'histoire de ce demi-

siècle, c'est bel et bien pour lui l'histoire d'une pensée qui, jusqu'au bout, va étendre à l'infini, perfectionner, diversifier ce système jusqu'à en faire une méthode générale d'explication d'une civilisation qui est la nôtre. A côté de cela, le reste, si grave soit-il, paraît anecdotique. La guerre, le séjour chez les oratoriens de Pontoise où le franc-maçon jaloux qu'est Dumézil trouvera un refuge amical et chaleureux, n'entravent en rien ce travail de vérification, de consolidation.

Gabriel de Broglie, qui fut alors son élève, nous a dit la générosité des bons Pères de Pontoise — et la bonté que celui qu'ils abritaient leur rendait au centuple. Bientôt, d'ailleurs, des signes de commi-vence viennent d'autres mondes; des chercheurs étrangers s'avancent après lui dans la voie qu'il a ouverte.

Et puis la critique et la contestation s'effacent peu à peu d'elles-mêmes devant la maîtrise d'un savoir en perpétuel épanouissement. C'est le Collège de France en 1949, mais aussi, en 1952, un séjour au Pérou pour apprendre la langue quechua et établir de fulgurants rapprochements avec le turc, qui reste pour lui un savant et riche déassement; ce sont aussi de longs retours du côté des Oubykhs, où la grammaire de certaines langues caucasiennes comme les romans scythes et d'alentour viennent, en contrepoint, répondre aux recherches indo-européennes; c'est une volonté farouche de ne jamais se laisser enfermer dans un cadre, si vaste fût-il, où il étoufferait; Georges Dumézil voyage, rencontre, publie; tout entier occupé à explorer un territoire dont il a marqué les frontières, on dirait bien qu'il ne voyage, rencontre ou publie que pour aller plus loin dans un champ des possibles, qui est tout simplement celui de l'esprit.

Après sa retraite du Collège de France, l'Amérique, Princeton, Chicago et Los Angeles lui ouvrent leurs portes: son aventure intellectuelle est devenue un phénomène qui dépasse largement le pré carré des écoles qui l'admirent en France. Seuls les premiers signes d'une

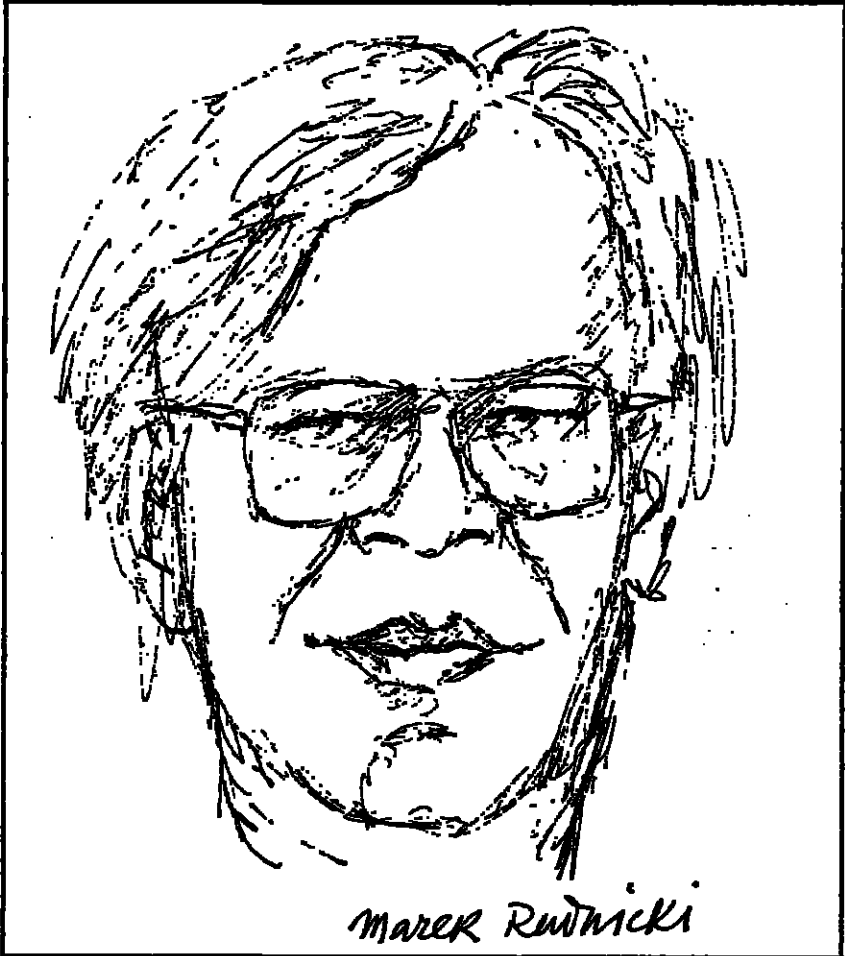
faiblesse cardiaque l'obligeront à s'enfermer enfin à Paris. Alors, faute de voyager encore et de toujours rencontrer, il publiera et republiera, sans trêve, maître d'un savoir qui évoque celui des humanistes de la Renaissance: à lui, rien de ce qui est langue, religion, culture, civilisation n'est étranger.

Ainsi, celui que vous avez accueilli parmi vous à plus de quatre-vingts ans, en 1979, fait-il bien partie de ces créateurs dont M. Lévi-Strauss a si justement remarqué alors qu'ils étaient d'un format qui nous semble hors d'atteinte aujourd'hui: auteurs d'œuvres immenses déjà par le volume, qui rompent avec les idées reçues, bousculent les disciplines, inventent entre celles-ci d'autres rapports et transforment même les règles du fonctionnement de la pensée.

## Trois étapes

J'AI dit que je ne saurais me hasarder, après M. Lévi-Strauss, à tenter, fût-ce de très loin, une description de cette tripartition fonctionnelle qui, avec les digressions caucasiennes, constitue le fondement de la pensée de Georges Dumézil.

Au-delà des analogies récurrentes qu'il n'a cessé de mettre en évidence entre la triade romaine Jupiter, Mars et Quirinus et leurs cousins indiens ou germaniques, ce que je souhaiterais souligner maintenant, c'est la méthode par laquelle Georges Dumézil est parvenu à



Marek Rudnicki

cette construction, et le caractère total du système qu'il a ainsi mis en place.

Cette méthode, je crois en avoir donné un bref aperçu lorsque j'évoquais tout à l'heure ce professeur de Louis-le-Grand qui lui enseigna à «faire de la matière». D'où ces trois moments de la vie d'une pensée, qui constituent trois étapes d'une parfaite cohérence entre elles: l'intuition de 1924, la révélation de 1938, l'exposition entreprise à partir de 1968.

L'intuition, d'abord, c'est le moment où apparaît à Georges Dumézil la nécessité impérieuse de briser les murailles de livres que les écoles ont élevées entre les disciplines. Généreux, le XIX<sup>e</sup> siècle, tout envahi de ses découvertes dans le domaine de la linguistique, avait ouvert la voie à une manière de fusion, ou du moins d'étude simultanée des langues et des religions.

Trente ans plus tard, seules émergent de l'arbre trop vite poussé et aussitôt taillé en coupe par ses critiques quelques feuilles encore vivantes du *Rameau d'Or* de Frazer: pour le reste, historiens des religions et linguistes, épigraphistes et romanistes avaient décidé de se tourner le dos. L'intuition géniale de Georges Dumézil sera de comprendre qu'il fallait revenir à cette étude globale, à un comparatisme général unanimement désavoué, mais sur d'autres bases. Avec le *Festin d'immortalité*, il néglige résolument l'étude de faits isolés et dégage l'idée de cycle, qui deviendra système, sinon structure. Dans le même temps, il réoriente le champ du comparatisme, de l'étude de l'Inde et de la Grèce à celle d'un couple indo-iranien et romain. Enfin, il met en évidence qu'il y a d'un côté des histoires surnaturelles et des mythes où les dieux se transforment en hommes; de l'autre, des récits qualifiés d'histoire — au singulier — où les hommes tiennent lieu de dieux. Peut-être n'a-t-il pas alors assez fait «de matière», il y a de très tristes analogies hâtives, il n'en reste pas moins qu'une base a été établie.

(Lire la suite page 12.)

## La réponse

MONSIEUR,

Soyez doublement le bienvenu, puis-je que vous êtes notre benjamin. Vous battez de huit ans votre prédécesseur dans le benjaminat. Selon la formule consacrée, vous naquîtes, monsieur, deux ans avant la guerre. Quand la guerre éclata, Bertrand Poirot-Delpech avait, lui, dix ans bien sonnés. Pour nous, que la guerre a tous profondément marqués, vous apparaissez comme un être d'une autre espèce, venu d'une autre planète, en somme un aéroélite. Pour vous, la guerre de 1939-1945, c'est une série d'images, peut-être d'images d'Épinal. Pour nous, ce furent les années où tout se jouait, les années de la douleur, des souffrances et de l'espoir. Vous ferez effort, j'en suis sûr, pour nous comprendre. De notre côté, la bonne volonté, je vous le garantis, sera complète.

Comme avait coutume de le dire notre regretté confrère Antoine de Lévis-Mirepoix, les mots inscrits au fronton de nos monuments, Liberté, Égalité, Fraternité, ne sont nulle part aussi vrais qu'en notre Compagnie. La liberté d'esprit y est totale, l'égalité aussi: nulle autre préférence que celle de l'ancienneté à l'Académie. La fraternité, enfin, est celle de collègues d'âge qui ont joie à se retrouver toutes les semaines. En tout académicien un potache sommeille. Et les plus austères en apparence ne sont pas les moins taquins.

D'Angoulême au Quai d'Orsay

VOUS naquîtes, monsieur, je ne me lasse pas de cette étrange formule, à Angoulême, mais ce fut par erreur, car vous êtes, comme moi, auvergnat et fier de l'être. Votre père était spécialiste des toiles d'Auvergne. Par votre mère, vous étiez lié au Proche-Orient, à ses comptoirs, à ses mirages, et je pense que rêver à l'Orient a joué un rôle dans votre vocation d'écrivain.

À l'âge de treize ans, la maladie vous frappe, et ce fut sans doute, pour vous, une très grande chance. Vous devez partir vous soigner à la montagne et, là-haut, vous vous recueilliez, vous lisez, vous commencez à écrire. Au même âge, le philosophe naît que j'étais déjà, dans son journal, réglait allègrement leur compte à l'esprit humain et au cosmos. Vous, vous vous débattiez déjà avec vos personnages.

Vous reprenez vos études au lycée Condorcet. Vos études secondaires terminées, vous partez pour les États-Unis où vous êtes l'assistant d'Herbert Marcuse, le futur prophète de mai 68. Vous vous liez avec le poète Claude Vigée. De retour en France, vous préparez avec succès le concours de l'ÉNA. Une fois à l'école, vous faites un stage dans l'administration préfectorale à Oran et vous publiez un roman, *Et Gulliver mourut de sommeil*, qui vient d'être réédité à juste titre, car, comme souvent c'est le cas, ce premier livre contient tous les suivants.

Vous entrez au Quai d'Orsay et vous partez pour Hongkong avec le titre, digne d'un personnage de Giraudoux, de vice-consul archiviste. Après une année à Hongkong, vous êtes nommé à Pékin. Nous y revoilà.

De là, quelques années plus tard, vous gagnez l'ambassade de France à Londres où vous servez jusqu'en 1971. De 1972 à 1974, vous êtes à l'ORTF, où votre titre est, lui aussi, très giraudouxien: directeur, (la virgule est ici essentielle) adjoint au directeur général, (nouvelle virgule) chargé de l'harmonisation des programmes. Étrange tâche, dont la nécessité se fait sentir, aujourd'hui plus que jamais. Ici se place une parenthèse dans votre austère labeur administratif. Vous vous faites acteur et vous jouez dans un film de Pierre Kast.

En 1975, vous retournez à Londres et, cette fois, comme conseiller culturel. Vous vous acheminerez doucement vers vos futures fonctions. En 1979, vous êtes nommé directeur du théâtre. Annapolis, vous aviez déjà manifesté votre goût pour le théâtre en assurant la critique théâtrale dans l'hebdomadaire *Le Point*. En 1985, vous êtes nommé consul général à Florence. Et, enfin, en 1987, vous êtes nommé au poste que vous occupez aujourd'hui: directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay, le plus beau poste de toute l'administration française.

## Une forêt de masques

EN 1971, vous avez obtenu le prix Renaudot pour votre roman *Le Sac du Palais d'été*. Ici permettez-moi une confidence. Au moment où notre cher secrétaire perpétuel m'a téléphoné pour me faire part de votre désir d'être reçu par moi sous cette Coupole, je relisais pour la troisième ou quatrième fois le roman de Victor Segalen.

len René Leys. Vous avouerez qu'André Breton aurait vu là un de ces interstices qui lui étaient si chers. En effet, vous citez de nombreux passages de René Leys dans votre livre, et Victor Segalen lui-même est un de vos personnages ainsi que son petit-fils. Vous avez bien raison d'honorer ainsi Segalen, qui est de nos plus grands poètes.

Votre roman, qui est un grand succès, brasse une fresque de la Chine à l'époque de la révolution culturelle et de l'affrontement de deux mondes, affrontement qui se continue aujourd'hui sous des formes plus subtiles. Parmi les Européens présents à Pékin, il y a un Français, Simon Anglade. Un autre personnage, le Hollandais Otrich, lui dit: «Vous êtes un esthète aux mains nues et au cœur trop large, mon vieux.» Il y a en vous un peu de ce Simon. Je vous le dis tout de suite, je ne m'arrêterai pas là et vous retrouverai derrière d'autres masques, dans la forêt de masques qu'est votre œuvre si abondante et si variée.

Je n'entreprendrai pas d'analyser ni même de résumer vos romans qui se succèdent sans se ressembler, comme les vagues de la mer. Votre œuvre n'est pas un ghetto mais un vivier. Vos personnages sont si nombreux qu'on se perd dans cette foule. Dans la vie, je préfère les femmes aux hommes, dans vos romans aussi. Je crois, d'ailleurs, que vous penserez comme moi.

Une Lamiel qui se veut un Rastignac

À U premier rang, je mettrai cette Annette dont vous avez accouché en juillet 1988 et qui vous ressemble, elle aussi. En dépit de votre extérieur résolument viril, Annette, cette jeune fille native, elle aussi, d'Angoulême, c'est vous, monsieur. Comme elle, vous êtes une Lamiel qui se veut un Rastignac. La philosophie, si j'ose dire, de votre double est simple. Elle se résume en trois choses: la première est que, dans un monde où les hommes sont des sélamés quand ils ne sont pas des imbéciles, il faut être sans pitié avec les uns comme avec les autres. La deuxième est que la vraie passion est un sentiment très rare mais qu'on ne vit vraiment qu'après l'avoir connue. La troisième est que tout est dans les livres et qu'il suffit de savoir lire pour comprendre le reste. Elle veut être un Rastignac qui écrit. Comme vous. Mais en vous il n'y a pas qu'un Rastignac, il y a aussi un Rubempré.

Lamiel est tout de même la plus forte et vous tire du côté de son père, ce Stendhal qui, je pense, vous fascine par sa manière inégalable d'allier la passion et la désinvolture.

«Une même aventure où seuls comptent en fin de compte les gestes de l'amour et ceux de la plume sur la feuille blanche.» Cette phrase de vous vous résume assez bien. Il ne s'agit plus d'Annette mais, cette fois, d'Annette, ancienne comédienne qui, après tout, n'est peut-être qu'un mythe et qui donne au narrateur un spectacle varié et permanent. Pour vous, je crois, et je ne vous contredirai pas sur ce point, la femme est la part de rêve de l'homme. Vous êtes de ces hommes clairvoyants qui savent que la femme est plus proche que l'homme du mystère du monde et que son intelligence qui sent la forêt est supérieure à la lourde raison raisonneuse du mâle. Vos femmes, comme dans la réalité, sont autrement subtiles que leurs partenaires masculins, qui, dans vos romans, poussent parfois un peu loin à la fois la suffisance et la belaudrerie.

Beaucoup de vos personnages illustrent à merveille le genre qu'on appelle le roman picaresque, que l'on confond souvent avec le banal roman d'aventures. Un grand spécialiste de la littérature espagnole nous explique que le *picaresque* est un coquin qui a le sens épique. *Son rire, dit-il, résonnera à travers les âges avec un accent particulier qui n'exprimera souvent que la fantaisie outrancière du désespoir.*

Beaucoup de vos héros sont des picaresques, qu'il s'agisse de la réincarnation du chevalier de La Barre, du Jean-René Pallas des *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de ce siècle*, du Richard Malherbe de *Cordélia ou l'Angleterre*, de beaucoup d'autres encore. Ils se jettent sur les femmes avec avidité, ne font rien pour les comprendre, s'étonnent d'être quittés et recommencent. C'est le mouvement pour le mouvement. Comme le dit l'un d'entre eux, «il faut savoir aller jusqu'au bout de sa chute». Pourquoi? Parce qu'après «on plane, on survole» en attendant, ajoutera-t-il, la chute définitive.

Il y a chez eux, ils le reconnaissent avec lucidité, une dialectique de l'échec. Votre dernier livre a comme sous-titre *l'Éducation sentimentale*. En fait, presque tous vos livres pourraient s'appeler «une éducation sentimentale manquée».

هكذا من الأصل



# LA RÉCEPTION DE M. PIERRE-JEAN REMY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

## de M. Jacques de Bourbon Busset

Il y a chez vos héros quelque chose de constamment inachevé qui contribue à leur charme. On se prend à aimer ces agités qui ne peuvent rester en place. Le plus agité de tous est votre *Don Juan*. Vous, vous allez de livre en livre, pour notre plaisir. A la fin de votre roman *Réver la vie*, vous dites que, comme nous tous, vous voudriez écrire deux lignes, deux phrases, deux mots, qui suffiraient, qui seraient essentiels. Et vous vous retrouvez avec un manuscrit de 637 pages. Je ne m'en plaindrai pas.

### Des villes

Et puis il y a les villes, les paysages. Nul, mieux que vous, ne pratique le culte des lieux. Pékin, Oran, New-York, Londres, Florence, ne sont pas pour vous des points sur la carte, ni même d'agréables résidences, ce sont des villes où vous êtes plongés. Vous êtes, monsieur, un des grands maîtres de l'érotisme urbain. Comme Léon-Paul Fargue, le piéton de Paris, vous savez respirer, caresser, étendre les cités. D'ailleurs, votre unique recueil de poèmes s'intitule *Urbanisme*. Vous avez beaucoup vécu à Londres et vous en êtes amoureux. C'est pour vous une vieille maîtresse avec laquelle vous ne rompez jamais tout à fait. Je n'en veux pour preuve que ce passage de *Cordelia ou l'Angleterre*, où vous parlez ainsi de Londres et de ses environs :

*« Il y avait Londres et ses jardins, ses rangées de maisons blanches aux peintures luisantes de vieux rose et de violets écaillés dans le soleil couchant. Plus loin, c'étaient des campagnes, des maisons construites dans des parcs dessinés par des peintres avec ces troupeaux de biches qui s'égaillaient à notre approche. Des pubs, des villages qu'on retrouve inchangés cent ans après et des tours de béton et de verre au cœur des petites villes où sonnent encore, sonnent les cloches des longues cathédrales aux voûtes jaunes sur des gazons verts. Et dans chaque part, chaque maison, chaque pub, il y avait ces hommes et ces femmes dont le temps d'un amour, Richard Muller, avait cru sentir les raisons, les amours. »*

Pour ce Richard Muller, comme pour vous sans doute, monsieur, le plus grand bonheur est de traverser Hyde Park à grandes enjambées sous une pluie anglaise, c'est-à-dire diabolique. Décors, à travers une telle pluie, j'apercevrai la mystérieuse et touchante Cordelia.

Et comme vous parlez bien de Glynedourne et de son festival, de ses couleurs, « des dames âgées et des jeunes filles très jeunes qui se promènent dans les allées, à l'entracte, au bras de longs messieurs » !

C'est l'Angleterre qui vous a inspiré votre livre le plus court, la *Vie d'Adrian Putney*, poète. Dans ce récit étrange un jeune professeur, un peu paillard, croit reconnaître dans une clocharde l'ancienne maîtresse adorée du poète disparu dont il s'efforce de retracer la biographie, et il la recueille chez lui. Vous montrez avec force les pouvoirs de l'imaginaire et la manière dont la mémoire, le désir et le réel s'entrelacent et fabriquent des monstres souvent délicieux. On ne sait plus si cette vieille femme muette et négligée, au si beau regard où « se lit tout le repos du monde », a été la Dorothy adulte du poète, ou une prostituée utilisée par les revues pornographiques, ou une grande dame de l'aristocratie au destin mystérieux. Il ne s'agit pas d'une enquête policière mais d'une descente dans l'inconscient du jeune professeur Richard, « un amoureux qui croyait que quelque part au bout des chemins se trouvait une parcelle de vérité qui éclaircirait rétrospectivement sa propre vie comme celle du poète et leur donnerait alors un sens ». La fin du livre ne nous donne pas le mot de l'énigme, mais nous ressentons en même temps que le héros son excitation, son exaltation à l'idée que cette présence sous son toit est le signe d'un changement bouleversant : il est sorti du drame de la solitude.

### Le sinistre plaisir sans amour

La plupart de vos personnages sont des solitaires qui se débattent contre cette solitude imposée, choisie, ou, plus souvent encore, déterminée par l'incohérence de leurs caprices. Ils auraient dû lire ce magnifique passage des *Cahiers* de notre confrère Paul Valéry : « Une seule chose dans ce monde peut compter pour l'âme non vile. C'est de se convaincre qu'elle n'est point seule et qu'elle peut véritablement échanger ce qu'elle a de plus précieux contre le plus précieux qui est dans une autre. »

A certains de vos héros, il manque

l'essentiel, l'audace d'aimer la sagesse de l'amour fou et l'invincible logique de la gratuité. Le diamant de la transparence ne brille pas à leurs yeux. Ils ne vivent pas l'absolu au quotidien et ignorent le bonheur de la continuité, de la cohérence dans le temps, ce que j'appelle l'esprit de la forêt, car les arbres sont nos maîtres, ils nous enseignent la patience du temps. Ce qu'à parfois de sinistre le plaisir sans amour, vous mettez à le décrire un acharnement extrême. C'est que vous savez que ce qui fait vieux jeu, ce n'est pas le sens de l'homme, ce n'est pas l'honneur de la passion, c'est le taxisme, c'est le laisser-aller.

Chez vos personnages, la frénésie du désir est suivie par l'amerume de la déception, qui est sans doute la prise de conscience d'une certaine impuissance sentimentale. Beaucoup de vos héros ne cessent de se poser cette question et, quand ils ne se la posent pas, leurs partenaires la leur posent. Il y a chez eux, comme le dit M. Liu dans *Une mort sale*, « cette humidité satisfait et qui se veut, se croit d'autant plus généreuse qu'elle est plus désespérée ». M. Liu, qui est Chinois, parle là des Occidentaux. Sa remarque va loin et peut paraître à certains égards dangereusement prophétique. Adressée au héros du livre, elle souligne l'inutilité d'un humanisme purement verbal dilué dans un profond scepticisme.

Mais vous, monsieur, vous aimez trop la vie pour être sceptique, vous avez la passion de la vie comme vous avez la passion de l'écriture.

### Fascination de l'opéra

Vos curiosités sont aussi innombrables que vos personnages, y figure en premier lieu, je crois, l'opéra. Le monde du spectacle exerce sur vous une fascination indéniable. Vous êtes d'ailleurs avant tout un metteur en scène. Vous êtes monté à Paris. Les Parisiens de naissance, eux, c'est en province qu'ils ont l'impression d'être dans la réalité. Votre prédilection pour l'opéra se retrouve dans beaucoup de vos romans et vous a conduit à écrire un livre sur l'admirable Maria Callas, dont vous dites très bien : « Pour être la première chanteuse, la première tragédienne de son temps, elle s'est abandonnée à un destin qu'elle s'était choisi tout au long de sa vie désignée. »

A votre roman sur la *Tétralogie*, vous avez donné comme titre *Salut pour moi le monde* : la phrase prononcée par Ysolde après avoir bu le philtre qu'elle croyait mortel. Les amours de vos personnages s'entrelacent avec celles des héros de Wagner, et c'est dans ce livre que vous échappez une de vos phrases les plus révélatrices : « Peut-être qu'après tout écrire, c'est pour moi la seule manière de vivre ce que je n'ose pas vivre autrement. » Est-ce cela le secret de votre fécondité ? Quel qu'il soit, dans ce livre, qui se déroule à Bayreuth, vous tirez admirablement parti de ce que vous appelez vous-même « le thème le plus beau, peut-être de toute la *Tétralogie*, la rédemption par l'amour », thème qui est aussi celui de la foi chrétienne.

Bayreuth est un lieu qui vous inspire, mais, parmi vos lieux de prédilection, il en est un sur lequel vous n'avez pas beaucoup écrit, bien qu'il vous tienne particulièrement à cœur, c'est le Luberon, une des plus belles régions de la France et du monde. C'est là que vous prenez le recul nécessaire vis-à-vis du reste de la planète. Mes voisins et amis de haute Provence, Jean Giono et Henri Bosco, étaient tous deux des fanatiques du Luberon et y ont puisé une partie de leur inspiration. Le Luberon, c'est à la fois la Grèce et la Toscane, la lumière implacable et les traces sur le sol du long travail des hommes. Nulle part, la nature et l'homme ne sont mieux accordés qu'aux environs de Gordes et d'Oppède.

Vous n'aimez pas que les paysages. Vous aimez les livres, non pas seulement les vôtres, mais aussi ceux des autres, ce qui n'est pas si fréquent chez les écrivains. Vous poussez cet amour des livres jusqu'à la passion du bibliophile. Vous avez une collection exceptionnelle de livres du dix-huitième siècle. J'imagine que votre bibliothèque doit comporter un enfer. Le catholique que vous êtes, je pense, des rapports discrets mais sans complexe avec le péché. Je ne vous crois pas théologien. Vous devez préférer les rites et les belles cérémonies aux spéculations abstraites. Vous êtes sans doute de ceux que les survivances paternelles dans le christianisme n'effraient pas et même réjouissent.

### Emprise de Georges Bataille

Vous dites vous-même n'avoir pas la tête philosophique. Ceux qui s'expriment ainsi ne sont pas les moins philosophiques. Certes, vous

n'êtes pas un idéologue comme votre prédécesseur Derrida de Tracy. Je décèle chez vous l'influence d'un grand philosophe, au surplus grand écrivain : Georges Bataille. Cet homme a une réputation sulfureuse, qui n'est pas imméritée et qui vous a peut-être séduit. Mais il est bien plus que cela. Il est celui, dans l'équipe et l'équipée surréalistes, qui est allé le plus loin, le plus profond. « Quelque chose, écrit-il, est en nous de passionné, de généreux et de sacré, qui excède les représentations de l'intelligence, c'est par cet excès que nous sommes humains. » Il me semble que presque tous vos personnages sont animés par ce surcroît gratuit, même quand il les mène à des écartes regrettables. Et puis vous avez pu trouver chez Bataille une des meilleures justifications de la mission de l'écrivain. « Si je veux, dit-il, que ma vie ait un sens pour moi, il faut qu'elle en ait pour autrui ; personne n'aurait donné à la vie un sens que lui seul apercevrait, à la vie entière, sauf en lui-même, échapperait. » Vous n'êtes pas de ceux-là. La vie ne vous échappe pas. Vos personnages y plongent, parfois même perdus dans un certain désordre. Cependant, j'ai l'impression que vous-même avez suivi le conseil de ce sur-

service public. Souffrez que je vous en félicite. Je pense, comme vous, qu'il n'y a pas de plus beau métier que de servir l'Etat. Les fonctionnaires, et plus particulièrement les énarques dont vous êtes (à l'époque de mon entrée dans la carrière par le grand concours du Quai, mon ami et confrère Michel Debré n'avait pas encore inventé l'ENA), les énarques, dis-je, ne sont pas très bien vus. C'est naturel, on les jalouse, car on sait qu'ils détiennent le vrai pouvoir, le pouvoir que donne la connaissance des dossiers et qui permet de proposer une solution aux décideurs nominaux, les ministres.

Ce que j'ajouterais, je le puis en toute impunité, c'est qu'à l'égard des hommes politiques notre déférence n'est pas exempte de condescendance et même d'une certaine ironie. Nous sommes fidèles. Le fonctionnaire infidèle se déshonore, il trompe la confiance que son chef a mise en lui, mais la fidélité n'exclut pas la lucidité. Et puis nous sommes conscients, peut-être trop, de représenter la permanence face au changement souhaitable, car les régimes où la stabilité ministérielle est totale sont les régimes totalitaires. C'est-à-dire les plus

sant par l'arabéologie, la médecine, les arts plastiques, le cinéma, la physique, le théâtre, que sais-je encore ? Vous êtes le maître Jacques de la langue française et ce n'est pas une mince besogne. Paul VI se disait superbement le serviteur des serviteurs de Dieu. Eh bien, vous, monsieur, il vous appartient d'être le serviteur des serviteurs de la langue française, de même que l'homme politique, même s'il l'oublie parfois, est le serviteur des serviteurs de la nation.

Les serviteurs de la langue française sont innombrables et répandus sur toute la surface de la planète. Permettez-moi de saluer cette armée qui sert notre langue, professeurs, animateurs, instituteurs, bénévoles de tous âges et de tous milieux, tous dévoués à la cause du français et luttant, dans des conditions souvent difficiles, pour son maintien et son développement. Votre responsabilité est lourde et votre mission exaltante. Je suis sûr que tous ceux qui participent à votre effort et, d'une manière ou une autre, sont sous votre autorité se réjouissent aujourd'hui de votre entrée dans notre compagnie, dont une des raisons d'être est, précisément, la défense et l'illustration de la langue française.

### Pour la francophonie

La langue française n'appartient pas à la France, elle appartient à tous ceux qui la parlent. Cette constatation est à l'origine de la grande idée de la francophonie à laquelle notre compagnie, sous l'impulsion de son secrétaire perpétuel Maurice Druon, s'est profondément attachée. Ce n'est pas par hasard que le ministre délégué à la francophonie est notre confrère Alain Decaux, dont l'action clairvoyante et efficace s'est fait sentir et se fait sentir dans le monde entier. La francophonie n'est pas un combat d'arrière-garde, c'est une percée vers l'avenir.

Dans son émouvant *Que je crois*, notre confrère Léopold Sédar Senghor a consacré une grande partie de son livre à la francophonie dont il est, depuis des années, un militant infatigable. Il étudie les organismes à créer pour que la francophonie, ce projet de civilisation humaine, devienne une réalité structurée. Il insiste sur les vertus majeures du français qui sont, selon lui, « la clarté dans la logique et la nuance dans la précision ». Il a dit à juste titre que c'est dans sa syntaxe que se révèle le génie de la langue française. Et, par syntaxe, il entend « non seulement l'ordre des mots dans la proposition et des propositions dans la phrase mais encore leurs autres relations ». Cette syntaxe, prise dans ce sens large, montre en effet « un esprit de méthode et d'organisation » que peu de langues offrent au même degré.

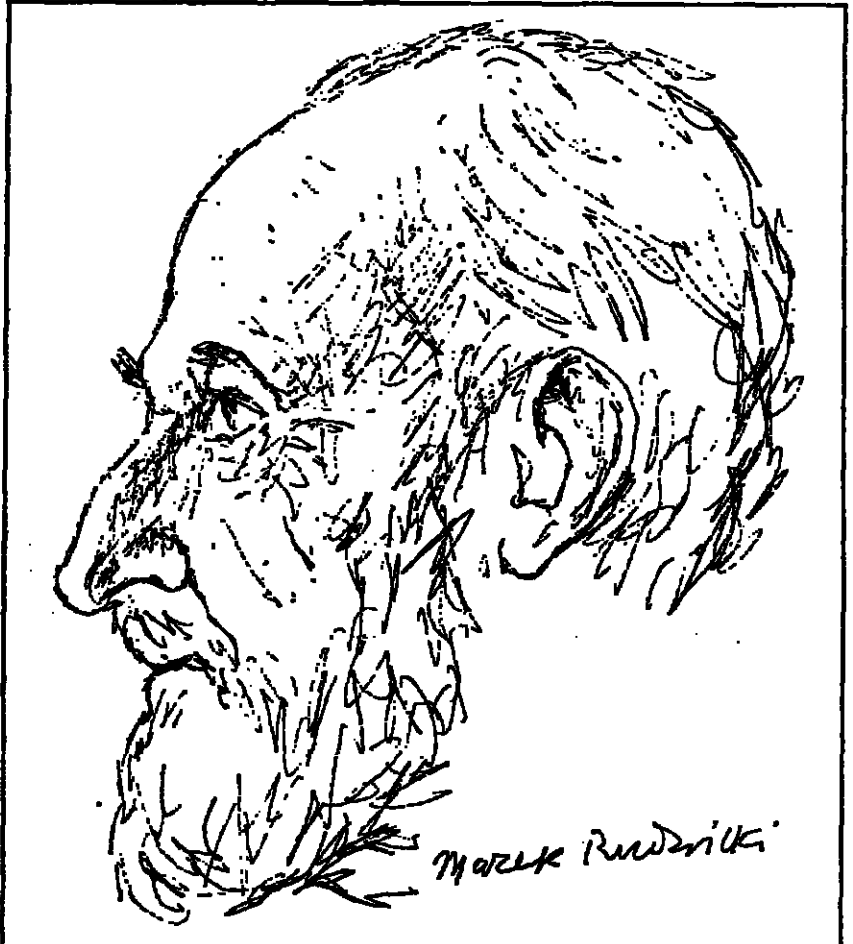
Ces réflexions conduisent à penser que la langue française peut être un instrument privilégié pour faire communiquer des cultures qui sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus jalouses de leur singularité et de plus en plus ombageuses vis-à-vis de la langue de la nation la plus puissante de la planète. Dans une telle perspective, la France devrait être l'espèce où l'on pourrait étudier le plus aisément toutes les cultures. La France ne pourrait-elle être une exposition universelle permanente de toutes les cultures du monde ? L'humanité comprendrait ainsi que la différence distingue mais ne sépare pas. La langue française est bien placée pour servir d'intermédiaire entre les différentes cultures nationales, comme elle a cimenté l'alliance des différentes races qui peuplaient notre pays.

Cela veut dire que l'enseignement de la langue française est la priorité absolue. Qu'on ne s'imagine pas que la culture française peut être véhiculée par d'autres langues ! La structure même de la culture française, c'est la langue française.

### L'esprit français

La langue française est le moyen de communiquer à tous une certaine manière de penser, de sentir et de vivre, ce qu'on appelle l'esprit français. Vous me permettez ici une anecdote. En mai 1945, j'étais sous-directeur à la direction des relations culturelles, j'y avais suggéré à mon directeur, Henri Laugier, de faire publier un livre, intitulé *L'esprit français*, où de grands écrivains français feraient de courtes études sur de grands écrivains français du passé. Henri Laugier approuva l'idée et me conseilla d'en parler à Paul Valéry. Je fus reçu par celui-ci le jour de la victoire, le 8 mai 1945. Dès que je lui exposai mon projet, Valéry s'écria : « Je m'inscris immédiatement pour un *Voltaire* ! » Il mourut, hélas ! un mois après et le projet en resta là.

(Lire la suite page 12.)



Marcel Rudnicki

nant apologiste de l'amour conjugal qu'est Georges Bataille. Écoutons-le : « L'une des valeurs les plus significatives de l'organisation sexuelle tient au souci de faire entrer les désordres de l'étrémité dans un ordre englobant la totalité de la vie humaine. Cet ordre se fonde sur la tendre amitié d'un homme et d'une femme et sur les liens qui les unissent l'un à l'autre à leurs enfants. Et plus loin : « La forme significative de la nécessité du déséquilibre et de l'équilibre alternés est l'amour violent et tendre d'un être pour un autre. La violence de l'amour mène à la tendresse, qui est la forme durable de l'amour. » Vous pardonnez, je l'espère, au modeste défenseur de l'union durable de n'avoir pu résister à la tentation d'embaucher dans la chorale conjugale Bataille, thurifer du marquis de Sade et de Jean Genet.

### Grandeur du service public

BATAILLE pense que l'habitude approfondit ce que l'impétuosité appauvrit. Autrement dit, la répétition n'exclut pas l'intensité, le désordre s'accommode d'un certain ordre. Les rives conduisent le fleuve à la mer. Les rives ne sont pas une brimade, mais une chance. Les rives sauvent le fleuve du marécage, comme l'engagement sauve l'homme de la médiocrité.

De telles idées ne sont pas pour vous déplaire. Vous n'êtes pas un dilettante, un amateur, un oisif cultivé. Vous êtes un homme fortement engagé, engagé dans l'action, engagé dans le service de l'Etat, et vous savez que l'engagement, loin d'être un fardeau, donne de la force, vérité aujourd'hui trop méconnue. Le paysage intellectuel et moral serait entièrement transformé si chacun comprenait ce qu'est l'engagement, c'est-à-dire qu'on se construisait en s'engageant. L'engagement à toute épreuve est le secret de la joie, car l'engagement fort rend fort. Votre engagement, monsieur, pour le service public, est un engagement passionné. Vous avez la passion du

odieux des régimes. J'ai le plus grand respect pour les intérêts privés, mais on ne me fera jamais dire que l'intérêt général n'est que la somme des intérêts particuliers. L'Etat a un rôle nécessaire d'arbitre et il n'y a pas de plus beau métier que d'exercer cet arbitrage et de faire concourir au bien public toutes les forces de la nation.

### Maître Jacques de la langue française

Il se trouve, monsieur, que vous exercez ce rôle là où je l'ai exercé, il y a plus de trente ans. Vous permettez à un vieillard de chercher à se rajouter en évoquant son passé et vous êtes trop bien élevé pour prendre un mauvais parti que je vous entretienne de ce que vous connaissez mieux que moi.

Vous saviez la volupté des hommes du second rang, qui ne se mettent pas en avant, que l'on ne photographie guère, qui s'arrangent même pour ne l'être pas. Nous avons eu, au Quai d'Orsay, deux modèles du genre, les deux secrétaires généraux successifs du ministre Philippe Berthelot, fils de Marcellin Berthelot, un autre de vos prédécesseurs au quarantisme fautif, et Alexis Léger, alias Saint-John Perse, tous deux à l'extrême pointe de l'intelligence et de la culture, tous deux amoureux passionnés de l'autorité invisible et l'exerçant avec une souple détermination. Je pense que vous êtes trop romancier pour vous laisser prendre aux dangereuses blandies du pouvoir occulte. Vous avez besoin de paysages, de rencontres, de surprises. Cela vous protège contre la tentation d'être manieur de ficelles. Vous maniez les ficelles de vos personnages et cela vous suffit.

Et puis, quelle plus belle galerie de personnages que celle que vous donnez vos fonctions ! La planète entière est le jardin où il vous faut implanter et faire fleurir la culture française et, pour cette tâche, vous disposez de toutes les disciplines, de l'astronomie à la danse, en pas-

## LA RÉCEPTION DE M. PIERRE-JEAN REMY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

## La réponse de Jacques de Bourbon Busset

(Suite de la page 11.)

Ce qui, me semble-t-il, distingue l'esprit français, c'est un subtil équilibre entre la tradition et l'innovation, l'enracinement et la liberté, l'organisation et l'invention. L'invention dans les limites d'une organisation, d'une structure, c'est la leçon que nous donnait à la fois Jean Racine et précédemment Paul Valéry, deux des poètes les plus représentatifs de l'esprit français. Il ne faudrait pas conclure, comme on le fait parfois, que l'esprit français, c'est, dans le domaine intellectuel, le jardin à la française, l'ordre impeccable, la stricte discipline. La passion ordonnée ne vient pas ici d'un manque de passion, de je ne sais quelle prudence, elle vient d'un mouvement de la raison qui se dévoue à autre chose qu'elle-même et son propre fonctionnement.

Le dévouement de la raison apparaît comme un paradoxe des plus insolites. Ce dévouement de la raison est pourtant une ardente réalité. La raison qui ne s'engage pas est une belle machine tournant à vide. La raison qui se dévoue à des êtres ou à des œuvres est une raison généreuse. Je crois que cette raison généreuse est le message de l'esprit français. Le philosophe que le monde entier considère comme le plus français, et parfois non sans une certaine nuance d'agacement, je veux dire René Descartes,

considérait la générosité comme la première des vertus, cette générosité qu'il définissait comme « la ferme et constante résolution de ne jamais manquer de volonté pour entreprendre et exécuter ce qu'on juge être le meilleur », c'est-à-dire, en fin de compte, comme la volonté de la volonté.

Mais, pour se dévouer, la raison doit exister et elle n'existe que si elle est vocation à l'universel. C'est pourquoi l'esprit français ne peut s'accommoder de mythologies tribales telles que la lutte des races, la lutte des religions ou la lutte des classes. L'esprit français sait qu'il y a une troisième voie entre le libéralisme de la jungle et la gèlle totalitaire. L'essence de la raison généreuse, c'est la logique du dévouement. La raison n'est pas une déesse, elle est une servante. La servante raison est au travail dans toutes les grandes œuvres, qu'elles soient scientifiques, littéraires, artistiques, économiques ou sociales. L'abnégation de la raison fait sa force. De même que la raison s'accomplit en se dévouant, en s'engageant, la langue française s'accomplit au service des autres cultures, au service de l'universel, au service de la valeur essentielle qui est le respect de l'autre.

## Dumézil, encore

QUI a mieux rempli ce programme que votre illustre prédécesseur, grand écrivain français qui possédait plus de trente langues et autant de cultures ?

Vous avez très bien parlé de Georges

Dumézil, un des plus grands esprits de ce temps et l'un des plus originaux. Comme vous, et peut-être plus encore, il avait beaucoup de curiosités. J'emploie à dessein ce terme. Certains esprits plus administratifs qu'inventifs reprochaient à Georges Dumézil l'étendue de ses curiosités et me reprochaient de les favoriser. Ce sont les curiosités de Georges Dumézil qui lui ont permis d'édifier une œuvre admirée dans le monde entier et qui a contribué grandement au prestige de la pensée française.

Georges Dumézil se disait modestement un comparatiste. Il allait même parfois plus loin dans la modestie. A la fin de ses entretiens avec Didier Éribon, il dit ceci : « A supposer que j'aie totalement tort, mes Indo-Européens seraient, comme les géométries de Riemann et de Lobatchewski, des constructions hors du réel. Ce n'est déjà pas si mal. Il suffirait de me changer de rayon dans les bibliothèques : je passerais dans la rubrique « romans ». Voilà qui vous rapproche encore de votre illustre prédécesseur, dont la désinvolture vis-à-vis de lui-même n'était pas le moindre de ses charmes.

Jusqu'au dernier jour il a montré un enthousiasme et une combativité de jeune homme. Je l'entends encore dire, parlant d'un de ses collègues étrangers : « Il est contre moi, il veut démolir ma tripartition fonctionnelle ». Ses yeux brillants et l'on sentait que ces polémiques l'amusent comme s'il avait vingt ans.

La tripartition fonctionnelle, c'est la triade de Platon : la tête, le cœur et le ventre. Vous la retrouverez ici.

Dumézil l'a dit lui-même, « pour vivre et durer, toute une société a besoin de réflexion, de force et de durée ou, en d'autres termes, d'être capable de décider dans les questions divines et humaines qui se posent à elles, de se défendre efficacement et enfin de produire sa nourriture et sa prospérité ». Eh bien, monsieur, la réflexion, nous nous y efforçons et nous faisons de notre mieux, dans la mesure de nos moyens. La force, nous ne l'avons pas. Notre âge moyen nous en prive. Le maréchal Lyautey, qui fut des nôtres, disait qu'il fallait étaler la force pour ne pas avoir à s'en servir. C'est ce que nous faisons : vous avez vu ces uniformes, ces sabres, vous avez entendu rouler ces tambours. Tout cela est gracieusement mis à notre disposition pour honorer ceux que nous accueillons. La durée, enfin, c'est un peu notre affaire. Nous existons depuis plus de trois cent cinquante ans. Et nous pensons, la physique moderne nous l'enseigne, qu'il existe un pouvoir créateur du temps, un temps créateur. Nous comptons sur lui pour vivre encore au moins trois cent cinquante ans et plus encore, sous une forme qui sera peut-être alors intergalactique.

## Combat pour la langue

EN attendant, voici entré dans le cercle d'amis que nous sommes. Oui, c'est l'amitié qui fait notre force, non une banale considération réciproque, mais une amitié véri-

table, fondée sur la confiance mutuelle et sur la conscience de notre tâche au service de la langue française et donc de ce que la France possède de plus spécifique, de plus enraciné, de plus intime, le suc du sol, comme dit le grand philosophe Emmanuel Levinas. A vous de nous aider dans cette mission. L'Académie française est beaucoup plus que la somme des mérites de ses membres. Elle donne l'image d'une tradition vivante et chacun de nous se sent responsable de cette image. Cette responsabilité pèse désormais aussi sur vos épaules et nous savons qu'elles sont assez larges pour la supporter.

Vous êtes déjà le commis-voyageur de la langue et de la culture française. Vous êtes désormais notre compagnon. Quand vous serez en France, et vos fonctions sont parisiennes autant que mondiales, vous assisterez à nos séances, vous contribuerez aux travaux du dictionnaire, vous aurez sans doute à faire, une année, le discours traditionnel sur la vertu, c'est-à-dire sur tout ce qui vous viendra à l'esprit, et ce sera pour vos auditeurs une aubaine, car votre esprit est ouvert et vif à l'extrême. Vous nous aiderez puissamment sur le front de la francophonie. Vous serez l'unité la plus exposée, la mieux armée aussi. Et nous vous applaudirons affectueusement quand vous reviendrez parmi nous, ceint des lauriers de la victoire. Vous mettez votre point d'honneur à combattre pour la langue de notre patrie. Nous savons que vous êtes de ceux pour qui l'honneur est la moindre des choses, et qui vivent d'un même cœur la passion de l'honneur et l'honneur de la passion.

## Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 10.)

Ce sera, dès lors — seconde étape autour de 1938 — la révélation d'un système désormais complet, où les trois dieux, Jupiter, Mars et Quirinus retrouvent pleinement leurs frères germains ou indo-iraniens à tous les points cardinaux de l'univers indo-européen.

L'article de la *Revue d'histoire des religions* ne fait qu'une trentaine de pages : pendant vingt ans, Georges Dumézil s'en servira pour « faire de la matière ». Des *Mythes et des dieux des Germains* de 1939, au *Mitra-Varuna* de 1940, et aux quatre *Jupiter-Mars-Quirinus* qui s'échelonnent de 1941 à 1948, il achève de mettre en place son système en précisant tour à tour d'abord chaque des grands paysages de son champ d'investigation.

A partir de 1968, quand tous les éléments en existaient, foisonnants, mais éparés, il entreprend la vaste tâche d'exposition qui constitue le troisième volet exemplaire de l'histoire d'une pensée. A soixante-dix ans, délié des obligations du voyage et de l'enquête, qui étaient la chair vivante dont il nourrissait son esprit, il va donc tout remettre à plat en concevant une gigantesque construction qui consiste à revenir une dernière fois sur les traces qu'il a laissées et à en dresser un immense tableau — je dirai : un monument — qui, sous forme d'une synthèse globale, l'amènera, en fermant la rue Notre-Dame-des-Champs, derrière la muraille de livres qui l'encerclait de partout, à pratiquer de nouvelles brèches, à découvrir de nouvelles ouvertures, partant des voies nouvelles et de fulgurantes échappées entre les pages déjà dites, au-delà des mots déjà si longuement médités.

## Un système global

TELLE fut, mais c'est peut-être seulement une vision de romancier, la méthode d'un Georges Dumézil aux prises avec un système qu'il parvint à si totalement maîtriser. A ce point d'une démonstration aussi sommaire que hâtive, je veux insister, messieurs, sur ce caractère total d'une pensée à laquelle rien ne doit échapper dans le champ qu'elle s'est défini.

Georges Dumézil n'a cherché à leurrer personne. A ceux de ses amis qui avançaient l'idée qu'il existe des règles universelles et des structures universellement identiques de fonctionnement de l'esprit humain, ou des archétypes de l'inconscient, il répondait qu'il se bornait, lui, à simplement constater des systèmes qu'on retrouvait semblables au sein d'un même et unique groupe, qui était cette population, mythique mais bien réelle, venue d'on ne sait où, quel que part aux confins de l'Europe et de l'Asie, avec sa langue, ses dieux et ses légendes. Il n'entendait nullement — je cite ici son *Héritage indo-européen à Rome* — « ressusciter l'état religieux, politique ou social des Indo-Européens indus et, ce faisant, satisfaire ainsi un

goût d'exotisme dans le temps, mais donner les moyens de se représenter, sur cinq cents, mille ou deux mille ans suivant les cas, une partie de la préhistoire des civilisations indo-iraniennes, italiennes, germaniques, etc., historiquement connues ».

Dans ce cadre étroitement défini — mais si largement aussi — on perçoit entre les lignes l'immense appel d'air venu de tous les horizons de notre héritage. Il s'agit dès lors — je cite le même petit ouvrage de 1948 — de « tendre sous les yeux, à la fois, solidement parce qu'ils sont solidaires, ces cinq secteurs : concepts, mythes, rites, division sociale, sacerdoce ». En cinq termes, ce que Georges Dumézil définissait ainsi, c'est tout simplement une civilisation.

C'est donc ce système global, total, qu'il appliquera avec une sorte de jubilation qu'il se fera une obligation d'aborder, comme à leur plus infime manifestation, toutes les infimes manifestations entre lesquelles il semblait s'amuser à faire jouer toutes les manœuvres de ce qui devient une langue et une poésie.

Témoins de cette culture immense, les trois beaux volumes de *Mythe et épique* ou la réédition de la *Religion romaine archaïque*, qui mettent à plat le formidable tableau d'un savoir acquis pendant plus de soixante ans, déliés des obligations du voyage et de l'enquête, qui étaient la chair vivante dont il nourrissait son esprit, il va donc tout remettre à plat en concevant une gigantesque construction qui consiste à revenir une dernière fois sur les traces qu'il a laissées et à en dresser un immense tableau — je dirai : un monument — qui, sous forme d'une synthèse globale, l'amènera, en fermant la rue Notre-Dame-des-Champs, derrière la muraille de livres qui l'encerclait de partout, à pratiquer de nouvelles brèches, à découvrir de nouvelles ouvertures, partant des voies nouvelles et de fulgurantes échappées entre les pages déjà dites, au-delà des mots déjà si longuement médités.

## Nostradamus

J'AI dit jubilation, et c'est bien de jubilation qu'il s'agit, quand, parvenu tout au bout du chemin, Georges Dumézil peut se rendre compte que l'extraordinaire machine, ce mécanisme de haute précision qu'il a inventé, en arrive à pouvoir fonctionner tout seul ; je veux dire sur n'importe quel sujet, mais avec la même rigoureuse, inaltérable précision. Tel est l'enjeu de l'aventure dernière publiée de son vivant. Je veux parler de ce livre qu'il a qualifié lui-même de « sottie », où le savoir le plus grand débouche soudain sur le rire le plus pur. « *Le moine noir en gris dedans Varennes* » est, vous le savez, l'analyse poussée jusqu'à l'absurde, c'est-à-dire jusqu'à la plus extrême de ses possibilités, du quatrain de Nostradamus qui prédit la fuite de Louis XVI à Varennes, son arrestation, son emprisonnement et son exécution. Nous sommes là aussi éloignés des chers Indo-Européens de Dumézil que de ses amis les Oubykhs, et pourtant, sur quatre vers qui constituent un poème si inspiré, si moderne et si bellement articulé que je ne peux résister au plaisir de vous le redire :

De muet viendra par la forêt de Reines,  
Deux pars vaultorte Herne la pierre blanche

« *Le moine noir en gris dedans Varennes*,  
Esleu cap cause tempeste, feu sang tranche.

Sur ce quatrain énigmatique, donc, un vieux monsieur de quatre-vingt-six ans a imaginé un dialogue défilant de drôlerie et d'impertinence sérieuse entre quatre messieurs graves et savants. Ainsi, c'est la fiction elle-même — romancier, j'oserai dire le roman — qui vient à la rescousse de la théorie sous la forme d'un dialogue que n'aurait désavoué ni Valéry ni Claudel, qui faisait converger sur Wagner et sur Dieu des automobilistes en panne dans le Loir-et-Cher. Ici, nos quatre personnages tournent et retournent les quatre vers de Nostradamus, en épuisent tous les sens et en font si bien « de la matière » qu'ils retombent sur Rome et les flammes majeures pour en éclaircir enfin la signification et prouver, par Numa Pompilius interposé, que Nostradamus a bel et bien annoncé au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle les événements de 1791. Le raisonnement est si superbe que les cent pirotectes du dialogue deviennent les entrechats nécessaires d'un ballet où l'intelligence le dispute à l'humour sous le signe inépuisable d'un savoir universel.

Et nous n'avons d'ailleurs pas le temps de reprendre notre souffle que Georges Dumézil remonte encore vingt siècles en quelques pages, pour nous offrir *in fine* sa somptueuse version à la fin des derniers mots de Socrate à la fin du *Phédon* : « Criton, où Esculape nous sommes redevenus d'un cog. » Avant que le coq chante, Georges Dumézil a tout deviné.

Ainsi, derrière la pensée toujours en mouvement qu'on a vue naître et s'enrichir à travers tant de pages et tous ces livres accumulés en un superbe ordonnancement, apparaît le sourire de l'homme Georges Dumézil. Je l'ai dit, je ne l'ai rencontré qu'une seule fois. C'était chez lui, dans cet appartement en proue sur la rue Notre-Dame-des-Champs, dans ce désordre fabuleux de livres posés sur des livres, de planches en équilibre jouant sous le poids d'autres livres, devant cette table de travail comme dévorée elle-même par les livres qui l'envahissent de toutes parts, maladie magistrale du savoir à l'assaut des objets de tous les jours qui n'en sont que l'instrument banal et nécessaire. Et moi, le romancier un peu diplomate, le diplomate un peu romancier qui osait lui rendre cette visite, je me sentais comme un personnage parfaitement incongru. Un Pierrot de comédie avec ses petites angousses, égaré au milieu d'un autre théâtre où l'on aurait donné une pièce à laquelle il sentait avec une redoutable clairvoyance qu'il n'appartenait pas. J'ai pourtant retenu de cette brève visite la vision d'un homme d'une immense bonté qui faisait l'effort de tenter de comprendre jusqu'aux silences embarrassés d'un solliciteur qui se sentait désespérément importun.

Plus tard, j'ai rencontré des hommes et des femmes qui m'ont redit cette volonté qu'il avait de comprendre un interlocuteur, alors même que les préoccupations de celui-ci paraissent se situer à des années-lumière de ce qu'on croyait être les siennes. Son fils, le docteur Claude Dumézil, ne m'a-t-il pas écrit que si son père « lisait peu de romans — ce sont ses mots — et ne s'était jamais autorisé à en écrire, on sait peu

qu'il a eu, lui aussi, avant guerre, dans la mouvance pétilante du jeune Roger Caillois, la tentation de s'essayer au genre littéraire policier ».

Et puis la télévision est venue, bien tard, pour révéler à ce qu'on peut appeler le grand public la figure de Georges Dumézil. Et ce public, à son tour, l'a découvert derrière sa table de bois et les montagnes branlantes de ses livres qui sont devenues pour tous la métaphore de son savoir, lui si bien assuré ; mais ce même public a découvert en même temps, au détour des questions du faire-valoir qui l'interrogeait, la bonté de ce regard, l'humour de ce sourire.

## Maître à penser

LORSQUE je me suis lancé dans la redoutable et exaltante entreprise que j'ai consisté à lire, en quelques mois, l'œuvre des guillemets — tout Dumézil — on presque, pour tenter d'en parler cet après-midi devant vous, c'est le souvenir de ce sourire qui m'a d'abord encouragé, effaré que j'étais par les milliers de pages qui s'annonçaient devant moi. Car d'instinct, j'étais, tout juste bon, je vous l'ai dit, à écrire des romans, cela faisait plus de trente ans que j'avais oublié de penser. Pis : je ne savais plus ce que c'était que penser.

J'ai donc abordé l'œuvre de Georges Dumézil pas à pas : très vite, pourtant et après quelques livres, tout m'a paru clair. J'avais compris, je crois, et la recherche, et la méthode : le reste coulait de source. Le plus aisément du monde, les lignes de force de sa pensée se sont dégagées, ses appendices, ses ramifications : une fois de plus, Georges Dumézil s'était montré un maître hors pair, mais, cette fois, c'était à moi qu'il s'adressait. A moi qui ne savais plus penser, il a réappris à la faire. La délectation qu'il éprouvait à suivre une idée jusque dans ses prolongements les plus inattendus, je l'ai ressentie à mon tour. Et c'est ainsi que son *Moine noir en gris* a fini par m'apparaître comme le livre le plus drôle que j'ai lu depuis bien longtemps, car il n'était plus un élément du puzzle qui ne me fût familier, ni un clin d'œil à son système auquel je ne pusse répondre à mon tour.

L'été dernier, j'ai passé huit jours à Bayreuth, où on donnait une nouvelle mise en scène de *l'Anneau du Nibelung*. Wotan et Donner, Froh, Fies, les dieux de l'*Opéra du Rhin* qui m'étaient depuis longtemps des amis, ne sont apparus sous un autre costume. Wotan, c'était le borgne, et Donner le manchot dont Dumézil a raconté les aventures ; quant à Froh et à Fies, la déesse aux poèmes de jeunesse, je les ai reconnus sous le masque dont Wagner les a affublés : à travers le temps et l'espace, transportés sur la verte colline du Festpielhaus, c'étaient les jumeaux Agvins de la légende indienne.

Et soudain, lorsque les géants Fasolt et Fafner entraînent Fies, leur prisonnière, le chant de désespoir de Froh, le personnage le plus ingrat peut-être de la mythologie wagnérienne, m'a rempli d'une émotion nouvelle, parce qu'au-delà des mythes védiques passés au tamis réducteur d'un conte des bords du Rhin, ce sont les derniers des cinq frères Pandava qui me sont apparus, Nakula et Sahadeva, beaux et intelligents, à qui

l'épée est attribuée comme arme : cette épée, c'est celle de Siegfried, bien sûr, déviée dans les notes ultimes du prologue, admirable thème de sept notes glorieuses qui retentit quand les dieux s'avancent vers le Walhalla sur l'arociel que Froh, lui précisément, a lancé entre terre et ciel.

Ainsi, jusque dans les désordres poétiques de la thématique wagnérienne, me suis-je pu à retrouver à mon tour les signes dont Georges Dumézil a baigné sa pensée. Romancier pris au piège de la pensée d'un autre, je faisais même sa méthode pour mieux m'y enfoncer.

## Diplomate et romancier

PARLANT de Stendhal, j'ai dit au commencement de ce remerciement qu'au-delà des *Chartreuse* et des *Amance*, sa vie fut son vrai chef-d'œuvre. Je voudrais pouvoir énoncer avec la même aisance qu'au-delà de la théorie des trois fonctions, des lourds volumes de *Mythe et épique*, de tous ceux qui les ont précédés et de ceux qui les ont suivis, c'est la pensée en action de celui qui les a tirés de la double nuit de l'espace et de l'histoire qui est son vrai chef-d'œuvre. Non pas, dès lors, la vie d'un homme, ou son œuvre, mais la démarche, l'itinéraire : l'intuition, la révélation puis l'exposition qui ont conduit de l'un à l'autre. Je voudrais pouvoir affirmer ce qui me semble une vérité aveuglante — mais qui suis-je, après six mois seulement d'intimité peut-être trop fertile avec la pensée de Georges Dumézil, pour oser avancer une telle hypothèse ?

Je la poserais donc seulement devant vous, messieurs. Et je retournerai à mes romans et à ma diplomatie. Pendant six mois, grâce à Georges Dumézil, je me suis senti un peu meilleur, ce qui est déjà difficile ; un peu plus intelligent, ce qui est beaucoup plus difficile. La dernière page n'est pas tournée. Quoique j'aie pu en dire, il me reste bien des volumes de Georges Dumézil à lire, tant de chemins encore à explorer. Pour le reste, je continuerai à écrire des romans, puis-que c'est peut-être encore cela que je réussis le moins mal, et je continuerai mon métier de diplomate, car, hormis celui de la littérature, le service de l'Etat est, au fond, le seul que je respecte et le seul pour lequel je pense être né.

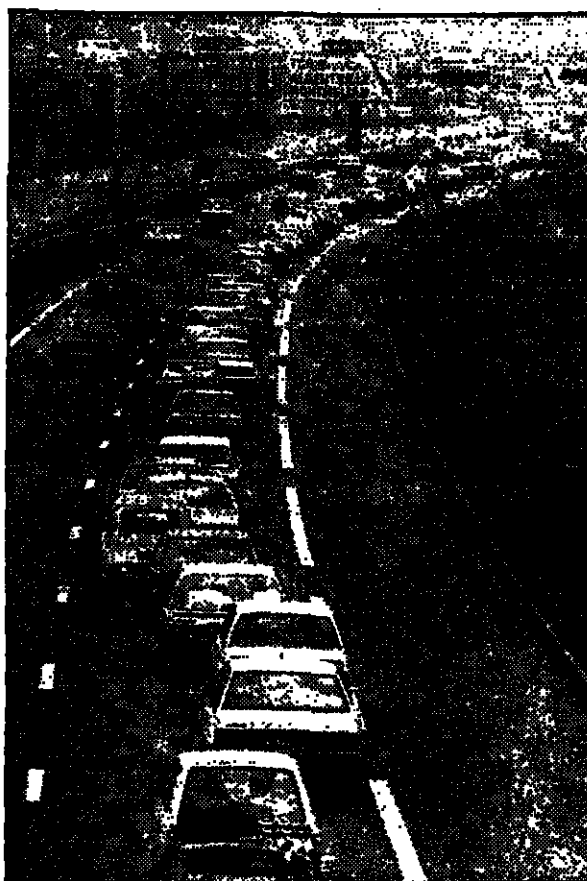
Mais je demeurerai fidèle aux engagements qui étaient ceux du solliciteur auquel vous avez bien voulu, en juin dernier, accorder vos suffrages. J'ai trop de visages encore dans la tête, d'histoires, de paysages — et le défi que Stendhal nous a lancé d'écrire à perte de vue, de vie et jusqu'au dernier souffle — pour ne pas écrire encore, fût-ce un peu trop et en dépit des règles de la bienséance en matière de littérature qui préconisent l'économie des moyens, la rarefaction de la production, l'enfance dans la douleur et la culture officieuse des amitiés nécessaires à la bonne tenue des livres de comptes.

Simplement, parce qu'appelé à siéger parmi ceux que Destut de Tracy appelait « les hommes les plus distingués par leurs talents et leurs lumières », peut-être vais-je avoir envie de mieux mériter l'honneur que vous m'avez fait. Ainsi tenterai-je, simplement, d'écrire des romans un peu meilleurs, et de servir un peu mieux l'Etat que je me suis donné pour maître.

هكذا من الأصل



# 320 000 LITS EN 1995 ? Les encombrements de la Tarentaise



Stations avant les stations

La vallée olympique de la Tarentaise sort sans trop de dommages d'un hiver peu enneigé sur les massifs montagneux européens. L'altitude élevée de ses stations et l'absence de domaines skiables, parmi les plus grands et les mieux équipés du monde, furent des atouts déterminants pour attirer une clientèle française, qui boude depuis trois ans les pentes de ses massifs ou réduit la durée de ses séjours à la montagne (1).

Si de nombreux villages d'altitude s'apprêtent à connaître des années difficiles sur le plan financier, qui les contraindront nécessairement à retarder ou à annuler des programmes nouveaux d'équipements immobiliers ou en remontées mécaniques, les communes de la Tarentaise, occupées à la préparation des Jeux olympiques d'Albertville de 1992, regrettent de projets.

La Tarentaise a ainsi retrouvé depuis trois ans le même rythme de développement immobilier qu'au cours des années 70, période pendant laquelle courut le « plan neige » (1970-1975) qui permit notamment l'essor de nouvelles stations comme La Plagne, Tignes, Les Arcs, Les Menuires, Val-Thorens.

Equipée de plus de 250 000 lits, la vallée olympique a engrangé, par l'intermédiaire de la commission spécialisée des Unités touristiques nouvelles (UTN), qui siège à Lyon, des autorisations portant sur la mise en place de 61 000 lits nouveaux. Au rythme actuel de consommation annuelle de ces autorisations, qui approche les 15 000 lits, la Tarentaise pourrait offrir 320 000 lits à l'horizon de 1995. L'apogée exceptionnelle de cette vallée pour le ski, qui n'a, d'autre part, consommé qu'une partie seulement - 56 % - de l'espace disponible pour la pratique de ce sport, en fait une formidable réserve de neige à équiper.

## Skieurs roulaient

Mais pour qui et avec quels risques ? Ce sont les questions que se posent les techniciens des cimes, rejoints désormais par un certain nombre d'élus. L'administration, à son tour, vient, par l'intermédiaire notamment des préfets de la région Rhône-Alpes et du département de la Savoie,

de tirer la sonnette d'alarme. Pour Gilbert Carrière, préfet de Rhône-Alpes, qui préside la commission spécialisée des UTN pour les Alpes du Nord, l'administration devra se montrer beaucoup plus vigilante sur les projets qui lui seront soumis en Tarentaise : « Je pense que nous entrons aujourd'hui dans une phase où nous ne pouvons plus procéder à des ajournements de longue durée ou à des réductions très sensibles de volume des projets qui nous seront présentés. »

L'Etat, qui investit, dans la perspective des JO de 1992, des sommes considérables - plus de 2 milliards de francs - pour donner à l'actuel tracé de la route nationale 90, adaptée à l'environnement urbain de la Tarentaise, des caractéristiques autoroutières entre Albertville et Modirans - 27 kilomètres, -

entend préserver la plus longue possible cet acquis. Mais les projections de trafic, réalisées à la demande de la direction départementale d'équipement de la Savoie, font apparaître que cette voie moderne, prévue pour faire « sauter » les bouchons des « skieurs roulaient », sera à son tour saturée à l'aval de Modirans lorsque les capacités d'accueil des stations de la Tarentaise atteindront 340 000 lits. En amont de cette ville carrefour, les embouteillages se multiplieront dès que la vallée offrira 318 000 lits.

« Le réseau, qui sera réalisé pour 1992, n'apportera qu'une capacité supplémentaire d'accueil limitée à 30 000 lits par rapport au nombre de lits existants, augmentés des autorisations UTN non consommées », écrit, dans un rapport récent, le préfet de la Savoie, Bertrand Landrieu. Il sou-

ligne, d'autre part, que « l'extension des urbanisations et des domaines skiables vers des sites difficiles, l'accroissement de la fréquentation, augmentant le poids des risques naturels », mais aussi nécessitant la mobilisation, difficile, de nouvelles réserves en eau potable et un effort considérable d'épuration au niveau des rejets.

## Pourtout le haut de gamme

La Savoie et sa vallée la plus prestigieuse se trouvent ainsi confrontées à un choix particulièrement délicat. Les contraintes géographiques du site dans lequel s'inscrit la route nationale 90 restreignent son développement quantitatif, au moment, précisément, où la pression de la clientèle, certaine de trouver dans ses stations la neige qu'elle veut, se fait de plus en plus forte, et que surgit un nombre grandissant de projets immobiliers.

« Face à un marché français en stagnation, la stratégie de la Tarentaise n'est sans doute pas d'augmenter sans discernement les capacités d'accueil de qualité moyenne, au risque de déstabiliser les stations moyennes de Savoie et des Alpes du Nord, mais de viser un produit touristique « haut de gamme » afin de capter davantage la clientèle étrangère, notamment européenne », observe le préfet de Savoie.

L'Etat semble aujourd'hui disposé à mieux contrôler les ambitions des communes de la Tarentaise, sans remettre en cause directement leur compétence en matière d'urbanisme qui elles tiennent des lois de décentralisation, mais en faisant jouer les dispositions particulières prévues dans la loi montagne de 1985, qui confie à l'Etat de très larges attributions dans les domaines de l'environnement, de la sécurité face aux risques naturels, enfin, de celles concernant la qualité de l'architecture et de l'environnement des stations.

CLAUDE FRANCELLO.

(1) Le taux de départ des Français aux sports d'hiver, qui était de 10 % au cours de la saison 1983-1984, tombait à 9,6 % pendant l'hiver 1985-1986 et est actuellement estimé à 8,8 %.

voulons combler le trou de mémoire qui existe dans l'histoire de France traditionnelle sur ce qui s'est passé en Vendée », disait l'un. « Nous voulons manifester la volonté des Vendéens de se préparer à l'Europe économique », notait l'autre.

## PICARDIE

### Un conseil régional des jeunes

Il existe en France plusieurs conseils municipaux d'enfants et même deux conseils généraux d'enfants (en Ille-et-Vilaine et en Savoie), mais il n'existait pas encore de conseil régional de jeunes. Le premier vient de voir le jour en Picardie sur l'initiative du président du conseil régional, Charles Baur (UDF). La région compte quatorze-vingt-cinq lycées d'enseignement général et d'enseignement professionnel. Dans chacun d'entre eux, le représentant du lycée et son suppléant seront désignés par l'ensemble des délégués de classe. Le mandat ne sera renouvelable qu'une fois. Les conseillers régionaux jeunes tiendront trois sessions par an à Amiens. Deux sessions sont prévues avant les grandes vacances, la première se tiendra le mercredi 22 mars.

Les conseillers régionaux jeunes se répartiront en quatre commissions : formation, développement économique, aménagement du territoire régional, culture et identité régionales. Un élu et un ou plusieurs cadres de la région assisteront aux commissions. Il y aura ensuite une séance plénière au cours de laquelle les quatre présidents des commissions rendront compte de leurs conclusions. Un débat et un vote interviendront après chaque rapport. Un budget sera mis à la disposition des conseillers régionaux jeunes pour la publication des débats et des conclusions. Les présidents et les rapporteurs des commissions du conseil régional des jeunes pourront être entendus par les commissions du conseil régional de Picardie à la demande du président de cette assemblée.

Le Parti communiste, le Parti socialiste et la FEN ont critiqué l'initiative de Charles Baur, la qualifiant de démagogique et ajoutant qu'il ferait mieux de rétablir les subventions qu'il a supprimées au mouvement d'éducation populaire.

## POITOU-CHARENTES

### Solidarité atlantique contre lobby méditerranéen

Le mot-clé du président du conseil régional de Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin (UDF), est « contrat ».

Le contrat de plan qu'il vient de signer avec le préfet de région lui donne grande satisfaction, même si sur des dossiers comme l'aménagement rural ou l'enseignement supérieur « il y aurait à redire ». « De 1989 à 1993, nous allons pouvoir dépenser 4,2 milliards de francs, souligne Jean-Pierre Raffarin. Du coup, en termes quantitatifs, le Poitou-Charentes, qui pensait ne pas bénéficier d'un quelconque rang des régions pour l'investissement par habitant, se retrouve au sixième. »

Le conseil régional se félicite notamment d'avoir décroché trois dossiers essentiels : les routes, l'électrification de la ligne SNCF Poitiers-Niort-La Rochelle, qui sera donc desservie par la TGV, et la construction de quatre barrages pour l'alimentation en eau.

A côté de cette politique « supra-contractuelle » avec l'Etat, Jean-Pierre Raffarin plaide aussi pour une politique « infra-contractuelle » pour mieux souder la région. Il a lancé les contrats régionaux d'initiative locale pour l'emploi (CRILE) auxquels seront consacrés 28 millions de francs cette année. Le premier concerne l'aide au développement de la société de haute technologie Microcontrol dans la zone rurale déshéritée de la Charente limousine près de Confolens (création de cent cinquante emplois, dont quatre-vingt postes d'ingénieurs et cadres supérieurs). D'autres sont à l'étude dans la région de Montmorillon.

Enfin, Jean-Pierre Raffarin a lancé le 15 mars à Paris un appel aux deux régions voisines, l'Aquitaine et les Pays de la Loire, pour que se constitue concrètement une « solidarité atlantique en Europe » face à ce qu'il appelle « l'activisme à Bruxelles du lobby des régions méditerranéennes ».

Comment gérer la culture ? La matière de l'article paru dans le Monde du dimanche 26 février 27 février sur la gestion des équipements culturels provient essentiellement d'un colloque organisé à Grenoble par l'ANFAC les 17 et 18 mars 1988, sous l'égide du département études et protection du patrimoine de la culture. Un compte rendu de ce colloque est disponible à l'ANFAC, 17, rue du Renard, 75004 Paris, tél. (1) 42-77-33-22.

Cette page a été réalisée par : Michel Carle, Jean-Pierre Raffarin, Jean-Louis Thib, Christian Baug, Coordination : Jacques-François Simon.

## AUVERGNE

### Des bourses pour l'étude des câbles

Le Club des ouvriers, association pour la promotion de l'image de Clermont-Ferrand, propose - en liaison avec la ville de Clermont-Ferrand - aux élèves des grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et de gestion et de troisième cycle des universités cinq bourses de 15 000 F sur le thème : « Le câble, quelles utilisations pour quels publics ? ».

Les cinq candidats ou équipes de candidats (trois personnes au maximum) retenus devront aller étudier la technique et l'utilisation du câble dans la ville étrangère de leur choix et soumettre les résultats de leur enquête dans un mémoire.

Le vainqueur du concours organisé à l'issue de ces enquêtes, contre l'attribution d'un prix de 25 000 F sera reçu par la ville de Clermont-Ferrand, intégré comme membre consultant dans le Club des ouvriers, et ses travaux seront l'objet d'une publication.

\* Renseignements auprès des services de communication, mairie de Clermont-Ferrand, 10, rue Philippe-Marcbais, 63 000 Clermont-Ferrand, tél. : 73-92-42-31, poste 227.

## BRETAGNE

### Aides aux puces

Le conseil général d'Ille-et-Vilaine a décidé d'accorder une subvention de 5 millions de francs à la Société générale de semi-conducteurs (SGS) pour l'acquisition de machines de haute technologie nécessaires à la fabrication de composants électroniques de la seconde génération.

Cette aide financière est assortie d'un engagement de la SGS de mettre ces équipements très sophistiqués à la disposition des universités et des grandes écoles de Rennes. L'investissement est de 280 millions de francs pour l'industrialisation des « puces intégrées ».

Le conseil régional de Bretagne apporte une avance de 10 millions de francs, la ville de Rennes intervient pour 7 millions de francs et le ministère de l'Industrie a donné son accord de principe pour une aide de 80 millions de francs.

C'est la première fois que le conseil régional de Bretagne, le conseil général d'Ille-et-Vilaine et la ville de Rennes apportent leur contribution financière à une entreprise pour l'achat de matériel. Leurs interventions se limitaient jusqu'ici au financement de bâtiments industriels.

## ILE-DE-FRANCE

### Trois milliards d'investissements à Marne-la-Vallée

Le groupe SARI a signé avec Epame, l'Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée, dans la banlieue est de Paris, une convention d'achat de droit à bâtir de 200 000 mètres carrés sur le secteur dit « Maille Horizon - La Porte de Paris ». L'investissement total sera de 3 milliards de francs.

Le programme prévu comprend une cité des affaires « Atria » de 13 500 mètres carrés, réalisée avec le groupe touristique Accor, un hôtel Novotel de cent cinquante chambres, un club des affaires et 175 000 mètres carrés de bureaux. L'aménagement du site devrait être terminé d'ici à 1994.

## LORRAINE

### Un hôtel intelligent

Il y a vingt ans, c'était un collège dirigé par les pères jésuites ; aujourd'hui, c'est le siège du conseil régional de Lorraine ; les Messins l'appellent « Saint-Clément ».

En devenant l'hôtel de région, cette ancienne abbaye, construite par les moines bénédictins au seizième siècle, a non seulement retrouvé une seconde jeunesse mais est aussi devenue un bâtiment « intelligent », entièrement câblé et informatisé. Une première nationale pour une collectivité territoriale.

## UN RENDEZ-VOUS DES CHAMBRES DE COMMERCE

### L'Europe de Nantes à Porto

L'entrée tardive dans la CEE de l'Espagne et du Portugal a privilégié la mise en place d'un réseau de communication nord-sud autour de l'axe Londres-Gènes par la vallée du Rhône. Et beaucoup, tant à Madrid et Barcelone qu'à Perpignan et à Marseille, se désoleraient aujourd'hui que les relations entre la péninsule ibérique et le reste de l'Europe s'établissent aussi le long de la côte atlantique.

Pour éviter d'être définitivement mises hors jeu, les chambres de commerce de la France atlantique de l'Europe ont décidé d'unir leurs efforts. La Conférence des chambres de commerce, d'industrie et de navigation de l'Atlantique (CCA), créée en septembre 1988, vient de tenir en ce sens à Biarritz sa deuxième réunion avec la participation des représentants de La Coruña, Vigo, Bilbao, Bayonne, Bordeaux, Nantes et Saint-Nazaire.

Une bonne nouvelle les a encouragées à aller de l'avant : la décision du gouvernement espagnol basque de pallier le refus de Madrid de construire, à partir d'Handaye, une voie de chemin de fer à écartement européen jusqu'à Bilbao, le gouvernement espagnol ayant, lui, opté pour la connexion par le Catalogne. Le TGV dont

l'arrivée à Handaye est prévue pour l'année prochaine pourra ainsi atteindre Bilbao en 1995 alors qu'aucune date n'a encore été fixée par la SNCF pour ouvrir la voie Marseille-Catalogne. De plus, les provinces espagnoles de la côte atlantique étudient la possibilité de prolonger de la côte cantabrique jusqu'à la péninsule ibérique la TGV-Atlantique jusqu'à Porto.

Dans cette attente, les participants ont décidé de développer leurs relations aériennes en développant une compagnie d'aviation de troisième niveau créée à Bilbao.

## Partenaires

Outre ses projets de liaison qui visent à joindre à la « Route des estuaires » Calais-Bilbao, les membres de la CCA ont envisagé la création d'une société de capital risque. Mais vu les difficultés locales qui s'opposent à cette réalisation, l'objectif sera, dans un premier temps, de mettre en place une meilleure coordination des sociétés de ce genre existant dans chacune de ces régions.

Enfin, dans le domaine de la formation, des projets de partenariat entre les CCI concernées et

leurs universités ont été étudiés en coordination avec les programmes créés dans ce sens par la Communauté européenne.

Autant de projets qui s'appuient sur des arguments attractifs qu'avancent les membres de la CCA : une tradition maritime très ancienne qui a connu ses heures de gloire avant que les mers économiques ne se déplacent vers l'Est, des espaces pour le développement et un cadre de vie très agréable, condition essentielle pour le développement de nouvelles technologies. Avant de se séparer, tous ont décidé d'inviter à leur prochaine réunion prévue pour cet été à Saint-Sébastien, toutes les chambres de commerce et d'industrie de la Bretagne jusqu'à Porto.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

Le secrétariat Aquitain de la Banque de France et plus spécialement son antenne de Bayonne viennent de publier une étude qui sera fort précieuse aux membres de la CCA. Tout au long d'une centaine de pages, l'économie du Pays basque espagnol vue de l'Aquitaine fait l'inventaire des données économiques de la Communauté basque avant de développer une analyse comparative avec l'Aquitaine. (Banque de France, 13, rue de l'Esprit des Rois, BP 503 - 33001 Bordeaux, Gironde).

## NORD - PAS-DE-CALAIS

### Douai se compare

La prospérité de l'arrondissement de Douai a longtemps été liée à celle de l'industrie charbonnière. Depuis vingt ans, celle-ci a progressivement disparu, et malgré l'arrivée de quelques activités nouvelles comme l'usine Renault, la ville et les communes voisines connaissent une grave crise de reconversion, avec un taux de chômage pratiquement supérieur de 50 % au taux national. Comment s'en sortir ?

Une première solution est d'interroger les pays qui ont connu des expériences semblables. D'où le voyage organisé du 24 au 29 octobre dernier par la chambre de commerce et d'industrie et Pierre Dommergues, directeur du cabinet Triade, dans quelques villes et Etats américains frappés eux aussi par la disparition d'activités industrielles traditionnelles.

Une vingtaine d'industriels, de banquiers, d'enseignants, de représentants des collectivités locales, ont ainsi visité des sites industriels du Massachusetts, de l'Ohio, du Michigan. Rien de bien original dans cette opération, dira-t-on, si ce n'est le

serieux avec lequel elle a été conduite et surtout la suite que ses promoteurs veulent lui donner.

Les participants aux voyages américains viennent ainsi de se retrouver à la chambre de commerce pour présenter une série de rapports détaillés sur les leçons qu'ils en ont tirées et définir ensemble quelques propositions concrètes : en particulier, la préparation et le lancement d'un audit stratégique destiné à faire le point sur la situation réelle, les marques et les atouts de l'arrondissement.

## PAYS DE LA LOIRE

### Un film pour la Vendée

Depuis le 15 mars, 42 salles des Pays de la Loire présentent en exclusivité le film *Vent de Galerne* dont la sortie parisienne aura lieu le 22. Une vaste opération de promotion a été organisée dans la région auprès des comités d'entreprise, des écoles, des foyers du troisième âge... pour vendre les 100 000 entrées qui permettront d'assurer une première rentabilité de ce film à plus d'un égard original.

Réalisé par Bernard Favre à partir du livre d'André Guilloteau, coproduit par Claude Nédjar et la Canadienne Françoise Forest, *Vent de Galerne* raconte l'histoire d'un petit village vendéen entraîné en 1793 dans la tourmente qui ravage la Vendée militaire et se termine par l'envoi des « colonnes infernales » républicaines. Le village qui a été construit pour cela subsistera comme village-musée ; plusieurs habitants de la région, notamment ceux qui participent au spectacle voisin du Fuy-du-Fou, figurent dans le film. Mais celui-ci est surtout singulier par la façon dont il a été financé et dont il sera vendu.

Son budget s'élève à 38 millions de francs, dont 5 ont été apportés par les communes, les industriels, les commerçants, les particuliers - rassemblés dans l'association Vendée Vérté, - qui ont voulu faire de ce spectacle un outil de promotion pour leur région. Celle-ci, traditionnellement très inventive et industrieuse dans les métiers de la mode, du textile, de la chaussure, est assez largement touchée par la crise. Au cours du débat organisé à Cholet à l'occasion de la sortie de *Vent de Galerne*, deux intervenants marquaient très bien le double souci qui a animé les Vendéens dans cette affaire. « Nous

## MODE

Les Journées du prêt-à-porter automne-hiver 1989-1990

## Derrière le succès médiatique, la fragilité

Après Milan, Londres, la Semaine du prêt-à-porter féminin de l'automne-hiver 1989-1990, s'est ouverte à Paris. Trente-huit créateurs (Comme des garçons, Yohji Yamamoto, Claude Montana...) et couturiers (Dior, Chanel, Lacroix, Saint Laurent) présentent leur collection dans la cour Carrée du Louvre.

YOHJI YAMAMOTO

## L'éblouissement du blanc

Sur un bon vieux boogie sautillant, ça commence par un hommage au Cardin des années 60 : des chausures en trapèze avec des ouvertures en cis-de-bout, mais sur d'épais collants clairs, ce qui se fait pas à l'époque. Et les symétries, les déchirures de Yohji Yamamoto interviennent, éloignent toute idée d'imitation. Avec leur coiffure sage, leurs jambes minces dans des godolots souples, leurs grandes capes de collégiennes, leurs robes mantes à col marin, les filles Yamamoto vont de l'avant. Elles avancent à pas réguliers, assurés. Assurés justement de ne pas pouvoir être imités.

Yohji s'amuse, et ses robes sont comme des poèmes cachant des blagues pince-sans-rire. Elles habillent des femmes qui sourient en elles-mêmes.

CHRISTIAN LACROIX

## La danse des couleurs

Dans la chronologie des présentations, ils se suivent presque, séparés par le grand chic Scherrer. A passer d'un univers à l'autre, on risque le vertige. Après le « Japon mystérieux » et l'aristocratisme confort, voilà le méridional lascif avec ses laïnes duvetées, multicolores. L'automne-hiver chez lui ressemble aux derniers jours de l'été, la fin des vacances. Les crépuscules fraîchissent sur les peaux encore chaudes du soleil, les femmes s'embrassent et se drapent dans des châles écossais à franges.

Pas mal romantiques, un peu hippies, elles se pavent en velours

POPY MORENI

## Vieil or de Chine

Longues capes, vestes et manteaux haut fermés, à plus lacs dans le dos, couleurs sombres, costumes masculins... Et si, laissant de côté les paillettes de ses habituels Arlequins joueurs, Poppy Moreni, d'un coup était devenue une dame sévère, sérieuse. Mais la voix rocailleuse, rauque de Paolo Conte et les souliers d'or aux pieds des filles rassurent. D'ailleurs, les filles ne tardent pas à se dévergonder, nues sous des jupes de dentelles. Les couleurs s'ensuient, les écossais se mêlent aux tentes unies, aux impressions

Trois semaines de montage auront été nécessaires pour mettre en place 6 000 mètres carrés de tentes, 4 500 chaises, 300 portants, 39 000 mètres carrés de tissu, 2 600 projecteurs, 15 kilomètres de câble et... 200 miroirs. L'augmentation du nombre d'accrédités (1 609 journalistes, 319 photographes) a donné l'idée aux organisateurs d'agrandir les espaces d'accueil. L'installation, due par le ministre de la culture, Jack Lang, début 1982, est provisoire, puisqu'il faudra un jour, pour la circulation du Grand Louvre, démanteler et trouver un lieu aussi central.

En attendant, le marathon continue : Jean-Paul Gaultier fait cava-

lier seul à la Grande Halle de La Villette, Thierry Mugler présente désormais aux professionnels dans ses salons de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Restent les autres, cultivant leur différence par goût ou par nécessité : le Palais de Chaillot (Junko Shimada, Helmut Lang), ou le pavillon Gabriel, la résidence Madoz, les refuges des éternels petits nouveaux et la « Mode aux Tulleries » à la fin, cette année, au quai Branly, au pied de la tour Eiffel.

Malgré cette dispersion, Paris aime les talents. En janvier, Valentino défilait dans la capitale : « Couture is my métier... ». C'est au tour de Romeo Gigli. Les Italiens



Yohji Yamamoto d'une tache crue : ainsi avec des jupons, des bottes extrêmement rouges ou blanches. Chez Yamamoto, le blanc est une couleur, un éblouissement sur lequel nulle ombre ne semble jamais pouvoir se poser.

Le noir est rare chez Lacroix, juste mis là pour faire vibrer des assemblages de couleurs inouïs, improbables, vraiment risqués. Les couleurs miroitent, se fondent, dansent sur des rythmes très Broadway qui leur vont à merveille. La même énergie vitale s'en dégage. Il y a un air de fête dans cette collection, une ambiance risée. Un bouquet de femmes en mousselines rouges, fuchsia, orange s'apprêtent au bal, se balancent sur un mélange de valse viennoise. Et le rideau se referme sur un air qui respire des souvenirs de bonheur.

La Chine est la grande réussite de Poppy Moreni. Tuniques, vestes longues, fourreaux fendus, mélanges de rouges éteints, de verts crus, de fuchsias, de bleu turquoise, avec une nette dominante violet or. Les nuances se superposent aux jupes, qui se superposent aux pantalons. De fins plissés se déploient et surgissent d'ouvertures invisibles dans les manteaux. C'est somptueux, joyeux, non, Poppy Moreni n'a pas oublié l'art de jouer.

COLETTE GODARD.

ROMEO GIGLI

## Pour la première fois à Paris

Après Valentino, un autre grand de la mode italienne vient présenter (ce samedi) sa collection à Paris : Romeo Gigli. Il devait pourtant, jusqu'au tout dernier moment, demeurer à Milan. Mais d'année en année, le mécontentement de la profession concernant le calendrier des défilés, le monopole de quelques-uns - Armani, Gian Carlo Ferré, Versace, Krizia - n'a fait que croître. Et c'est dit-on la raison pour laquelle Gigli nous arrive. Par ailleurs, contrairement à Valentino, - dont les salons à la fin des présentations sont presque aussi flamboyants que ceux de Strehler à la fin d'une représentation, - lui ne se montre jamais, au point qu'on se demande s'il existe vraiment.

En six ans, Romeo Gigli (trente-neuf ans et une formation d'architecte) a imposé sa signature et gagné du terrain sur les marchés américains et japonais. De plus, il a été presque unanimement adopté par la presse. Soutenu depuis 1985 par un producteur solide, Zamasport (Soprani Callaghan, Norma Kalani, Helmut Lang), il se situe en

tête de la nouvelle génération des stylistes italiens, qui travaillent sur une image féminine nostalgique, flirtant avec le passé, ou même intemporelle.

Le style Gigli va vers le dépouillement, aspire à la légèreté, fait le pont entre est et ouest. De l'Occident vient la sobriété presque monacale de la ligne. De l'Orient, les riches matières, les couleurs qui captent la lumière dans les reflets de soie sauvage, les broderies indiennes.

Depuis deux ans, Gigli dessine également une collection hommes qui représente moins de 15 % de son chiffre d'affaires - chiffre gardé secret par la Zamasport, et que la presse italienne estime à 40 milliards de lires pour 1987 - mais qui serait en croissance.

Romeo Gigli, qui se dit amoureux de Dior, Balenciaga, Saint Laurent, Gaultier, rêve de n'avoir à faire qu'une seule collection par an. Cela, dit-il, suffirait pour stimuler la créativité.

LUMI RUSNAC.

REI KAWAKUBO

## Nouvelle fraîcheur

La guerre est finie, vive l'école (ruse ?) et vive la vie ! semble répéter depuis deux saisons Rei Kawakubo. Après les daniels géants, les pompons de l'été 89, l'hiver évoque en couleurs (vert laiteux, jaune crème, violet) les plaisirs des champs et du retour à l'école. Adieu silhouettes déchaînées et teints blêmes du début de la décennie : voici Mathilde, Belinda et les autres, jeunes roses enfantines et cheveux relevés en coiffures fricotantes. Elles portent des vestes-

THIERRY MUGLER

## Pour transpercer les cœurs

« Je préfère les aventuriers aux nannuches », dit Thierry Mugler après son défilé, costume vert pomme et pull turquoise, heureux comme un enfant. Si fort, si audacieux, son hiver 1989-1990 ramène la Parisienne de tous les films, avançant insolente dans son tailleur de grain de poudre noir. Un haut de jupe dessine une vague, une manche s'élève en aileron, un fil noir fait des zigzags sur une blouse de cuir jaune, tout semble sculpté au mètre, étalé pour transpercer les cœurs à force de talons-clous, de pinces, de découpes secrètes (un triangle de mousseline au creux des reins).

Les surplisures font penser au tracé d'une fourchette sur la nappette blanche. « Si tu ne m'aimes pas, je te jure... » C'est beau, dit-il aussi, tirant sur le soixante-dix (cuirs, sardes, tailles basses) et les visions de bédéphile. Barbarella, Jessica Rabbit, lèvres rouges à paillettes, et autres héroïnes chocolat-citron, beige orange.

Les mannequins passent, les photographes sifflent, et pour cause : un bustier chromé façon Balck à seins-phares, des robes du soir à panneaux amovibles, révélant en dessous des fonds brodés et comme croqués à pleines dents. « Je n'ai jamais pu travailler sur un mannequin de bois, même quand je vendais des croquis », dit Thierry Mugler. Costume ? Les vêtements ont demandé des heures de mise au point, la participation de parieurs comme Lesage (broderies), Lemarié (plumes), travaillant habituellement pour Saint Laurent, Chanel, Lacroix, etc.

Le succès commercial est là : cette ligne « podium », fabriquée en France, a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 110 millions de francs (25 % en France). En cinq ans, il aura été multiplié par quatre. Couture ? Sans doute, puisque la société diffuse sous cette

JEAN-PAUL GAULTIER

## Les cultes de la rue

« Vous êtes bien installés ? Vous m'écoutez ? Alors je commence », annonce à répétition la voix d'Amie Cordy. La salle se prépare comme pour un match, autour d'un ring noir fêché de vert et suffisamment long pour qu'on puisse bien voir. Le cri d'une cantatrice qu'on pince, tout est prêt. Bouche presque noire, elles arrivent. C'est une collection faite de petites histoires à lire dans les deux sens. Côté pile, la garçonne : mini-jupette plissée à la Suzanne Lenglen, chapeau cloche, bottes d'équitation. Côté face, la flamboyante empruntant au registre S-M tout l'arsenal des fantasmes : crochets, smocks, zip en veux-tu en voilà, caleçons troués aux genoux, gaines noires et qui deviendront pour le soir des fourreaux en soie traitée comme du latex avec des hublots réalistes à la place des seins.

Jean-Paul Gaultier sépare clairement la scène et la ville. Pour celle-ci, on dirait qu'il met à plat les vêtements - y compris ceux qu'il a déjà

Ceux qui font la une des magazines ne sont pas fabriqués en France : c'est le cas d'un Gaultier, d'un Lacroix. En 1988, selon la Fédération du prêt-à-porter féminin, les importations de vêtements féminins auraient augmenté de 9 %. Avec 6,6 milliards de francs, elles représentent presque un tiers du chiffre d'affaires du secteur. Principaux fournisseurs : l'Italie, la Belgique, le Luxembourg, la RFA. C'est à Düsseldorf qu'ont été faits le 5 mars les quarante ans de l'IGEDO, le plus grand Salon de mode international : 145 000 mètres carrés, 1 847 exposants de 35 pays.

A côté, les scores du Salon du Prêt-à-porter de la porte de Versailles (ouvert du 18 au 21 mars)

font pâle figure : 3 600 mètres carrés, 250 exposants (contre 140 en octobre dernier). A la recherche d'une image, les Allemands ont déjà fait des propositions pour qu'un IGEDO se tienne à Paris. Jacques Mouchier, président de la chambre syndicale des créateurs et des couturiers, y voit la possibilité, à la veille de 1992 d'« aller création et force économique... ». Encore faudrait-il donner à la création toutes ses chances. Peut-être faudrait-il encourager le « sens du fini, du parfait » dont parlait Christian Dior et qui donne à Paris depuis toujours son caractère d'exception.

LAURENCE BENAIM.



Un modèle de Thierry Mugler

griffe quatre lignes. La prochaine, « Intermédiaires », sera lancée à l'été 1990. Thierry Mugler crée des envies. N'est-ce pas ce qu'on

demande à la mode ? Autre projet : un défilé public à l'image de celui qui eut lieu en 1984 six mille personnes au Zénith.

ceux de Londres en particulier : ainsi le jean coupé qui devient un bermuda or.

On retrouve les gags de Vivienne Westwood retravaillés avec moins de violence, plus une coquetterie toute parisienne. Jean-Paul Gaultier prend à partie son fan club : défilent là deux nouveaux mannequins, la rédactrice Melika Treanton ainsi qu'un jeune dandy du Harper's and Queen. A la sortie, les spectateurs, gondoliers psychédéliques, panthères et vampettes à pattes d'oph, s'en vont tranquillement. Pour une fois, le public semble plus fou que l'idole.

L.B.

● RECTIFICATIF. - Le spectacle « Des Français », présenté actuellement au CAC les Géméraux à Sceaux (le Monde du 18 mars), ne s'arrêtera pas le 19 mars mais le 29 mars.

THEATRE DE GENNEVILLIERS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DIRECTION BERNARD SOBEL TELEPHONE 47 95 26 30

CRIMES EXEMPLAIRES DE MAX AUB REALISATION ROBERT GIRONES

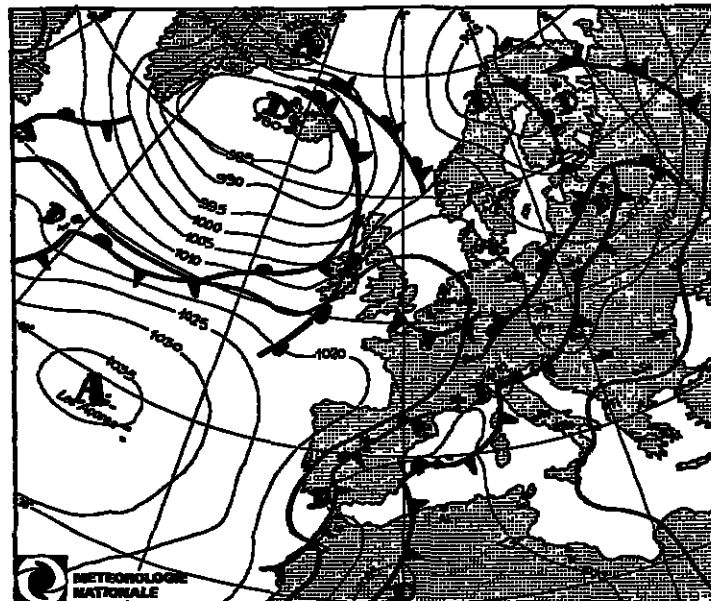
LE TABLEAU DE VICTOR SLAVINE SPECTACLE DE JEAN-FRANÇOIS LAPALUS ET ALAIN RINOUX

UNE SEULE SOIRÉE, DEUX SPECTACLES D'UNE HEURE DU 7 MARS AU 9 AVRIL

هكذا من الأصل





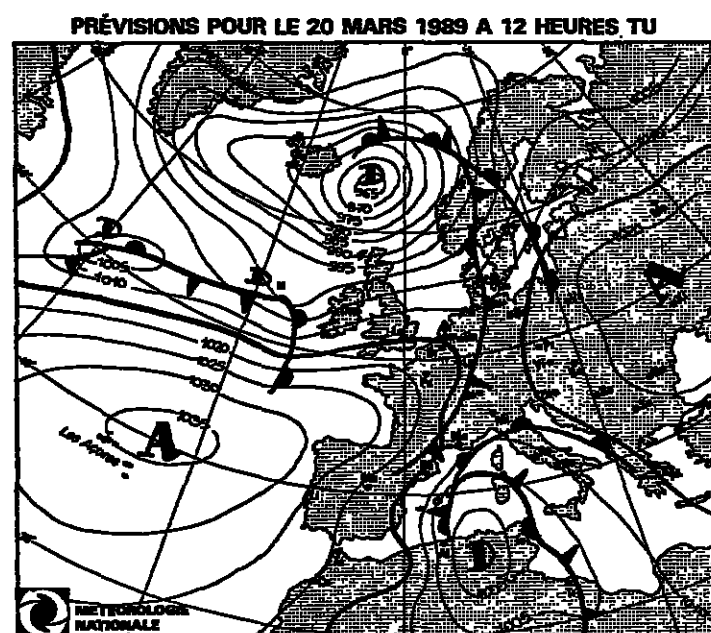
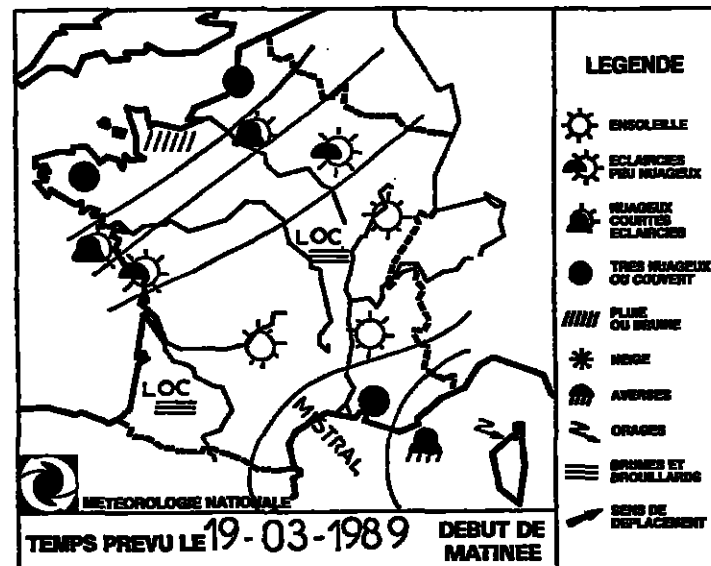
**SITUATION LE 18 MARS 1989 A 0 HEURE TU**

**Dimanche : soleil prédominant, mais gelées matinales.**

Il n'y aura que deux exceptions au soleil. D'une part la Bretagne, la Normandie et le Nord, où il brulera tout au long de la journée; d'autre part, les régions méditerranéennes, avec beaucoup de nuages sur la Langue et des ondées orageuses en Provence, Côte d'Azur et Corse. Attention, sur ces

Les températures minimales seront souvent fraîches : 0 à moins 5 degrés, sauf près de la Manche et au Méditerranée, où il fera 5 à 10 degrés.

Dans l'après-midi, les maxima resteront jusqu'à 8-10 degrés sur la moitié nord du pays, 12-13 degrés dans le Sud-Ouest et, 14-15 degrés en Méditerranée.



TEMPÉRATURES		maximum - minimum		et temps observé	
Valeurs extrêmes relevées entre					
le 17-18-1989 à 6 heures TU et le 18-19-1989 à 6 heures TU					
FRANCE		TOURS	8	3	
		TOULOUSE	11	4	
		PARIS-LEVAL	29	18	
LUXEMBOURG		LUXEMBOURG			
		MADRID	13	2	
		MARRAKECH	16	7	
		MEXICO	28	11	
		NEWARK	11	10	
		NEWCASTLE	1	-6	
		OSLO	-3	-3	
		PARMADRAMAL	19	11	
		PERMANGA	28	14	
		ROMA	17	14	
		SINGAPORE	31	24	
		STOCKHOLM	5	-3	
		STONEY	23	18	
		TOKYO	12	4	
		TORONTO	28	10	
		VANCOUVER	16	4	
		VERONA	17	10	
		WILMINGTON	14	8	
		WINDHOLE	13	7	
		YOKOHAMA	17	10	
		ZAGREB	14	8	
		ZURICH	17	10	

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

**PROBLÈME N° 4962**  
**HORIZONTALEMENT**

**VERTICALEMENT**

1. Des femmes pas du tout attirées par les pieds de...  
2. Un vrai caennais. Est difficile à marier quand elle est très criarde...  
3. Un certain régime. Quatre augmentés. Autrefois, était souvent sur les dents...  
4. Un beau foulard. Ne peut faire qu'un seul petit motif. Pour le mode...  
5. Le plus bas des d'avoir le bac...  
6. Coule à l'Est. Va et vient. Comme des vers dont on ne compte pas les pieds...  
7. Des fies dans les Hébrides. Sauf que pour un peu des piqures. Utilisé - 7. Sur lequel on peut rien extraire.  
8. Point de départ...  
9. L'éclaircissement. Fond consacré.

**Solution du problème n° 4961**

**Horizontalement**

I. Coucheurs. — II. Intaille. — III. Montes. — IV. Comp. Delà. — V. Orna. Ers. — VI. Neige. — VII. S. S. — VIII. Pile. Uns. — IX. Ehs. Ri. — X. Cèlent. Ru. — XI. Trétean.

**Verticalement**

1. Circospent. — 2. On. Oserille. — 3. Ut. Um. Inle. — 4. Campagne. Et. — 5. Hie. Bosnie. — 6. Elindé. Ta. — 7. Ulterior. — 8. Réals. Umir. — 9. Sa. Créma.

GUY BROUTY.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi soir dimanche-matin. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ Ou peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

**TF 1**  
20.45 *Variétés*: Sébastien c'est fou!  
22.20 *Magazine*: *Unifox*. 23.30 *Spécial sports*. 0.20 *Mont-Royal*.  
1.15 *Journal*. 1.35 *Série*: *Mamou*.

22.25 *Série : Médécins de nuit.*  
23.25 *Journal. 23.40 Magazine : Les*  
*Amazones noires pour unités blanches.*

**FR 3**

20.30 *Sundaynight.* 21.50 *Journal.*  
22.15 *Magazine : Le divan.*  
22.35 *Magazine : Musicales.*

**M 6**

de minuit. 0.05 *Arabeque (suite).*  
0.50 *Série : Amalécites vôtres.*  
1.50 *Douard et compagnie (rediff.).*  
1.50 *Magazine : C'est quoi (rediff.).*  
2.00 *Vendredi voisin (rediff.).* 3.00 *Journal de la nuit.*

20.30 Série : Les jupons de la Révolution. ► 22.05 La nuit la plus « Nuls ». 23.00 Cinéma : Three amigos ! □ 035 La nuit la plus « Nuls » (suite). Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Adventure (rediff.). 2.25 Destination santé (rediff.). 3.20 Magazine : Le glaive et la balance (rediff.).

**TF 1**  
13.00 Journal. 13.25 Série : Tournerre de feu. 14.20 Mondo Dingo. 14.50 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.35 Tlarcé à Autueil.  
flash. 18.00 Chénua : En route vers le sud ■ En clair jusqu'à 20.35. 19.50 Dents animales : Ça cartoon. 20.25 Tranches de l'art. 20.35 Chénua : Yanks ■ ■ 23.00 Chénua : Les Caprices

**18.25 Série : Vivement lundi.**  
**18.50 Spécial élections municipales.**  
**19.00 Spécial bébé show.** 19.30 **Journal.**  
**19.50 Le bébé show.** 19.55 **Salut**  
**spécial élections municipales.**  
**21.00 Cinéma : Fant, simple fic et**  
**22.30 Le bébé show.** 22.35 **Série**

**LA 5**  
**13.00 Journal.** 13.25 **TEléfilm : Terreur**  
**dans la montagne.** 15.00 **TEléfilm : Le**  
**dahin noir.** 16.50 **Magazine : Chac**  
**Chac (rediff.).** 17.00 **Magazine : Té**  
**matiques.** 18.00 **TEléfilm : Strin**

**A2**  
**13.90** Journal. **13.20** Dimanche Martin. **14.45** Série : Magazine.  
**15.00** Journal. **15.45** Série : Magazine.  
**16.35** Journal. **16.45** Série : Magazine.  
**17.15** Magazine : Série 2.  
**18.50** Série : Magasy. **19.20** Journal.  
**19.55** Série spéciale Élections municipales. **23.00** Magazine : Étoiles. **0.00** Météo.

12.30 Magazine : D'un poulx à l'autre.  
13.30 Magazine : Sports locaux.  
17.30 Magazine : Montagne.  
17.30 Annee 3 : 18.50 Série : Les aventures de Sherlock Holmes. 19.45 Série : Les aventures de Sherlock Holmes.  
21.07 Série : Les aventures de Sherlock Holmes.  
22.00 Série spéciale : Sélections municipales (muis). 23.15 Chénia : 0.30 Magazine : Text Avery (2) ■■■  
6.30 Magazine : semaine.

13.00 Flash d'informations.  
13.05 Magazine : Cinéma de printemps.  
89. 14.00 Téléfilm : Double trahison.  
15.30 Handball. 17.00 Basket-ball américain. 17.55 Magazine : Sport (rediff.).  
18.00 Magazine : Les nouvelles (rediff.). 18.15 Musique : Boulevard des clubs. 2.00 Le grive et la balance (rediff.). 2.25 Ondes de choc (rediff.). 3.15 Magazine : Adventure (rediff.).



## ETRANGER

Selon le Fonds monétaire international

### L'inflation va s'accroître mais la croissance restera vigoureuse en 1989

Dans leurs dernières « perspectives économiques mondiales », dont les principaux éléments sont dévoilés par l'agence AP Dow Jones, le Fonds monétaire international révisé à la hausse ses prévisions d'octobre dernier pour la croissance mais aussi pour l'inflation des pays industrialisés.

L'expansion économique devrait, selon les experts du Fonds, se ralentir moins vite qu'on ne le craignait en 1989, pour atteindre 3,4 % en moyenne pour les sept principales puissances industrielles (1), contre 4,2 % l'an dernier. Confirmant les craintes de réurgences des pressions inflationnistes, le FMI fait état d'une progression des prix à la consommation de 3,7 % au sein du « G7 » contre 2,9 % en 1988.

Les auteurs du rapport, qui sera soumis aux pays membres lors du comité intermédiaire du FMI, début avril à Washington, reconnaissent qu'un resserrement des politiques monétaires, ces derniers mois, a permis de limiter la réinflation de l'inflation. Ils n'en soulignent pas moins les effets négatifs qu'aurait une hausse excessive des taux d'intérêt : instabilité sur les marchés des changes, aggravation du problème de la dette, amoindrissement de la croissance dans le tiers-monde.

Une raison supplémentaire pour plaider en faveur d'une plus grande rigueur budgétaire, aux Etats-Unis,

au prix, s'il le faut, d'un allourdissement de la fiscalité. Autre sujet de préoccupation, la correction des déséquilibres entre les balances des paiements — balance déficitaire aux Etats-Unis, excédentaire au Japon,

en RFA ou en Asie — ne pourra se poursuivre cette année en l'absence de nouveaux efforts d'ajustement. Et le commerce mondial, après avoir connu une expansion exceptionnelle de 9,2 % en 1988, devrait croître de 6,2 % en 1989.

#### Les principales prévisions

	INFLATION		
	Variation des prix à la consommation en glissement		
	1988	1989	1990
Etats-Unis	3,4	4,6	4,5
Japon	6,5	1,4	1,2
RFA	1,9	2,2	2,4
France	2,8	2,9	2,4
Grande-Bretagne	6,0	6,6	5,8
Italie	5,3	5,7	4,7
Canada	4,1	3,9	3,5
Moyenne du groupe des Sept	4,2	3,7	3,4
Moyenne des pays industrialisés	3,1	3,7	3,4

#### PRODUIT INTERIEUR BRUT

	1988		
	1988	1989	1990
Etats-Unis	3,8	3,1	2,8
Japon	5,7	4,6	4,3
RFA	3,4	2,4	2,8
France	3,4	2,8	2,8
Grande-Bretagne	4,4	3,5	2,0
Italie	3,7	3,3	3,0
Canada	4,2	2,9	2,5
Moyenne du groupe des Sept	4,2	3,4	3,1
Moyenne des pays industrialisés	4,1	3,5	3,0

### Très forte hausse des prix de gros aux Etats-Unis en février

La hausse de 1 % des prix de gros aux Etats-Unis en février a ravivé l'inquiétude des marchés financiers, calmée dans les jours précédents par une série de déclarations rassurantes et d'indicateurs économiques satisfaisants. L'indice du mois de février s'établit au même niveau que celui de janvier, qui avait été jugé exceptionnellement mauvais.

Sur les deux mois consécutifs, la hausse des prix de gros aux Etats-Unis est la plus élevée depuis le début de l'année 1981. Certes, il est peu probable que ce rythme se poursuive tout au long de l'année, ce qui représenterait une hausse de 12 %, soit plus du triple de celle de 1988. Mais la preuve de l'accélération de l'inflation est indéniable.

Alors que les spécialistes s'attendaient, pour le mois de février, à une hausse des prix à la production de 0,4 % environ, plusieurs facteurs ont contribué à peser de manière négative sur les prix. La forte hausse des tarifs s'est poursuivie, et le prix de l'énergie a augmenté de 2,4 % en février (contre, il est vrai, 4,9 % en janvier), en raison du renchérissement du pétrole.

En outre, la progression des prix alimentaires, soutenue depuis la sécheresse de l'été dernier, ne s'est pas ralentie. Elle a atteint 1,2 % en février contre 1,1 % en janvier.

Si l'on exclut ces trois secteurs, la hausse des prix de gros en février s'élève à 0,6 %, alors qu'elle s'était établie à 0,4 % en janvier. C'est

cette observation qui inquiète le plus les spécialistes car les prix de gros sont sensés préfigurer le rythme de l'inflation au cours des mois suivants.

Tous attendent avec anxiété la publication de l'indice des prix à la consommation de février, mardi prochain, qui offrira une meilleure estimation de la hausse actuelle des prix outre-atlantique. En janvier, cet indice avait progressé de 0,6 %, soit le plus mauvais chiffre depuis deux ans, ce qui correspond à un rythme annuel de 7,2 %.

● Les Philippines présentent au FMI un programme triennal. — Après plusieurs mois de discussions avec le Fonds monétaire international, la présente des Philippines, Mme Corason Aquino, et le Sénat philippin ont approuvé, le 17 mars, un programme triennal qui devrait valoir au pays un soutien de 1,3 milliard de dollars du Fonds (le Monde du 9 mars). Ce programme table sur une croissance annuelle de 6,5 %, une forte progression des exportations, une inflation inférieure à 8 % et une réduction des déficits publics. Le but est de diminuer la dette extérieure — l'une des plus lourdes du monde — de 29 milliards de dollars. De nombreux observateurs soulignent les contradictions de ce programme qui parle sur une croissance forte sans inflation ni déficits.

## AFFAIRES

L'enquête de la COB sur Béghin-Say

### M. Jean-Marc Vernes s'explique sur l'affaire Montedison

Béghin-Say n'a spolié personne, et surtout pas ses actionnaires. Tel est le message essentiel d'un rapport que le conseil d'administration de Béghin-Say, filiale de Ferruzzi, se doit de faire approuver par ses actionnaires convoqués en assemblée générale extraordinaire le 28 avril à Paris, autour d'un thème unique : la cession des actions du chimiste italien Montedison à une filiale du groupe Ferruzzi. Ce rapport, rédigé par M. Jean-Marc Vernes, PDG de Béghin-Say, affirme d'emblée que « le mieux de la connaissance du conseil d'administration, la Commission des opérations en Bourse n'a relevé au cours de son enquête, aucun fait susceptible de recevoir une qualification pénale, contrairement à ce qu'une presse malséante a cru pouvoir affirmer ».

Rappelons les faits. Entre octobre 1986 et octobre 1987, Béghin-Say déboursa 1,91 milliard de francs pour l'achat d'environ 149 millions d'actions Montedison, soit 7 % du capital. Le ramassage se serait sans doute poursuivi, s'il n'y avait eu le krach d'octobre 1987, qui fit s'effondrer le cours de Montedison. Le 28 décembre 1987, Béghin-Say cède la totalité de son paquet d'actions à European Sugars, autre filiale du groupe Ferruzzi. En échange, il reçoit non pas du liquide, mais un paquet d'actions Saint Louis d'une valeur nette inférieure puisque l'opération se solde par une perte sèche de 860 millions de francs.

Bien que signalée dans le rapport annuel, cette moins-value boursière n'est pas apparue dans les comptes 1987 de Béghin-Say. Elle est en effet masquée par les rentrées dues aux cessions partielles des divisions papeteries Kayserberg et Corbim.

Néanmoins, au cours de l'assemblée générale de juin 1988, certains actionnaires s'émeuvent et portent plainte devant la Commission des opérations de Bourse, laquelle alerte le parquet. Et c'est sur demande de la COB que le conseil d'administration de Béghin-Say se doit de produire aujourd'hui un rapport circonstancié. Le 28 avril, les actionnaires de Béghin-Say apprendront donc pourquoi leur société a acheté des actions Montedison pour les rétrocéder presque immédiatement au groupe Ferruzzi.

#### Synergie en échec

Ils découvriront alors que les motivations de M. Jean-Marc Vernes étaient — selon lui — industrielles et non boursières. Loïn de contribuer, en filière obéissante, à l'effort de guerre de Ferruzzi pour le contrôle de Montedison, les achats de Béghin-Say n'auraient eu qu'une seule fonction : évaluer de possibles synergies dans les secteurs des papiers, de la distribution, du polypropylène et de la pharmacie, sans oublier la production d'éthanol à partir de produits agricoles, cheval de bataille de Ferruzzi. Les réunions au plus haut niveau qui se sont tenues avec les représentants de Montedison dès 1985 n'en seraient la preuve.

Cette politique de synergie n'a, semble-t-il, pas débouché puisque le rapport Vernes précise ensuite qu'à partir de 1986, « dans la lignée héritée du groupe Ferruzzi », Béghin-Say décide de « ramener son secteur agro-alimentaire dans la mesure où il pourrait se désengager au moins partiellement du domaine papier ». Ce qui fut fait au cours de l'année 87.

Pourquoi Béghin-Say s'est-il enquis de l'achat des actions Montedison ? Parce que, en les conservant, le groupe sucrier aurait été obligé « de les déprécier au regard de la situation boursière et, en perspectives économiques ». En les cédant, il dégageait au contraire de la trésorerie pour « compléter ses acquisitions dans le secteur agro-industriel ».

En réalité, il apparaît surtout que Béghin-Say a réalisé un bénéfice fiscal de 282 millions sur 1987 et 1988. En effet, le rapport de M. Vernes prouve, calculé en main, que la cession des titres Montedison a été profitable aux actionnaires, en partie grâce à cette économie d'impôt. En conservant les titres Montedison, le groupe aurait payé 738 millions au lieu des 455 millions effectivement réglés au fisc.

Le rapport Vernes s'attache ensuite longuement à prouver que l'échec a été réalisé à un prix largement supérieur au cours de bourse : plus 18,9 % pour le titre Montedison ; plus 7 % pour Saint Louis. Quant à savoir pourquoi les commissaires aux comptes n'ont pas jugé bon de mentionner la perte de 860 millions, c'est parce que l'échange Montedison - Saint Louis leur a été présenté par Béghin-Say, comme « une simple opération de gestion ».

Le groupe Ferruzzi, principal bénéficiaire de l'opération, n'est mentionné nulle part dans le rapport de M. Jean-Marc Vernes. Ce qui étonne les observateurs. « Béghin-Say a fait du ramassage d'actions pour Ferruzzi. Un phénomène banal pour ce groupe italien qui utilise ses filiales et les faillies du système financier pour développer sa stratégie industrielle », explique un analyste financier.

YVES MAMOU.

En juin prochain

### M. Le Floch Prigent succéderait à M. Pecqueur à la tête d'Elf

La rumeur en avait déjà couru il y a un an. Cette fois, l'affaire paraît entendue : M. Loïc Le Floch Prigent, quarante-deux ans, devrait succéder en juin prochain, à la tête d'Elf-Aquitaine, à M. Michel Pecqueur, à la fin du mandat de celui-ci. L'ancien président, socialiste, de Rhône-Poulenc, victime en 1986 du retour de la droite, qui l'avait aussi « éjecté », avait reçu, assurément, la promesse du président de la République sur cette nomination, approuvée, semble-t-il, en outre par les autres administrations de tutelle.

M. Michel Pecqueur, cinquante-sept ans, avait failli, au printemps 1988, être victime de la rumeur qui, prenant prétexte de problèmes de santé passagers et d'une série d'opérations financières avortées, l'avait prématurément remplacé. Le président du groupe pétrolier n'avait toutefois pas eu de peine à justifier sa gestion, les résultats d'Elf, entreprise la plus bénéficiaire de France après Peugeot, constituant son meilleur argument. Défendu par MM. Fauroux et Bérégovoy, il avait obtenu l'assurance de terminer son mandat.

M. Le Floch Prigent, qui devrait lui succéder, est aussi différent que possible de cet ingénieur en chef des mines, dont la tranquillité bourgeoise avait sa, depuis 1983, calmer les querelles partisans au sein d'un groupe traditionnellement proche du RPR. Aussi marqué politiquement à gauche que son prédécesseur était apolitique, Loïc Le Floch Prigent, ancien directeur du cabinet de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie au début du premier septennat de M. Mitterrand, a aussi souffert de n'être ni « corporatiste » ni membre de l'« establishment » financier. Malgré ces handicaps et son manque d'expérience — il avait fait, jusqu'en 1981, toute sa carrière à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), il avait réussi à s'imposer à la tête de Rhône-Poulenc, où il avait été nommé en 1982. Sa compétence et ses qualités de meneur d'hommes, consacrées par le redressement financier spectaculaire du groupe chimique en quatre ans, avaient été finalement saluées par les milieux spécialisés. Transféré par son éviction brutale en juillet 1986, il devrait prendre, en juin prochain, une revanche longuement attendue sur ses détracteurs.

V. M.

### Le gouvernement s'opposerait à la cession de Spontex à 3 M

Le gouvernement français devrait s'opposer, jeudi 23 mars, sa préférence pour un rachat français par Spontex, filiale du groupe Chaux, que ce dernier souhaitait vendre, depuis l'été dernier, à l'Américain 3 M pour 1,1 milliard de francs.

Le ministère de l'Economie et des finances et celui de l'Industrie semblent sur la même ligne : pas question de laisser la firme américaine prendre une position dominante sur le marché français de l'emballage et du recyclage. Jeudi, devant la presse, M. Pierre Bérégovoy avait indiqué que le rachat du numéro 1 mondial de l'éponge par 3 M posait un problème de concentration.

La défense de la firme américaine s'appuyait sur deux points forts : d'une part le marché en question n'est pas national mais européen et, d'autre part, 3 M offrait à Spontex les moyens de développement géographique et technologique d'une grande multinationale.

Ces arguments ne paraissent pas avoir convaincu les autorités françaises, qui, après avoir accepté le rachat du papeterier Aussat-Rey par l'Américain International Paper, préfèrent dans cette affaire la solution proposée par un tour de table français regroupant des financiers Rougier (Barris, LBO-France, Financière de Suez et Pharmamund) et Hutchinson, filiale de Total spécialisée dans la transformation du caoutchouc.

Cette dernière pourrait actuellement une politique de croissance active et dynamique. En 1988 son résultat net a atteint 310 millions de francs (+ 24 %) et son autofinancement 538 millions de francs (+ 11 %) ; elle semble prête à lancer une augmentation de capital pour financer de nouvelles acquisitions, et son actionnaire Total est disposé à la soutenir. Par ailleurs, numéro deux mondial des gants de ménage, elle trouverait avec Spontex un complément de gamme apparemment logique.

D. Py.

## SOCIAL

La modernisation du service public

### M. Durafour souhaite négocier un accord-cadre sur la formation des fonctionnaires

An lendemain des élections municipales, M. Michel Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, entame une importante concertation avec les fédérations de fonctionnaires sur plusieurs aspects du « renouveau du service public », à partir des orientations

définies le 22 février par M. Michel Rocard. Sur fond de grèves dans la fonction publique en Corse et de conflits dans le secteur hospitalier, la FEN ouvrira le ballet le lundi 20 mars, la CFCTC le concluant le 23 mars. Les

milieux proches du gouvernement ne voient pas, cependant, dans cette agitation « un obstacle » à la concertation en cours : « Il y a des thèmes sur lesquels on peut commencer à travailler sans provoquer aussitôt une levée de boucliers ».

Cet optimisme est fondé sur les réactions plutôt mesurées des syndicats de fonctionnaires après la présentation du plan de M. Rocard. Si la CGT avait manifesté une hostilité sans faille et si les autonomes de la FGA et la CFCTC avaient fait part de leurs réserves, la CFE-CGC s'était félicitée de la volonté du gouvernement de donner plus d'autonomie aux administrations. La FEN avait paré d'orientations « positives », attendant qu'elles se concrétisent en actes. La CFDT s'était montrée également favorable, en ajoutant cependant que le gouvernement devait s'approprier à assumer « une modernisation qui aura son coût ».

Mais la réaction la plus surprenante était venue de FO, traditionnellement réservée face à la modernisation de la fonction publique. Tout en se montrant « ouvert » mais « dubitatif », M. Marc Blondel, le nouveau secrétaire général de FO, s'était réjoui de voir que « la démarche du gouvernement rompt avec la politique de remise en cause du service public en vigueur depuis quelques années ». Rejoignant une préoccupation proche de celle de M. Jean Kaspas, secrétaire général de la CFDT, il avait cependant sou-

ligné qu'« on ne peut vouloir gérer le service public comme une entreprise privée ».

#### Coup d'envoi

Dans l'immédiat, la concertation engagée par M. Durafour ne portera donc que sur une partie du plan du premier ministre (étalé sur trente mois). Mais ce coup d'envoi aura valeur de test. « La négociation, indiquait M. Rocard, s'ouvrira à de nouveaux thèmes et se déroulera à tous les niveaux ». Existait ainsi mis en avant parmi les « thèmes prioritaires » la formation continue, la mobilité, les conditions et l'organisation du travail, les modalités de l'introduction des nouvelles technologies et l'aménagement du temps de travail. Il s'agira d'abord de se mettre d'accord sur la procédure et le calendrier de la négociation en privilégiant deux thèmes — qui s'avèrent assez éloignés — à savoir la formation et la mobilité.

Au ministère de la fonction publique, où l'on souhaite que « la négociation s'ouvre le plus vite possible », on semble désireux de

démarrer par la formation, qui est présentée comme « un thème relativement consensuel ». De fait, bien avant le plan de M. Rocard, le rapport d'un groupe de travail, présidé par M. Baquiast, avait, en août 1985, présenté une approche assez consensuelle de la formation, en recueillant l'assentiment de toutes les organisations syndicales, à l'exception de la CGT. Consacré à l'introduction des nouvelles technologies dans l'administration, il avait notamment suggéré que, chaque administration ayant mis au point son propre projet, les besoins en formation soient évalués ministère par ministère avec des financeurs adéquats. Les programmes de formation devaient être élaborés en concertation avec les organisations syndicales.

Aujourd'hui encore, le rapport Baquiast, trop oublié dans le débat sur la modernisation, peut servir de base de discussion. Mais M. Durafour entend surtout s'appuyer sur le rapport de M. Jean Guillaumon, ancien directeur général d'EDF, qui, en décembre 1988, préconisait un élargissement du dialogue social à d'autres thèmes que les salaires. Il était ainsi proposé que certains thèmes fassent l'objet d'accords

cadres — esquissés déjà dans le rapport Baquiast, — ouvrant ensuite la voie à de véritables négociations décentralisées dans la fonction publique, ce qui rejoint totalement les vœux de MM. Rocard et Durafour.

#### Une petite révolution

L'innovation, pour la fonction publique, est moins dans l'apparition d'autres thèmes que les salaires — la plupart des prédateurs de M. Durafour ayant déjà fait travailler des groupes de travail sur des sujets non salariaux — que sur l'émergence d'une négociation à deux niveaux. Un changement de méthode qui par la décentralisation qu'il entraîne constitue une petite révolution. Ainsi, M. Durafour négocierait avec les fédérations de fonctionnaires un « accord-cadre » sur la formation continue qui fixerait, pour l'ensemble de la fonction publique, de grandes orientations. Puis, dans un second temps, des négociations ministérielles par ministère aboutiraient à des accords précisant dans le détail les projets de formation des diverses administrations concernées.

MICHEL NOBLECOURT.





## Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

## Le malaise persiste

Le niveau de l'intérêt serait-il proche de son sommet ou même l'aurait-il déjà atteint? Les spécialistes du marché des capitaux étaient de plus en plus nombreux à le croire avant l'annonce, vendredi, d'une hausse de 1 % de l'indice américain des prix à la production pour le mois de février. Les tenants de cette thèse optimiste étaient même, semble-t-il, en majorité. S'il avait fallu évaluer dans quelle proportion les avis se partageaient, on aurait vraisemblablement avancé les chiffres de 55 % d'optimistes et 45 % de pessimistes. Le choc provoqué par les dernières statistiques américaines (on s'attendait à une augmentation de 0,4 % seulement) a été ressenti d'autant plus violemment. Déjà ravivées par une nouvelle poussée des prix du pétrole, les craintes relatives à une montée de l'inflation ont renforcé, en force, et le malaise du marché euro-obligataire est apparu plus profond que jamais.

En fait, on se préoccupe tout particulièrement de ces transactions d'une vie très brève, un an seulement, à très hauts coupons et qui laissent à l'emprunteur le choix de la monnaie de remboursement. Ces transactions, on le sait, sont vivement recherchées par la clientèle des particuliers fascinée par le taux facial d'intérêt de 14 % ou davantage. Il est difficile d'imaginer que tous les prêteurs soient parfaitement à même d'évaluer les risques encourus alors que plusieurs banques ont cherché de fil en aiguille à se plaindre de la difficulté pour elles d'établir des calculs précis de rendement.

Deux nouvelles transactions ont vu le jour cette semaine : l'un pour le dollar des Etats-Unis, pour le Conseil de l'Europe et la SNCF, la première portant sur l'unité de compte européenne, la seconde, du dollar. L'opacité de ces transactions fait redouter que des autorités s'en préoccupent et que, dans un légitime souci de protection des investisseurs, elles en viennent à surveiller de plus près le marché euro-obligataire. Or une des raisons du succès de ce marché est d'être supposé capable de faire face à ses responsabilités et donc de les assumer pleinement.

Parmi les autres succès de la semaine, la maison de titres japonaise Nomura s'est fait bien des amis en réunissant une immense syndicat de soixante-douze banques

pour sa première émission convertible en francs suisses. L'opération, à caractère privé, porte sur 250 millions. Elle est doublée d'un emprunt public d'un même montant dont la direction a été confiée à l'Union de banques suisses. La Suisse est un marché privilégié pour les établissements financiers japonais qui cherchent à accroître leur fonds propres. Voici que, pour avril, on annonce une très importante opération convertible, d'un montant d'au moins 750 millions de francs suisses pour le compte d'une des plus grandes banques du pays.

## Prudent retour de l'Afrique du Sud

Cela fait près de quatre ans que l'Afrique du Sud ne s'est plus présentée sur le marché international des capitaux, ni directement ni par l'intermédiaire d'un de ses établissements publics. Depuis quelques mois, elle accomplit un retour discret en Suisse. Deux transactions y ont vu le jour, et une troisième se profile. Leur montant est modeste, et les fonds levés devraient servir au remboursement d'emprunts précédents arrivant à échéance. Les rendements proposés aux investisseurs sont attractifs comparés à d'autres possibilités de placements, et il y a visiblement une clientèle bien définie pour de telles obligations. Les échéances ne dépassent pas trois ans, et les prêteurs peuvent à leur gré exiger le remboursement de leur titre tous les six mois, suivant une échelle qui commence à 99,70 % du pair et finit à 102 %. La dernière en date des émissions de ce genre est pour ESKOM, la société d'électricité nationale.

D'une durée de trois ans et offertes au pair, les obligations seront rémunérées au taux de 7,5 % l'an. Ces conditions sont plus favorables que celles que la République d'Afrique du Sud elle-même proposait à la fin de 1988 et au début de cette année. Les coupons d'intérêt étaient plus faibles de 7 % seulement, mais cette année le rendement de l'argent à court terme s'est envolé dans une mesure bien plus importante.

D'un point de vue technique, ces opérations sont tout à fait intéressantes car apparemment aucune banque ne les dirige. Elles semblent éclore d'elles-mêmes, et si certains des plus grands noms de la finance helvétique y sont liés, ils ne jouent pas un rôle très limité, celui d'agent ou d'intermédiaire. Il n'y a pas de prise ferme et le placement se fait à la commission.

Il faut dire que la question sud-africaine est d'une actualité toujours brûlante dans les affaires financières internationales. Les banques suisses viennent d'en faire la preuve en se voyant d'embarras refuser toute participation au consortium d'émission mis en place pour un emprunt de 500 millions de dollars canadiens lancé par l'entreprise hydro-électrique Ontario Hydro. La province d'Ontario a décidé de marquer ainsi sa désapprobation quant aux relations entretenu par les établissements suisses et l'Afrique du Sud. Il convient de préciser que le cas est isolé et que par exemple un autre grand canadien de l'énergie, Hydro Québec, n'a pas manqué pour sa dernière transaction internationale, de 300 millions de deutschemarks, de s'appuyer sur un syndicat bancaire qui comprend les grands instituts suisses.

Que des banques d'une même nationalité se tiennent à l'écart d'un euro-emprunt peut également tenir à une décision prise dans le pays d'origine de ces établissements et ne rien avoir à voir avec la volonté de l'emprunteur. Les pouvoirs publics peuvent leur dicter leur comportement comme cela a probablement été le cas de la nouvelle émission soviétique de 750 millions de deutschemarks pour le compte de Vnesheconombank. Aucune banque française par exemple ne figure dans le syndicat de cette importante transaction que, de Francfort, dirige la Deutschebank. Les obligations sont rémunérées, comme on s'y attendait, au taux facial de 7 % durant sept ans. Il s'agit de la quatrième opération lancée pour cette signature sur le marché international des capitaux depuis que glasnost et perestroïka font partie du vocabulaire de tout commerçant politique. L'absence des banques françaises s'explique par la question des fonds russes levés avant la révolution d'Octobre.

CHRISTOPHE VETTER.

## MATIÈRES PREMIÈRES

## Le cacao en pleine crise

Tombés en septembre à 714 livres la tonne, leur niveau le plus bas de ces treize dernières années, sur le marché de Londres, les prix du cacao se sont depuis lors quelque peu redressés. Le 17 mars, une tonne de fèves valait 850 livres, un léger manque de marchandise ouest-africaine et brésilienne sur le court terme ayant ralenti la tendance. Mais sur le fond, rien n'a changé : pour la cinquième saison consécutive, la récolte sera largement excédentaire comparée à la demande attendue. L'organisation internationale du cacao (ICO) table pour la campagne 1988-1989, commencée en octobre, sur un surplus de 199 000 tonnes. Un chiffre nettement supérieur à ses dernières estimations de septembre (155 000 tonnes) et à l'excédent de 161 000 tonnes enregistré en 1987-1988.

Si la récolte du Brésil, second producteur mondial, doit baisser de 22 000 tonnes (pour s'établir à 380 000 tonnes), de très fortes poussées sont encore prévues en Côte d'Ivoire (+ 25 000 tonnes), en production de 680 000 tonnes), au Ghana (+ 102 000 tonnes), à 290 000 tonnes) et en Malaisie, nouveau trouble-fête du marché mondial, avec une production attendue de 245 000 tonnes, en progression de 18 000 tonnes.

An total, la production pour la saison en cours devrait atteindre un volume historique de 2,309 millions

de tonnes (+ 141 000 tonnes). De son côté, la consommation augmenterait de 105 000 tonnes pour atteindre 2,087 millions de tonnes. Les stocks mondiaux de cacao, actuellement de l'ordre de 389 000 tonnes, pourraient s'élever en fin de campagne à 1,088 million de tonnes.

A ces perspectives sombres qui rendent vain à l'avance tout espoir de voir le marché se redresser, s'ajoute la crise financière latente de l'ICO. Depuis février 1988, l'accord international sur le cacao est devenu lettre morte : son action de soutien des prix par le biais du stock régulateur est paralysée. Celui-ci a procédé à des achats jusqu'à hauteur de 250 000 tonnes, plafond prévu par les règlements de l'organisation, mais pour autant réussir à tirer les prix de l'ornière, encore moins à assainir le marché. C'est tout l'inverse qui s'est produit. L'accord n'est pas parvenu à maintenir les cours mondiaux à l'intérieur de la fourchette de prix qui se devaient défendre. Le stock déposé dans la bataille toutes les liquidités. L'ICO est une institution aux abois, affaiblie par les retards de paiement de contributions par les pays producteurs. Leurs arriérés atteignent 95 millions de dollars, les plus mauvais payeurs sont aussi les deux plus grands exportateurs mondiaux, la Côte d'Ivoire et le Brésil.

A l'initiative des vingt-trois membres exportateurs de l'ICO, une as-

sion extraordinaire de son conseil s'est tenue ces jours derniers à Londres, mais les débats se sont achevés vendredi 17 mars sans résultat tangible. Au nom des consommateurs, les représentants de l'Allemagne fédérale, des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne ont demandé la suspension du prélèvement de 30 dollars qu'ils versent à l'ICO sur chaque tonne de cacao importée.

Cette proposition a causé un début de panique dans les rangs des producteurs. Une telle mesure est susceptible de priver totalement l'organisation de revenus. Elle serait contraire, pour se financer, de vendre sur le marché une partie de son stock-tampon. Une initiative qui accentuerait la pléthore ambiante et entraînerait sans aucun doute un nouvel accès de faiblesse des prix. De l'avis des professionnels, la crise de cacao illustre la difficulté que connaissent nombre de pays du tiers-monde à s'affranchir de leur dépendance à l'égard d'une matière première. Les pays africains payent actuellement leur obligation à vouloir produire toujours plus de cacao, en espérant que le développement économique couronnerait cet effort. L'heure est venue pour eux de déchanter. La Côte d'Ivoire supporte avec peine une dette de l'ordre de 10 milliards de dollars, et les prix du cacao sont au plus bas. Pour longtemps sans doute.

ERIC FOTTORINO.

## La mort de Pierre Calvet

En la personne de Pierre Calvet, récemment décédé à l'âge de soixante-dix-huit ans (*Le Monde* daté 12-13 mars), disparaît un homme qui, outre son rôle de premier plan dans la Résistance - où il fut notamment l'occasion de préparer la réinsertion des déportés d'Alsace-Lorraine dans le territoire national - occupa dans l'administration d'abord, puis dans les affaires et la banque (il fut vice-président de la BNP de 1966 à 1970), d'importantes fonctions. De 1972 à 1975, il avait présidé la Caisse centrale de coopération économique, renouant ainsi avec les activités qu'il avait exercées pendant les années 50 et la première moitié des années 60 au service de la zone franc. Il avait pendant longtemps été président du comité mon-

étaire de cette dernière et avait siégé au conseil de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Second sous-gouverneur de la Banque de France en 1952, puis premier sous-gouverneur de 1960 à 1966, Pierre Calvet avait été chargé à ce titre des affaires internationales. C'est lui qui, pendant douze ans, représentait la France au comité directeur de l'Union européenne des paiements, puis à celui de l'Accord monétaire européen. Il négocia avec succès, avant le rétablissement des affaires monétaires de la France fin 1958, l'obtention d'importants crédits indispensables pour assurer l'équilibre des comptes... et la marche de l'économie française. C'est lui qui, de 1947 à 1952, avait dirigé l'Office des changes.

## DEVISES ET OR

## Belle tenue du franc

Ce n'est pas tant le dollar qui, malgré une vive poussée et deux vagues d'interventions concertées des banques centrales, a tenu la vedette dans les salles des changes parisiennes. Une fois n'est pas coutume, le franc français a également été l'événement, en se redressant vivement vis-à-vis du mark, alors que la devise allemande était bloquée depuis plusieurs mois autour de 3,40 F.

Propulsée par l'annonce de la suppression du contrôle des changes pour les entreprises le 9 mars, soutenue par une conjonction française toujours favorable et en particulier par la publication d'un indice provisoire des prix à la consommation satisfaisant en février (+ 0,3 %), la monnaie française a de quoi plaire aux investisseurs. D'autant plus que, comme à son habitude, le franc bénéficie depuis quelques jours de la poussée du dollar, qui affaiblit le mark au sein du SME.

Selon les rumeurs du marché, la hausse du franc aurait été provoquée en début de semaine par une vente de 2 milliards de marks de la part d'une entreprise française, et de nombreux autres achats auraient suivi. Le mark valait 3,386 F à la cotation officielle de Paris le 17 mars, contre 3,391 F une semaine auparavant ; c'est le meilleur niveau du franc depuis le mois d'août dernier, même si beaucoup de chemin reste à faire pour revenir au cours pivot fixé lors du dernier réajustement du SME, en janvier 1987 (3,35386).

La suppression pratiquement totale du contrôle des changes a provoqué des remous dans les salles des marchés, qui n'avaient pas prévu un tel allègement des contraintes pesant sur les opérations de change des entreprises. Pendant quelques

jours, « on ne savait sur quel pied danser », remarquait le responsable du marché des changes d'une grande banque parisiennne ; certains continuant à coter séparément les taux du franc intérieur et ceux de l'eurofranc, alors même que ces derniers n'existent plus, résidents et non-résidents pouvant désormais effectuer à leur guise des transactions sur la devise française. Mais en fin de semaine, la situation était revenue à la normale. Reste à espérer que le franc ne sera pas chahuté dans un avenir proche, le temps que tous les nouveaux dispositifs de prêts (en particulier sur le long terme) puissent se mettre en place.

Pendant que le marché se réajustait de la bonne tenue du franc, le dollar a subi deux poussées à la hausse. La première, le 15 mars, d'ampleur limitée, a provoqué une vague d'interventions modestes de la part de la Réserve fédérale et des banques centrales européennes. Dès le lendemain, les achats de dollars refusaient, d'autant plus que l'annonce d'un déficit commercial américain en baisse au mois de janvier (9,5 milliards de dollars) avait été accueillie avec beaucoup d'indifférence.

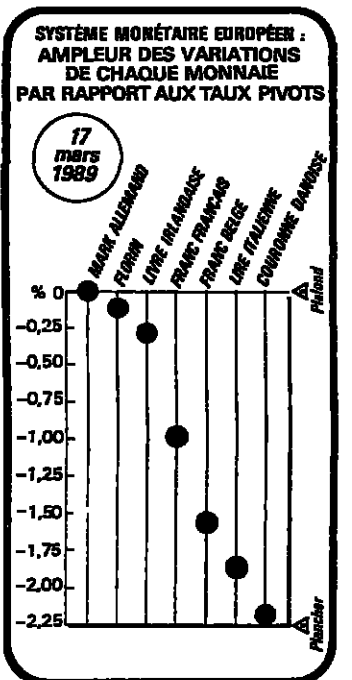
En outre, la publication de plusieurs indices économiques laissant pressager un ralentissement de l'activité aux Etats-Unis en février (baisse de 0,4 % des ventes au détail, diminution du taux d'utilisation des capacités industrielles à 84,3 %, recul des mises en chantier de 11,4 %, maintien de la production industrielle) avait permis d'apaiser les craintes de surchauffe et de hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. C'était cependant compter sans l'annonce, le 17 mars, d'une progression très vive (+ 1 %) des

prix de gros aux Etats-Unis en février, dont les spécialistes estiment que, même en excluant l'énergie et l'alimentation, elle s'élève à 0,6 % environ.

Alors que les indices boursiers chutent et que les rendements obligataires se tendent fortement, le dollar s'est immédiatement raffermi, provoquant de nouvelles interventions, d'abord des banques centrales européennes, puis de celle des Etats-Unis. Il a ainsi gagné plus de 3 centimes, cotant 6,3550 F à New-York, le 17 mars, contre 6,3225 F une semaine plus tôt. Contre le mark, le billet vert atteignait 1,8775. La flamme du dollar était particulièrement nette contre le yen, resté très discret depuis le début de l'année. Le dollar cotait 131,70 yens vendredi à la clôture de New-York, son plus haut niveau depuis l'automne dernier. Symboliquement, ce décollage du yen intervient alors que, pour la première fois depuis 1983, les statistiques mensuelles japonaises de la balance des paiements de février reposent sur la même parité dollar-yen (128) qu'un an auparavant.

Après deux semaines d'accalmie sur les marchés des changes - depuis que la Bundesbank avait choisi, le 2 mars, de ne pas relever ses taux directeurs à la suite de la hausse du taux de l'escompte américain du 24 février, les interrogations sur l'évolution probable du dollar en cette période de fin de cycle économique sont reparties de plus belle.

FRANÇOISE LAZARE.



## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 AU 17 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEIL	Franc suisse	Mark	Franc	Florin	Lira
New-York	1,7140	15,7380	61,9325	53,3333	2,5404	47,5511	8,0772
	1,7140	15,8165	62,7943	53,4080	2,5441	47,5511	8,0772
Paris	18,7770	6,3460	39,734	338,45	16,1775	300,05	4,4386
	18,8494	6,3225	39,734	339,19	16,2115	300,05	4,4386
Zurich	2,7801	1,6150	24,4891	24,4891	2,5404	47,5511	1,7154
	2,7801	1,6150	24,4891	24,4891	2,5404	47,5511	1,7154
Frankfurt	3,2135	1,8750	25,5462	116,10	25,5462	4,7765	88,6392
	3,1986	1,8640	25,4220	117,85	25,5462	4,7765	88,6392
Brasilia	67,2574	35,24	6,1354	24,2872	209,28	18,5532	2,8650
	66,9240	35,00	6,1084	24,4891	209,28	18,5532	2,8650
Amsterdam	3,6251	2,1150	31,0250	112,80	5,9986	—	1,5951
	3,6251	2,1150	31,0250	112,80	5,9986	—	1,5951
Milan	235,84	1374	214,51	899,77	732,98	35,0153	6,0845
	237,49	1340	214,51	899,77	732,98	35,0153	6,0845
Tokyo	225,56	131,09	297,37	61,4664	70,1267	3,3357	62,2222
	222,30	129,55	294,90	61,3000	69,9810	3,3357	62,2222

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 17 mars, 4,8222 F contre 4,8804 F le vendredi 10 mars.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## L'accalmie n'aura pas duré

Le marché obligataire a subi un nouveau plongeon le 17 mars, en réponse à l'annonce d'une hausse de 1 % des prix de gros aux Etats-Unis au mois de février, qui laisse pressager une accentuation des pressions inflationnistes. Pourtant, quelques séances de répit avaient, dans les jours précédents, redonné aux opérateurs un nouvel optimisme, fondé sur l'idée que la surchauffe de l'économie américaine n'est pas réelle, et que la configuration des taux d'intérêt mondiaux est satisfaisante.

« Cela suffit. Il faut souffler », avait dit un opérateur sur le MATIF, lesse plusieurs semaines de fortes tensions sur les taux d'intérêt, et encouragé par les nombreux indices de détente du marché.

Publications d'indicateurs et déclarations de responsables monétaires, comme celle du président de la Bundesbank Karl Otto Pöhl, semblaient lui donner raison.

M. Pöhl avait beaucoup impressionné les marchés en déclarant le 14 mars que les hausses de prix élevées récemment enregistrées en Allemagne fédérale étaient liées à des facteurs très exceptionnels (principalement la hausse des taxes indirectes) et que, à son avis, le niveau du loyer de l'argent en RFA n'aurait pas besoin d'être relevé pour que les pressions inflationnistes soient contenues.

Le Bundesbank a procédé le 15 mars à une prise en pensions au taux fixe de 5,80 %, le même que la semaine dernière, et plus faible que le 6,20 %-6,75 % enregistré au début du mois. De là, il paraissait certain qu'elle laisserait ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion bimensuelle du 16 mars. La Banque de France s'est montrée très généreuse lors de son offre d'offres du 16. Maintenant son taux d'intervention inchangé à 8,25 %, elle a

procédé à une distribution nette de liquidités de 22,7 milliards de francs alors même que s'ouvre la période de reconstitution des réserves des banques.

Ces deux opérations avaient contribué à détendre les conditions du crédit en Europe, le marché français étant par ailleurs soutenu par la bonne tenue du franc et le niveau élevé des taux réels. Le différentiel d'inflation entre la France et la RFA se maintient à son niveau historique, mais, soit 0,8 point en février, après le record de 0,7 point en janvier. Dans ces conditions, le maintien de l'écart de taux nouveaux permet actuellement à la France d'offrir des rendements très attractifs pour les investisseurs étrangers.

Dans ce climat favorable, le MATIF s'était nettement redressé tout au long de la semaine, le contrat notional échéance juin remontant jusqu'à 105, contre 103,8 le 10 mars après l'annonce d'une baisse importante du taux de chômage aux Etats-Unis. Cette reprise avait été favorisée par la grande stabilité du marché du crédit américain. De lundi à jeudi, le rendement de l'emprunt à rente ans du Trésor 87/8 % était resté confiné entre 9,12 % et 9,15 %.

Cependant, la publication de l'indice des prix de gros, bien supérieur à toutes les estimations, a fait l'effet d'une bombe : le rendement de l'emprunt phare américain s'est tendu jusqu'à 9,30 % et le MATIF a une nouvelle fois témoigné de sa sensibilité à l'évolution des taux américains. En une demi-séance, dans l'après-midi du 17, le contrat échéance juin perdait plus d'un point, retombant à 104.

Circulaient à nouveau des rumeurs de relèvement du taux de

l'escompte américain, déjà porté à 7 % le 24 février. Mais la Réserve fédérale, dont on attendait au moins qu'elle laisse monter doucement le loyer de l'argent en réponse à la chute du marché obligataire, a au contraire injecté pour 1,5 milliard de dollars de liquidités, alors que les fonds fédéraux se traitaient à 97/8 %.

Comme si une mauvaise nouvelle ne suffisait pas, le cours du baril de pétrole a atteint son plus haut niveau depuis quinze mois le jour de la publication de l'indice des prix de gros aux Etats-Unis, franchissant à New-York la barre psychologique de 20 dollars.

Si, pendant quelques jours, certains opérateurs ont pu penser que la hausse des taux d'intérêt dans la plupart des pays industrialisés au cours des derniers mois s'était révélée suffisante pour calmer l'inflation, la journée du 17 mars oblige à poser de nouveau la question.

Le marché primaire sur lequel peu d'émetteurs avaient osé se risquer à bien sûr subi le contre-coup de la chute du marché obligataire. Pourtant, les quelques émissions du début de la semaine se sont relativement bien déroulées. C'est le cas de l'emprunt 3 milliards de francs (dont 1,3 milliard à taux fixe) du Crédit local de France qui, coté à 9 %, s'est traité avec une décote de 1 %-1,05 %, faisant ressortir le rendement à 9,15 % environ. De même, les 2 milliards de francs émis par le Crédit agricole ont été facilement placés, en grande partie dans ses propres réseaux, il est vrai. A noter également une émission de la Cofiroute de 600 millions de francs. Emis à 9,20 % avec la Société générale pour chef de file, l'emprunt s'est traité à 9,45 % environ.

F.L.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le chef du PC chinois lance un appel à l'ordre. 5 Etats-Unis : M. Cheney confirmé au poste de secrétaire à la défense.	6-7 Avant le second tour des élections municipales. 7 « Livres politiques », par André Laurens.	8 La commissaire Jobic à la question. - Les musulmans de France et l'affaire Rushdie. - Sports : bronze baroque pour la France aux championnats du monde de patinage artistique.	14 Mode : la Semaine du prêt-à-porter automne-hiver 1989.  ACADÉMIE FRANÇAISE 9 à 12 La réception de M. Pierre-Jean Remy.	17 Selon le FMI, l'inflation va s'accroître en 1989, mais la croissance restera vigoureuse. - L'enquête de la COB sur Bouffier-Sey. 18 Revue des valeurs. 19 Crédis, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Cartes ..... 16 Météorologie ..... 16 Mots croisés ..... 16 Télévision ..... 16 Spectacles ..... 15	● Réservez vos séjours à la montagne ..... SEJOUR ● Municipales : les résultats complets du 1 <sup>er</sup> tour ..... ELEC ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction ..... JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 ..... AFP  3615 tapers LM et 3615 tapers LE MONDE

## Pour éviter des manifestants

## M. Rocard écourté sa visite à Besançon

BESANCON  
de notre correspondant

« Ira-t'y, ira-t'y pas ? » Dans la salle des mariages de l'hôtel de ville de Besançon, où Robert Schmitt, maire socialiste sortant, et ses collègues recevaient le premier ministre au terme de sa tournée électorale, la question était dans tous les esprits. Une manifestation d'environ cent cinquante enseignants, dont les organisateurs SNES, FEN, SNI-PEGC avaient pourtant fait savoir qu'elle serait aussi peu agressive que possible, allait-elle dissuader M. Rocard de se rendre au meeting prévu dans la salle voisine du Kursaal, où les électeurs l'attendaient depuis deux heures.

L'auditoire restreint admis à l'hôtel de ville finit par apprendre que M. Rocard ne se rendrait pas au Kursaal. Le chanteur Francis Lalanne, dont le nom figurait sur les

affiches dans le même caractère que celui de M. Rocard, fit donc à lui seul la soirée, tandis qu'au dehors militants socialistes et enseignants se renvoyaient mutuellement la responsabilité de la défection du premier ministre. « Vous l'avez empêché de venir, vous ne vous étonnez pas si Touraine » [NDLR] le concurrent RPR prend la parole.

« On n'avait que cette occasion de lui rappeler ses promesses, on voulait seulement lui parler. » Pendant ce temps, les Verts, qui avec leurs 12 % ont choisi de se maintenir au second tour, accusés eux aussi de faire le jeu de la droite, distribuaient tranquillement leurs tracts aux uns et aux autres. En fin de soirée Robert Schmitt devait intervenir rapidement pour préciser que M. Rocard avait dû se plier à des impératifs de sécurité.

C. F.

## La bataille d'Orly

## Le suffrage universel est « dans la cave »

« T'es rien à faire dans la question. T'es plus un élu. Dégage ! » Le climat est à la franche camaraderie à Orly où un duel fratricide oppose au second tour des élections municipales M. Gaston Viers, maire sortant réélu au second tour du PCF (47,78 % au premier tour) et son premier adjoint, M. Alain Girard, communiste « orthodoxe » présenté par le PCF et le PS (31,28 %). Alors qu'il effectuait une tournée d'électeurs avec un collègue dans une cité, jeudi 16 mars M. François Philippot, adjoint socialiste au maire d'Orly et conseiller de M. Viers — le socialiste ne figure sur la liste Girard — se fait apostropher en ces termes par un ami. Un bref dialogue s'engage :

— « Ce sera un suffrage universel de dire si je suis un élu ou non », rétorque M. Philippot.

« On va te faire voir le suffrage universel dans la cave », aurait répondu l'un de ses trois interlocuteurs.

Coup de tête sur le nez, traumatisme nécessitant huit jours d'arrêt de travail, M. Philippot a déposé plainte à la gendarmerie. Ses trois agresseurs auraient été identifiés comme proches des Jeunesses communistes de Vitry. C'est la seconde fois en une semaine qu'une personne

proche de M. Viers se voit contraindre de déposer plainte. Selon le maire et ses amis, Orly est investie par des militants actifs venus d'Ivry, de Vitry, de Choisy-le-Roi, de Villejuif et de Champigny. Autant de municipalités tenues par le PCF, dont le sort a déjà été réglé au premier tour. « Orly est occupée et nous faisons de la résistance », dit l'un. « Actuellement, quinze équipes placardent sans discontinuer des affiches de Girard », dit l'autre.

Le soud principal du maire d'Orly est le « syndicat du scrutin » du dimanche 19 mars, car le venu en masse de personnes étrangères à la commune le préoccupe vivement. « Si il y a des incidents, dit-il, j'accuse par avance les gens venus d'ailleurs qui sont dangereux. » Dans l'humanité du 18 mars, M. Jean-Claude Lefort, premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne du PCF, accuse les amis de M. Viers d'utiliser un « procédé digne des pires méthodes archaïques utilisées ailleurs qu'à gauche ». Il condamne « fermement » les auteurs de la tension actuelle, en précisant que son exploitation est le « signe des difficultés rencontrées par d'autres ».

FRANCIS GOUGE.

## Les conflits dans la presse parisienne

## M. Miot réfute les accusations de FO

Après la CFDT (le Monde du 17 mars), le syndicat national FO des employés et cadres de presse a exigé, vendredi 17 mars, d'être partie prenante aux négociations sur la modernisation de l'impression et de la distribution des quotidiens nationaux, dénonçant les « accords secrets » passés entre le Syndicat du Livre CGT et le Syndicat (national) de la presse parisienne (SPP).

Dans un communiqué, le président du SPP, M. Jean Miot, a estimé ces déclarations « dénuées de tout fondement. Tous les accords relatifs à la restructuration de la presse parisienne entre les entreprises et le Comité inter-syndical du Livre CGT, sous l'égide du SPP, découlent de l'accord-cadre du 7 juillet 1976 et des neuf avenants qui s'ensuivent [...] Ces accords

sont bien évidemment officiels. » Le jeudi 16 mars 1989, évoque M. Miot, le SPP a convoqué l'ensemble des organisations syndicales représentant les ouvriers, les employés et les cadres pour examiner l'évolution des salaires de 1989. Un constat a été dressé, démontrant une nouvelle fois l'impossibilité d'aboutir à une participation conjointe de l'ensemble des organisations syndicales aux différentes négociations. Cette impossibilité ne saurait, en aucun cas, être le résultat d'une discrimination patronale.

Autre témoignage de la tension existant dans la presse parisienne actuellement : trois cents militants CGT des Nouvelles Messageries ont forcé les grilles et sont entrés en force, vendredi 17 mars, dans un centre de routage de presse, à Créteil (Val-de-Marne), pour exiger que les lisses de magazines qui y étaient triées soient « rapatriées » aux NMPP. L'entrepôt privé — la Filiale cavallonnaise — était accusé par les manifestants de servir de réseau parallèle de routage pendant le conflit agitant les NMPP. Les lisses de magazines qui devaient être triées et routées (le Point, Aujourd'hui, Madame, Femme d'aujourd'hui, Jours de France, Télé-Poche, Télé-7 jours et des catalogues de la Redoute) ont été chargés à bord de six poids lourds appartenant à l'entreprise, qui ont été conduits sous escorte CGT vers des centres NMPP.

ISLANDE  
geysers  
et volcans

avec votre voiture

à bord du

circuit "Norröna"

de la Smyril Line

Voyagez en Islande

avec votre voiture

à bord du

circuit "Norröna"

de la Smyril Line

Voyagez en Islande

avec votre voiture

à bord du

circuit "Norröna"

de la Smyril Line

Voyagez en Islande

avec votre voiture

## Les protestations contre « les Versets sataniques »

## Nouvelles manifestations dans des pays musulmans

De nouvelles manifestations contre les Versets sataniques et la Grande-Bretagne se sont déroulées, vendredi 17 mars, au Bangladesh et au Soudan, où plusieurs milliers de musulmans ont réclamé la tête de Salman Rushdie. A Khartoum, les manifestants ont demandé la rupture des relations diplomatiques avec Londres, et le boycott des produits en provenance de ce pays. A Dacca, c'est aux cris de « nous tuons Rushdie » que plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues à l'issue de la prière de vendredi. Cependant, en Malaisie, les autorités ont interdit la vente de Newsweek et de la Far Eastern Economic Review (dont le siège est à Hongkong) pour avoir reproduit des extraits

des Versets sataniques. (Lire également en page 1 l'article de Henri Tincq).

Londres a, par ailleurs, accueilli favorablement le fait que la Conférence islamique, qui vient de se tenir à Ryad, n'a pas soutenu l'appel au meurtre iranien contre Salman Rushdie (le Monde du 18 mars). « Nous constatons que la majorité modérée du monde islamique prévaut », a déclaré un porte-parole du Foreign Office.

L'affaire Rushdie a, en outre, privé le prince Charles de l'un de ses sports favoris, vendredi, à Dubaï, où, à la demande des autorités britanniques, il a renoncé à participer à un match de polo « pour des raisons de sécurité ». — (AFP, AP, UPL)

## « Pragmatistes » contre « radicaux » en Iran

## L'affaire Rushdie n'a pas mis fin à la lutte pour le pouvoir

Près d'un mois après le début de l'affaire Salman Rushdie, qui a permis à l'imam Khomeiny de reprendre en main une situation qui semblait lui échapper, rien n'a pratiquement changé en Iran sur le plan intérieur. Contrairement à ce qui s'était passé il y a environ dix ans, lors de la prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis, la rue est demeurée pratiquement indifférente aux appels du guide.

Les dirigeants des différentes factions du sérail islamique, vertement sermonés par l'imam le 23 février dans son message adressé aux oulémas (docteurs de la loi musulmane) leur demandant de rester unis, ont tous fait acte d'allégeance. Mais dans la pratique la lutte pour le pouvoir n'a pas cessé et s'est poursuivie comme si le message de l'imam n'avait pas été entendu.

Le principal perdant de cette interminable lutte pour la succession est pour l'instant le chef du clan des « pragmatistes », l'ingénieur Rafsanjani, dont l'autorité a été sérieusement ébranlée. Le président du Majlis, qui avait été nommé, en juin 1988, commandant en chef par intérim des forces armées, a perdu presque la moitié de ses pouvoirs militaires. En effet, le 7 mars, un obscur religieux d'Isfahan, l'hojatoleslam Abdollah Nouri, a été nommé au poste de représentant de

l'imam auprès des pasdaran (les gardiens de la révolution).

Ces derniers supporteraient mal la tutelle de M. Rafsanjani, en qui ils voient l'un des principaux responsables des revers militaires ayant finalement conduit l'Iran à accepter la résolution 598 des Nations unies « dans les pires conditions possibles ». Ils obtiennent ainsi partiellement satisfaction.

Le commandant en chef des forces armées n'a plus désormais son mot à dire sur tout ce qui concerne pratiquement la moitié des forces militaires du pays. Ce n'est pas un hasard si le contrôle des activités des pasdaran a été confié à l'hojatoleslam Nouri. Il fait, en effet, partie du bureau du fils de l'imam, Ahmed Khomeiny, qui, lui ne l'ignore, est le deux ex machina du clan des « radicaux » et qui revient depuis longtemps de réduire les pouvoirs, à ses yeux exorbitants, de M. Rafsanjani.

La riposte n'a pas tardé. Les trois principaux chefs de file des « pragmatistes » — MM. Rafsanjani, Khatami et Mousavi — qui font partie du Conseil suprême de la justice — ont aussitôt réorganisé cet organisme de manière à réduire singulièrement les pouvoirs de M. Khomeini, qui fut le mentor des étudiants de la ligne de l'imam et qui occupe actuellement les fonctions de procureur de la République.

## EN BREF

● Infiltration à la frontière israéliro-jordanienne : un soldat israélien a été tué et un autre blessé dans la nuit de vendredi 17 à samedi 18 mars, lors d'une opération de commando à la frontière israéliro-jordanienne. L'incident s'est produit dans le désert du Néguev (sud d'Israël), selon des sources militaires israéliennes. C'est la première fois depuis plusieurs années qu'une tentative d'infiltration à partir du territoire jordanien réussit. Par ailleurs, deux Palestiniens ont été tués samedi à Gaza lors de heurts entre manifestants et militaires. — (AFP)

● Attentat contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer : neuvième inculpation. — Serge Bayoni, trente-deux ans, à la fois agent de sécurité, chauffeur et garde du corps, qui avait été interpellé en début de semaine par la police judiciaire de Nice, a été présenté, vendredi 17 mars, au parquet de Grasse, puis ensuite inculpé, notamment, d'assassinat, de destruction de biens mobiliers et immobiliers par substances explosives ou incendiaires par M. Jean-Pierre Mucchioli, juge d'instruction. Placé sous mandat de dépôt, Serge Bayoni aurait reconnu sa participation à l'attentat raciste commis le 19 décembre dernier contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes).

● M. Monod repousse l'idée d'une fusion entre la Cinq et M 6. — Bien que M 6 ait perdu environ 400 millions de francs en 1988, il n'est pas question pour la Lyonnaise des eaux (actionnaire à 25 % de la chaîne) de s'en désengager. Le PDG de la Lyonnaise, M. Jérôme Monod, a au contraire déclaré, vendredi 17 mars, vouloir « persévérer jusqu'à ce que les activités de son groupe dans le câble et la télévision soient équilibrées, c'est-à-dire entre 1991 et 1993 ». Interrogé sur une éventuelle fusion de la Cinq et de M 6 — une hypothèse notamment évoquée par le PDG de Canal Plus, M. André Rousselet, — M. Monod a rétorqué ne pas savoir « ce que veut dire le rapprochement de deux parties ».

● Les infirmières anesthésistes suspendent leur grève. Les infirmières anesthésistes ont annoncé le vendredi 17 mars leur décision d'arrêter leur grève en attendant les conclusions du groupe de travail mis en place par le ministre de la santé. Selon le communiqué de la coordination nationale des infirmières anesthésistes et le syndicat national, les infirmières anesthésistes, qui en étaient arrivées à leur dixième jour de grève, s'accrochent par le ministre de créer un groupe de travail réunissant infirmières anesthésistes, médecins anesthésistes et direction des hôpitaux est une avancée dans le conflit.

● Chantiers navals : quinze navires pour l'Espagne. — Trois chantiers navals espagnols (Factorías Vulcanas, Naval Gijón et Astilleros Reunidos del Nervión) ont reçu une commande du courtier britannique Clarkson pour la construction de quinze navires de 5 000 tonnes. Ces bateaux battent pavillon libérien. L'association des armateurs espagnols, qui annonce ce qui est le plus important contrat de l'histoire de la construction navale ibérique, estime la valeur de cette commande à 60 milliards de pesetas (3,2 milliards de francs).

(Publicité)

## Chintz de toute beauté ? Ou ?

Où trouver du chintz et du satin imprimé à 39,50F le mètre linéaire en 140 tricot anti-sellon ? Je crois que c'est impossible. Normalement c'est : 150 F ? Oui, mais chez Arline Tisseu, qui a l'honneur d'un lot non épuisé pour une chaîne d'été, on le vend à 39,50F qualité « sage » parée aussi pour mari et rideaux. Incroyable mais vrai. Tant qu'il y a du stock à l'entrepôt secret du 8 impasse St-Sébastien 11<sup>e</sup>, tél. : 43.95.66.50. Agité Franc. Ne pas se tromper : arriver par le bd R. Lemaire, à la hauteur du 57 puis de la Rue St-Sébastien puis 1<sup>er</sup> à gauche (R. Alp. Bazin) puis 1<sup>er</sup> à gauche impasse St-Sébastien. Art. Tisseu est au 1<sup>er</sup> ét. par. grat. cour. 5% lecteurs Le Monde.

## En 1988

## 1 182 passagers aériens ont été tués

Selon les statistiques de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), on a déploré en 1988 la mort de 1 182 personnes dans des accidents d'avions commerciaux, soit une augmentation de 9,1 % par rapport à l'année précédente, qui avait vu la disparition de 1 083 personnes. L'OACI distingue les vols réguliers, qui ont connu 27 accidents faisant 735 victimes (26 accidents et 901 victimes en 1987) ; les vols non réguliers, qui ont connu 21 accidents faisant 178 victimes (11 accidents et 47 victimes), et les cinq actes de terrorisme ayant tué 289 personnes (4 attentats et 289 victimes).

En dépit de l'aggravation de la morbidité aérienne, les vols réguliers ont confirmé leur haut niveau de sécurité puisque le nombre de passagers tués par cent millions de passagers-kilomètres est tombé de 0,06 en 1987 à 0,04 en 1988.

## ESPAGNE

## Jesus-Maria de Leizaola, ancien président du gouvernement basque en exil, est mort

Saint-Sébastien. — Jesus-Maria de Leizaola, qui présida le gouvernement basque en exil à l'époque de la dictature du général Franco, est décédé à l'âge de soixante-deux ans, à Saint-Sébastien, d'une crise cardiaque, a-t-on appris vendredi 17 mars, de source hospitalière.

Leizaola s'était réfugié en France en 1937 lorsque les troupes de Franco s'étaient emparées du Pays basque espagnol. Il était alors ministre de la justice et de la culture du gouvernement basque, dont il allait devenir officiellement président en 1940.

Il était revenu en Espagne en décembre 1979 et avait alors abandonné la présidence du gouvernement basque, après la création de la communauté autonome d'Euzkadi dans trois des quatre provinces basques espagnoles, quatre ans après la mort de Franco. — (Reuters)

## En Italie

## Polémiques autour de la « Televisione verita »

La télévision privée italienne demeure un véritable Far West pour producteurs en quête d'innovations. Ainsi, l'une des trois chaînes privées de Silvio Berlusconi, Canale 5, a lancé récemment la « Televisione verita », des documents d'une vingtaine de minutes destinés à illustrer des événements graves (enlèvement, procès, etc.). Le 15 février, l'émission de « Televisione verita » programmée sur Canale 5 a secoué la péninsule. En direct à l'écran, un jeune homme s'est injecté une dose d'héroïne dans une veine de son bras déjà criblé de piqûres. Le film était censé produire un tel choc qu'il détournerait les jeunes de la drogue. Un problème crucial en Italie, qui a dû faire face, l'an dernier, à l'accroissement du nombre d'héromanques (environ 450 000) et à la recrudescence de décès par surdose (plus de 700).

A l'issue de l'émission, des centaines d'appels ont assailli le standard de Canale 5. Selon la direction de la chaîne, 90 % d'entre eux exprimaient le soutien des téléspectateurs à ce programme. Certains allaient jusqu'à réclamer que ce document soit rediffusé et montré dans les écoles. Dans les jours qui suivirent, la presse italienne a longuement débattu du bien-fondé de ces émissions de « Televisione verita », en interrogeant experts et personnalités de médias. Un de ces observateurs, Massimo Buscema, a expliqué que « le fond sonore de l'émission — une musique de Joan Baez — constituait un avertissement qui pouvait plutôt inciter les jeunes à consommer de la drogue ». Le directeur de la RAI, Enrico Manca, s'est inquiété d'un « programme si violent qui risquait de stimuler la curiosité morbide des téléspectateurs au lieu de les aider

à exercer leur sens critique ». En revanche, Guglielmo Zuccotti, producteur de l'émission, a indiqué que celle-ci « malgré son côté coup de poing, était nécessaire puisque rien n'avait bougé sur le front de la lutte anti-drogue », tandis que le fondateur du centre San-Patrigiano, l'un des lieux d'accueil pour drogués les plus connus en Italie, Vincenzo Muccioli, a assuré que « l'émission et son style étaient absolument justifiés : ces images montrent les choses telles qu'elles sont ».

La justice s'est saisie du dossier. Guglielmo Zuccotti et deux de ses assistants sont actuellement soumis à une enquête. Celle-ci devrait préciser si le jeune héromanque a été incité à se piquer à l'écran pour les besoins de l'émission, ou si le document a été filmé « en situation ». Dans le premier cas, le producteur risque d'être inculpé pour incitation à usage de drogue. Mais le jeune homme apparu à l'écran, et identifié depuis, n'avait toujours pas été interrogé cette semaine.

La « Televisione verita » n'en est pas à ses premiers déboires avec la justice italienne. D'autres documents — l'interview d'un activiste des droits des animaux recherché par la police, un entretien en direct avec un enfant récemment enlevé, etc. — font aussi l'objet des investigations de la justice.

YVES-MARIE LABÉ.

Le numéro du « Monde » daté 18 mars 1989 a été tiré à 538 965 exemplaires

A B C D E F G

هكذا من الأصل